



SOLEIL NOIR

Bulletin aperiodique anarchiste



Septembre 2009. Caen, Mai 2021. CAEN.

**PRIX
LIBRE**

Et le soleil est noir...

Si notre soleil est noir, c'est parce qu'une tâche se pose chaque jour sur notre cornée : là, troublant notre idéal domination, oppression, exploitation. L'ombre pesante du pouvoir et de l'autorité vient obscurcir notre goût insatiable de vivre et notre désir de liberté et d'égalité.

Soleil Noir devient pour ce second numéro une aventure collective. Pour autant, vous ne trouverez ici ni le Nous d'une position - d'un Parti pas si imaginaire que ça par exemple -, ni celui d'une Organisation, mais des textes, des analyses, des infos qu'il semblait important de mettre en circulation. Souvent glané dans des revues amies, ou rédigé par nos soins ou collectivement dans des assemblées ou des collectifs, tout ce « fatras » cherche à « éclairer » les situations que nous vivons, à alimenter nos révoltes et nos désirs de détruire ce vieux monde.

Si Soleil Noir n'est pas écrit à partir d'une position homogène et monolithique, il n'en demeure pas moins que notre « rédaction » partage de réelles affinités. Loin des poses militantes, pragmatiques ou radicales, et du goût consensuel de la composition politique, l'aventure vise à renouer avec un anarchisme autonome des structures politiques et syndicales, participant à son humble mesure à combattre ce monde d'exploitation et de dominations.

Chaque participation est le fruit de réflexions individuelles ou collectives, mais ne vise en rien à refléter une position commune et consensuelle à l'ensemble des contributeurs et contributrices. Vous pouvez vous-même proposer des contributions en nous envoyant des textes ou en nous contactant pour nous rencontrer.

Ce bulletin ne se veut pas un outil de promotion de l'anarchisme ou de propagande, comme les aiment les idéologues et les publicitaires de tout poil, encore moins un outil d'expertise comme les affectionnent les sociologues, économistes, enquêteurs-militants et conseillers scientifiques. C'est le parti pris de diffuser des textes et des analyses souvent éparpillés dans des fanzines, des revues, des journaux ou sur le net, d'y ajouter informations et analyses personnelles, le parti-pris de participer à partager ces éléments hors du « milieu radical », et de tout ce qu'il peut parfois avoir de clos.

Le bulletin est diffusé en format papier et numérique. Son impression papier comme sa diffusion de la main à la main sont vivement conseillées, pour alimenter vos info kiosks ou vos lieux de diffusion (squats, locaux, librairies) ■

« Quiconque a regardé le soleil fixement
Croit voir devant ses yeux voler obstinément
Autour de lui, dans l'air, une tache livide.

Ainsi, tout jeune encore et plus audacieux,
Sur la gloire un instant j'osai fixer les yeux :
Un point noir est resté dans mon regard avide.

Depuis, mêlée à tout comme un signe de deuil,
Partout, sur quelque endroit que s'arrête mon œil,
Je la vois se poser aussi, la tache noire !
[...]

Gérard de Nerval, le point noir.

« Pour ne plus, jamais plus, vous parler de la pluie,
Plus jamais du ciel lourd, jamais des matins gris,
Je suis sortie des brumes et je me suis enfuie,
Sous des ciels plus légers, pays de paradis,
Oh, que j'aurais voulu vous ramener ce soir,
Des mers en furie, des musiques barbares,
Des chants heureux, des rires qui résonnent bizarres,
Et vous feraient le bruit d'un heureux tintamarre,
Des coquillages blancs et des cailloux salés,
Qui roulent sous les vagues, mille fois ramenés,
Des rouges éclatants, des soleils éclatés,
Dont le feu brûlerait d'éternels étés,

Mais j'ai tout essayé,
J'ai fait semblant de croire,
Et je reviens de loin,
Et mon soleil est noir,
Mais j'ai tout essayé,
Et vous pouvez me croire,
Je reviens fatiguée,
Et j'ai le désespoir
[...]

Barbara, Le soleil noir

« Au fond du H.L.M.
De la cité Staline
Se cache une fillette
Qui s'ennuie à mourir
Tous ses copains se droguent
Alors elle fait pareil
Et sans savoir pourquoi
Elle ne se contrôle pas

Mais elle a toujours froid
Il n'y a pas de soleil
"J'me sens bien avec ça"
Une éclipse est en elle
Et pour se réchauffer
Elle danse avec la mort
Ca la fait délirer
Toujours un peu plus fort
[...]

Bérurier Noir, Soleil Noir.

POUR QUELQUES MOLLARDS DE PLUS

« La période que nous venons de vivre nécessite de repenser toute intervention révolutionnaire, de comprendre les modifications significatives qui sont en jeu dans l'époque, de saisir comment de nouveaux mécanismes d'autorité se combinent à des mécanismes plus anciens pour forger un monde où les raffinements de la domination et de l'exploitation se densifient encore, gagnent encore davantage de terrain. »

**J'irai cracher sur vos masques,
Un rétif,
Soleil noir n°1, juillet 2020.**

« En quoi consiste au juste cette vie nouvelle insufflée par la raison catastrophique, dans laquelle certains entrevoient jusqu'à l'opportunité de créer un « nouvel humanisme avec Fukushima », c'est-à-dire probablement un humanisme enfin à hauteur d'homme totalement soumis à sa condition de survivant ?

**Contre la résilience à Fukushima et ailleurs,
Thierry Ribault, 2021.**



VOILÀ. ÇA CONTINUE. Nouveau confinement, nouvelles mesures d'exception sanitaires. Cela fait des mois que ça dure et s'enchaîne ; les autorités nous confinent et nous déconfinent au gré de leurs propres intérêts, nous intimant ou non de porter le masque, de remplir des attestations, multiplient les injonctions paradoxales. Lorsque l'on sort dans la rue on ne sait même plus la plupart du temps ce que l'on est ou non autorisé à faire.

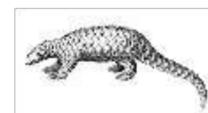
Ces mesures nous laissent perdus, hébétés, sous thérapie de choc, à l'isolement, atomisés, brisés par la répétition monotone et étouffante de nos *vies sous contrainte sanitaire* : Métro, boulot, confinement !

Il faut nous y faire, c'est dorénavant au nom de la santé et de la vie que l'on nous discipline et nous culpabilise. C'est au nom de la sécurité sanitaire ou environnementale que l'on rogne encore plus drastiquement les rares libertés que cette société est encore en mesure de nous promettre.

C'est la nature profonde de la *raison catas-*

trophique, cette même raison que quelques élites, conquises opportunément au renversement des thèses écologistes pour prolonger plus durablement et plus efficacement leur domination, n'ont eu de cesse de nous imposer en quelques décennies.

La catastrophe n'est plus, comme durant de longues années, niée, mais au contraire devenue contingente de nos existences. Il ne s'agit plus à présent d'échapper aux désastres que nos sociétés ne manquent pas de produire en masse, mais de vivre au milieu des décombres, entre les résidus radioactifs laissés par les nucléaristes du monde entier et les conséquences du réchauffement climatique que seuls quelques illuminés contestent encore.



DIFFICILE D'ÉVALUER CE QUI RESTERA de cette soumission de masse si l'épidémie finit par refluer : une obéissance durable lentement incorporée ou une méfiance renforcée face à l'autori-

té ? Sans doute un peu des deux.

Ce qui est clair c'est que l'expérience est si totale qu'elle prolonge l'onde de choc en chaque repli de nos vies. Dans les campagnes, le prix de l'immobilier flambe déjà, ce qui ne manquera pas de changer les modes de vies et les paysages ; partout chacun et chacune est appelé à se replier sur sa sphère privée, et le triumvirat travail, famille, économie, si cher à tous les régimes autoritaires, signe son retour en force ; chaque geste est soumis à des protocoles de plus en plus intrusifs ; la traçabilité des êtres s'impose au nom de la vie ; la dématérialisation de nos relations et du travail finit de fabriquer un monde de plus en plus distant.

Bien évidemment cette discipline des corps et des idées ne s'applique pas partout et à tous et toutes avec la même sévérité. Pour les bourgeois et les bourgeoises, les weekend à la campagne en résidences secondaires, pour les plus pauvres l'enfer des appartements exigus et l'interdiction de se rassembler...



FAUT-IL QU'UNE SOCIÉTÉ soit transie de trouille pour traiter sa jeunesse et les plus pauvres comme une classe criminelle ? Les fêtes et les moindres étincelles de vie sociale se sont transformées en quelques mois en « *mise en péril de la vie d'autrui* ». Faut-il qu'une époque soit à bout de promesses pour que se rencontrer, briser la grisaille du confinement devienne un délit ?

Ce sont là les crimes essentiels d'un siècle qui ne manque pourtant pas de véritables criminels de masse : industriels détruisant des vies, des forêts, des lacs pour piller les quelques métaux rares servant au déploiement des infrastructures de leur monde de marchandise ; Etats prédateurs bombardant au nom de la paix des populations civiles ; patrons poussant au suicide et à la misère leurs salariés ; racistes préparant méthodiquement la guerre civile ; religieux fanatiques propageant leurs guerres saintes à l'explosif ou la kalachnikov ; mâles tabassant à mort celles qu'ils considèrent être « leurs femmes » ; juges incarcérant à la chaîne pour maintenir l'ordre du monde...

Chérissant jusqu'à la nausée une éternelle promesse de sécurité que cette ère entièrement soumise à la seule liberté de la marchandise se

révèle pourtant incapable de tenir, nos chers gouvernants en profitent pour sacrifier sur l'autel de cette illusion les plus élémentaires de nos libertés. Les nôtres bien évidemment plus que les leurs, cela va de soi.

Ressurgissent pour l'occasion les éternels boucs émissaires, ceux et celles que l'anthropologie a systématiquement et méthodiquement déniché dans chaque période épidémique. Aux temps obscurs des grandes pestes, se sont alors les incroyants, les impies et les blasphémateurs qui sont chassés ou rendus responsables de la diffusion de l'épidémie. Aujourd'hui, ce sont celles et ceux qui n'ont pas renoncé en ces temps funestes à faire bon usage de leur liberté qui sont poursuivis ou soumis en boucle à la vindicte populaire du petit écran.



CETTE SOUMISSION DU TEMPS à une normalité sous contrainte sanitaire donne toujours autant envie de cracher sur les masques qui couvrent les visages, sur la distanciation sociale qu'ils maintiennent.

Non pas de cracher sur les objets qui permettent de se prémunir légitimement de la maladie, mais sur le rapport social et humain dont ils sont les symboles omniprésents, de la rue au travail, et dont la crise sanitaire a révélé l'emprise profonde dans nos imaginaires ; de cracher pour se révolter contre notre dépossession effective face aux maladies que ce monde participe sinon à créer, au moins à propager ; de cracher sur les masques que l'Etat impose de porter sous peine de sanctions dans certains endroits ou refusait de fournir à d'autres, sur cette traçabilité que la soumission à l'ordre médical tente de justifier, sur ces prises de température imposées dans certains établissements, sur les brigades sanitaires, les applications numériques et leur traque des malades, bref sur cette vie sous contrainte sanitaire que l'épidémie est venue légitimer.

Ne nous trompons pas, il ne s'agit pas ici de nier les effets réels de l'épidémie, ni de donner une quelconque leçon de morale et d'insuffler une contre-culpabilité à ceux et celles qui souhaitent suivre scrupuleusement une bonne partie des recommandations sanitaires des autorités scientifiques, encore moins d'imposer des contre-normes comme celle du rejet du port du

masque, pas plus de transformer ces contre-normes en un acte de rébellion essentiel.

Il s'agit par contre de refuser que des modes de vies sous contrainte sanitaire nous soient imposés, et qu'un monde sous cloche et normativité sanitaire finisse par devenir notre décor quotidien, réduisant nos existences à la seule survie biologique immédiate et à la reproduction de notre force de travail.

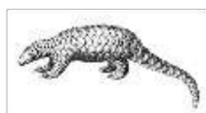


LA CRISE DU CORONAVIRUS que la planète a pris de plein fouet a précipité l'avènement de cette société sous contrainte sanitaire. Loin de protéger nos vies, les mesures que les Etats ont rapidement prises ont visé à préserver l'économie et leurs propres intérêts.

Dès ce moment, les autorités n'ont fait qu'administrer statistiquement et prédictivement, à base de rapports coût/bénéfice, la ressource et la force de travail que nous sommes, et nous ont dépossédé jusque dans les aspects les plus intimes de nos vies de toute possibilité de prendre nos propres décisions. Nous sommes depuis devenus, encore plus qu'à l'accoutumée, les spectateurs et spectatrices interdits d'un monde qui nous échappe.

C'est bien une nouvelle fois une *séparation active généralisée* qui domine notre époque, nous intimant de renoncer encore à une part de notre autonomie et offrant l'occasion à l'Etat dans sa double dimension sociale et répressive de s'immiscer encore davantage dans nos vies.

Comme nous sommes séparés de ce que l'on produit par le travail, de ce que l'on consomme dans le temps libre, nous voici dépossédés de nos conditions même de survie immédiates. C'est pour cette raison que tout ce qui nous environne nous est encore plus qu'hier devenu *étranger* : villes, campagnes se transforment en immenses dortoirs sous contrôle, avec leurs attestations dérogatoires de déplacement, leurs horaires de couvre-feu, et nos vies mutilées encore un peu plus de leur sens essentiel.



AU NOM DE LA SANTÉ ET DE LA VIE, et adossées aux autorités médicales et scientifiques, se sont dessinées les conditions d'une nouvelle soumis-

sion durable : traçabilité du cheptel humain, extension des techniques de management à l'éthique de la responsabilité individuelle, développement de l'emprise numérique, mise sous contrôle des déplacements et des mesures de protection individuelles, perfectionnement de nouvelles techniques de management au travail, durcissement des conditions de travail, réduction drastique des libertés les plus élémentaires...

Après quelques mois de ce qui a ressemblé à une « libération conditionnelle », s'est remis en place un second confinement révélant une nouvelle fois et sans surprise que la survie de l'économie importe plus à nos dirigeants que la vie humaine. Au métro, boulot, confinement/ déconfinement succède le métro, boulot, couvre-feu, puis de nouveau le temps du métro, boulot, confinement, pour que de nouveau vienne le moment du métro, boulot, déconfinement; mais toujours la priorité de nos gestionnaires de pandémies reste de sauver l'économie d'un choc pandémique. En clair, que nous renoncions à vivre pour éviter la maladie, l'absentéisme et assurer la reproduction de notre force de travail.

Ce que le confinement comme le couvre-feu réclament, c'est, au nom de la sauvegarde de la vie biologique, notre soumission totale, durable, et de chaque instant, à la sécurisation de leurs intérêts économiques.

Une fois de plus ce sont les plus précaires, les plus pauvres, ainsi que les plus rétifs et les plus rétives à ce meilleur des mondes sanitaires qui morflent, entassées dans les taules, les HP, les EHPAD, les usines, les transports en communs, les barres d'immeuble ou les écoles. Sorti-e-s de là, c'est la répression qui exerce son office.

Bien évidemment, le pouvoir saisit l'occasion pour accélérer ses mauvais coups et préparer l'arsenal répressif capable de répondre à la crise sociale et économique qui produit ses premiers effets : loi sécurité globale, nouveau plan de construction de prisons, réforme de l'assurance chômage, etc.

Les mutations économiques annoncées sont également bien au rendez-vous. Les antennes 5G qui servent d'infrastructures technologiques à ce terrifiant *monde d'après* sortent de terre à une vitesse ahurissante. Elles annoncent l'accélération et la généralisation de nouvelles formes de travail et de management sous emprise algorithmique, mais également l'extension de cette même idéologie managériale à la

préservation de notre santé collective. Nous voici transformés en petits managers de l'épidémie, poussés à mesurer les rapports coût-bénéfice de chacun de nos gestes, à accepter de mettre à distance nos proches, nos sentiments, à « autogérer » ce que les autorités nous autorise d'autogérer, notre bon fonctionnement et notre insertion dans la chaîne de production/consommation. Le principe de responsabilité devenant pour l'occasion principe de culpabilité.

Comme dans les nouvelles logiques managériales faussement horizontales qui peuplent de plus en plus d'entreprises, et revenant aux sources même du management, il ne s'agit en rien de décider par soi-même mais bel et bien de remplir des objectifs décidés par ailleurs, de maintenir le taux de profit.

Ce qui se profile dans cette société de crises permanentes, c'est sans doute également l'approfondissement et la généralisation d'un système assurantiel libéral de crédit social et sanitaire. Notre système de couverture assurantiel sera sans doute de plus en plus soumis à la traçabilité de nos comportements, à la mesure de nos potentialités de risques...



A CETTE OCCASION, l'Etat comme le capital, à nu, finissent de révéler comment le capitalisme et la bourgeoisie conçoivent l'espèce humaine subalterne à laquelle nous appartenons. Plèbe travailleuse ou armée de réserve, réduite aux besoins les plus élémentaires à la survie de l'économie, nous voici confinés à notre utilité

essentielle : celle de consommer et de produire.

Pour le reste, finis la culture, la sociabilité, les désirs, les modes de vie libres qu'il fallait pourtant sauver du terrorisme en 2015. Les dégâts psychologiques et humains sont déjà considérables, et la colère gronde davantage qu'en mars-avril 2020, pour autant la situation reste pour l'essentiel sous contrôle. Ce sont souvent les lignes de fuite qui prédominent : l'entraide, la solidarité, la débrouille plutôt que l'antagonisme et la révolte.

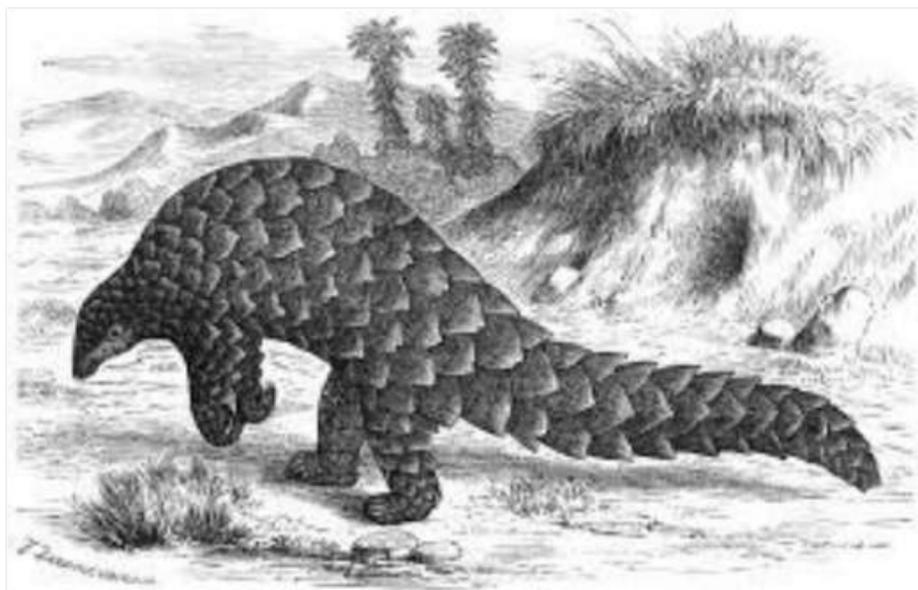
Pour autant, comme le soulignait déjà le texte « *J'irai cracher sur vos masques* », paru dans le précédent bulletin, la situation est loin d'être close : « (...) Cette crise, par son surcroît d'administration des vies et de domination, sa boulimie de contrôle, mais également par l'accentuation de l'exploitation et de la précarité qu'elle génère, suscite l'intensification de tensions parfois anciennes, parfois plus neuves, dont il est encore difficile de mesurer l'explosivité. »

Rien ne prouve que ces tensions qui semblent demeurer sous le radar du logiciel idéologique de la gauche gestionnaire et radicale ne forgent pas de nouvelles révoltes, et n'alimentent pas un goût retrouvé pour la liberté.

Comme l'encourageait une affiche, signée de quelques ennemi-e-s du meilleur des mondes sanitaires, trouvée sur quelques murs : « *Redevenons les amants et maîtresses de la liberté que nous n'aurions jamais du cesser d'être, et alimentons le feu qui couve peut-être sous la cendre.* »

• Un rétif,
mai 2021

* Je remercie pour le titre de ce texte l'inspiration du fanzine Quetton l'Arttotal





COMMENT CONTINUER À CROIRE que c'est pour sauver des vies que l'Etat, le capital et le comité scientifique nous confinent à nouveau alors qu'il nous laisse nous entasser dans des métro ou des trams bondés pour aller au turbin pour générer toujours plus de profits, qu'ils ont laissé crever dans la plus sordide des solitudes les plus vulnérables dans les EHPAD, qu'ils ont contraint à l'isolement total les enfermés de toujours dans les prisons et les HP, qu'ils ont renoncé depuis des années à investir dans la médecine de masse ?

Ils le reconnaissent d'ailleurs eux et elles-mêmes, leur priorité c'est sauver l'économie d'un choc pandémique. En clair, que nous renoncions à vivre pour éviter la maladie, l'absentéisme et assurer la reproduction de notre force de travail. Ce que le confinement comme le couvre-feu réclament, c'est au nom de la sauvegarde de la vie biologique, notre soumission totale, durable, et de chaque instant, à la sécurisation de leurs intérêts économiques. Dorénavant ce sera « métro, boulot, confinement ! »

AU NOM DE LA SANTÉ ET DE LA VIE ET ADOSSÉES AUX AUTORITÉS MÉDICALES et scientifiques, se dessinent les nouvelles conditions de cette soumission durable : traçabilité du cheptel humain, extension des logiques de management à notre quotidien au nom de la responsabilité individuelle, développement de l'emprise numérique, durcissement des conditions de travail, réduction drastique des libertés...

FACE À CETTE MISE SOUS ÉCROU SANITAIRE des signes d'insoumission se sont fait déjà sentir. Des révoltes d'une ampleur rare ont secoué les prisons et les centres de rétention courant mars-avril. Des individus épris de liberté ont attaqué des points névralgiques de ce monde de domination et d'exploitation. Des formes spontanées d'entraide se sont déployées. Des manifestations sauvages commencent à arpenter les rues de métropoles.

SI QUELQUES BATTEMENTS D'AILE DE CHAUVES SOURIS croisant fortuitement quelques pangolins d'élevages à Wuhan ont suffi à faire basculer ce vieux monde marchand dans une claustration radicale, pourquoi ne serions nous pas nous-mêmes en mesure de le faire vaciller ? Il suffit parfois d'un rien que rien n'annonce pourtant, comme la mise en place d'un couvre-feu ou d'un confinement, pour qu'un monde plongé dans les affres de l'absurdité et de l'enfermement nous apparaisse encore plus vide de sens, et que sous l'effet de vents contraires il finisse par basculer vers la liberté.

REDEVENONS LES AMANTS ET MAÎTRESSES DE LA LIBERTÉ QUE NOUS N'AURIONS JAMAIS DU CESSÉ D'ÊTRE, ET ALIMENTONS LE FEU QUI COUVE PEUT-ÊTRE SOUS LA CENDRE.

QUELQUES ENNEMI-E-S
DE LEUR MEILLEUR DES MONDES SANITAIRE.

[AFFICHE GLANÉE EN NOVEMBRE 2020 SUR LES MURS DE CAEN ET DES ALENTOURS]

Etats d'urgence et soumission durable.

[Extrait de
Sous Etat
d'urgence
parût en 2015
au moment des
attentats de Char-
lie hebdo et de
l'hyper-casher.]



En instaurant l'Etat d'urgence, l'Etat dissout non seulement les quelques vagues libertés qu'il n'a de cesse de rogner, mais il tente également de nous faire renoncer au goût même de la liberté.

Il prolonge un état d'urgence devenu permanent, celui qui nous intime au nom de crises successives de nous soumettre toujours plus aux impératifs de l'économie et aux injonctions de l'Etat.

L'approche marxiste d'une part, et l'approche écologiste d'autres part, qui voyaient chacune à leur façon dans les crises conjoncturelles du capitalisme des opportunités de renversement, sont devenues d'autant plus inopérantes que l'économie a fait de ses crises successives une logique de gestion de l'existant. La crise écologique est ainsi devenue une opportunité, capable de générer de nouveaux marchés. Au Japon AREVA travaille ces stratégies de décontamination et de gestion d'un territoire contaminé. La catastrophe, comme la crise ou la guerre sont des marchés comme les autres, vecteurs de plus value. Et ce sont surtout des prescripteurs de soumission : aux experts, aux Etats, à l'armée, la police.

Les crises politiques, économiques et écologiques sont même devenues, grâce notamment à l'absorption du désir d'ordre, propre notamment à la critique écologiste, une nouvelle gouvernance du Monde. Loin de mobiliser, l'abime saisit d'effroi et appelle à se soumettre à tous les dispositifs de

soumission qui apparaissent les plus solides : Etat, bande, Parti, homme providentiel.

La crise se transforme même en outil de gestion et de cogestion. C'est ainsi que dans la région de Fukushima, Etat, nucléaristes et économistes tentent de faire revenir vivre sur place les habitants et les habitantes de la région, condamnés à garder un œil sur leur dosimètre et à mesurer dans tous les sens du terme chacun de leur geste. Etat et nucléaristes appellent cela "*autogestion de la dose*". La vie mutilée à laquelle cette situation nous oblige promet des comportements encore hier inimaginables en terme d'acceptation et de soumission. Quelques récents sabotages de balises de mesure de la radioactivité ont rappelé ces évidences¹.

"La mise en scène des dangers est devenue un exercice obligatoire désormais, tant ils se réalisent. La conscience du désastre est maintenant généralisée. Fini la période éphémère où l'écologie frayait avec les idéaux révolutionnaires. Aujourd'hui, cette idéologie verte est partagée par les administrateurs du désastre. Leur incessante propagande s'indigne quotidiennement de chacun de ces malheurs qu'eux-mêmes déniaient naguère. Ce sont les nucléaristes de Science et Vie qui titraient en septembre 2014 : « Accident nucléaire :

¹*La vache et l'irradié*, Fernandel. Ce texte revendique les incendies coordonnés contre des détecteurs de radioactivité sur trois sites différents en mai 2015.

comment la France s'y prépare » "

- Les luddites et l'usure du vieux monde, ACNM, octobre 2015.

La crise de surprime n'a pas vraiment fait exception à la règle. Le compromis politique entre gaulistes et communistes issu de la résistance, et le compromis keynésien dans le domaine économique ont finis d'être démolis par la logique néolibérale. Les fonctions « *distributives* » de l'Etat et de l'entreprise se modèrent chaque jour davantage. Cette mutation n'est pas neuve et ne surgit pas avec la crise récente, mais s'est lentement installée dans le paysage, a fabriqué des situations et des imaginaires, défait des liens et des résistances. Aujourd'hui, elles sont devenues des secondes natures. La destruction de tissus sociaux, la précarisation des conditions de vie, la généralisation d'un sentiment d'impuissance finissent de produire leurs effets durables.

L'anti-terrorisme n'échappe pas à la règle. Des citoyens vigilants aux appels à délations, nous sommes sommés d'autogérer notre sécurité et d'accepter chaque jour davantage l'incursion de dispositifs de pistages et de surveillance dans chacun de nos gestes. Dans les caméras qui scrutent nos déplacements, dans les puces qui identifient nos déplacements et nos comportements, dans le pistage commerciaux et policiers de nos comportements sur Internet.

Crise économique, crise écologique et plans Vigipirate sont en quelques décennies devenu le décor permanent de nos vies. Toutes ont en commun de nous soumettre toujours davantage à des dispositifs qui nous échappent. Des dispositifs dans lesquels l'Etat d'une part, mais également le capital d'autres part reprennent la main. De la CAF au turbin c'est le même sentiment diffus que tout nous échappe qui s'impose, la même impression que tout peut s'interrompre du jour au lendemain.

Dans ce contexte de crise et de vulnérabilité permanente, il nous est alors demandé de suspendre pour le bien commun toute contestation. C'est l'appel à l'unité nationale pour sauver notre économie, pour faire face au défi écologique, pour combattre le terrorisme. Et ce sont ceux et celles qui gèrent le monde tel qu'il court au désastre que nous sommes sommés de suivre. La situation encourage à ce que l'Etat apparaisse comme un recours.

Les discours souverainistes et nationalistes, d'extrême droite comme de gauche trouvent un écho électoral certain dans une vieille Europe à l'agonie. En Grèce, l'émergence de Syriza comme de l'aube dorée en sont deux manifestations. En France, il en est de même avec Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. Certains ponts semblent même émerger entre souverainistes.

Ce recours à l'Etat a d'autant plus le vent en poupe que le mouvement révolutionnaire est défait. Sur le terrain de la pratique comme sur celui des idées. Chaque nouvelle vague qui nous submerge, de la mort d'un compagnon à Sivens à des assignations à résidence, ne nous condamnent qu'à résister au ressac. L'antiterrorisme et l'Etat d'urgence ne font que parachever un travail idéologique. La contre-insurrection précède une insurrection fantôme.

Une seule urgence, abolir l'Etat.

Face à cette prise en main étatique, nous avons des choses à opposer. Tout d'abord en rappelant que certaines fonctions aujourd'hui tenues par l'Etat l'ont été jadis par le mouvement ouvrier, à travers les mutuelles, les bourses du travail, les athénées, les centres d'éducation libertaire et les expérimentations pédagogiques, les milieux libres. L'histoire de l'associationnisme ouvrier, du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarchosyndicalisme, de l'anarchisme, du féminisme, de « *l'éducationnisme* », des luttes écologistes, fourmillent d'expérimentations directes, se passant de l'intermédiaire de l'Etat. Les choix politiques qui s'imposent ne laisseront de fait souvent guère le choix que de réinventer des formes d'entraide directes. Si l'Etat accepte de nous protéger c'est au prix de notre soumission.

Puiser dans l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire mais également dans l'ensemble du mouvement d'émancipation, ce n'est donc pas comme le laisse imaginer certains et certaines succomber au réflexe identitaire et idéologique, mais questionner les expériences passées pour s'inspirer de ce qui a parfois déjà été pensé et vécu. Et surtout tenter de dégager quelques perspectives.

*Anonyme,
Caen, janvier 2015.
Extrait de Sous Etat d'urgence,
recueil de texte du collectif sans nom.*

Les leçons de Fukushima.

De la contrainte radiologique à la contrainte sanitaire.



MARS 2011. En boucle sur tous les écrans les réacteurs 1,2 et 3 de la centrale nucléaire de Fukushima–Daïchi volent en éclat. Deux champignons montent au ciel et avec eux des tonnes de matière radioactive qui ne vont dans les années qui suivent jamais cesser de s'accumuler dans l'air, le sol, la mer.

35 ans plus tôt, la catastrophe n'avait pas eu les honneurs du direct. A Tchernobyl, les autorités soviétiques n'avaient mis en spectacle que leur supposée maîtrise de la situation. Les liquidateurs, véritables héros de régime de ces temps apocalyptiques, se succèdent sur les toits éventrés de la centrale pour rejeter les débris qui y sont accumulés dans le cœur en fusion. Mais rien n'est dit du Corium, cette masse informe, mélange de combustibles en fusion et de fragments qui se consomment, rien non plus des circuits des robots, qui ont précédé les liquidateurs, qui ont fondu, rien des liquidateurs eux-mêmes qui crèvent dans les mois qui suivent, brûlés par l'atome. La mort différée, comme la radioactivité, n'est pas télégénique.

Qu'avons nous retenu de Fukushima ? Les adversaires du nucléaire, peu. Ses promoteurs et les gouvernements du monde entier, une idée essentielle : l'humanité peut survivre et s'adapter à la catastrophe. Si durant quelques heures, le gouvernement japonais hésite à évacuer Tokyo, l'une des plus grandes métropoles planétaires, voire la péninsule entière, rapidement, il décide au contraire de monter les seuils de radioactivité admissible de 1 à 20 millisievert. Ce sera à l'espèce humaine d'exercer sa plasticité au désastre.

Après Fukushima la catastrophe n'est plus un événement ; elle devient définitivement une *routine*.

DIFFICILE POUR QUI A SUIVI LA GESTION DE LA CATASTROPHE NUCLÉAIRE DE FUKUSHIMA de ne pas être saisi de stupeur lorsqu'en mai 2020, Edouard Philippe, ex

salarié du géant du nucléaire français Areva devenu premier ministre du gouvernement Macron, annonce au moment du déconfinement de la crise de la Covid-19 que dorénavant il nous faudra « *vivre avec le virus* ». Malgré le soin pris par les nucléaristes du monde entier et les autorités japonaises pour nous faire oublier Fukushima, difficile de faire abstraction que depuis 2011, ils et elles ont poursuivi un seul objectif : apprendre aux japonais et aux japonaises à « *vivre avec la radioactivité* ».

Au même moment, le comité olympique et les autorités japonaises annoncent de concert le report des jeux olympiques qui devaient avoir lieu dans la péninsule. Ces jeux revêtaient une importance décisive pour le gouvernement et les nucléaristes. Leur principal objectif était de médiatiser la réouverture de la zone d'évacuation post accidentelle de Fukushima-Daïchi. Un relai de la flamme devait même avoir lieu sur place. Ces jeux *sous contrainte radiologique* sont finalement différés d'une année, ironie de l'histoire, année anniversaire de la catastrophe de Fukushima.

L'épidémie impose une nouvelle temporalité : la *contrainte sanitaire* supplante la *contrainte radiologique*.

MAIS QUI SE SOUVIENT VÉRITABLEMENT DE LA CATASTROPHE, tant son oubli a été fabriqué à grand renforts de communicants, de mesures visant à en liquider les traces et de réflexes chauvins. Ce qui a été sauvé alors d'un effondrement total, c'est l'Etat japonais et son économie. Refuser de vivre sous contraintes radiologiques, c'était accepter l'évacuation de la majeure partie du territoire japonais, et l'implosion de l'identité japonaise, la liquidation quasi-totale de cet Etat et de son économie. Et puis, qu'est-ce que quelques morts radio-induites, qui plus est différées dans le temps, par rapport à la survie d'une économie aussi compétitive. C'est ici que résident les fondements du national-nucléarisme qui s'est développé au Japon dans l'après Fukushima, et qui a fini par emporter la victoire idéologique face à un mouvement antinucléaire qui a concentré son activité contre le redémarrage du parc nucléaire, plus que contre cette banalisation du désastre.

Aujourd'hui, la fabrique de l'oubli est telle que l'ONU nie que la catastrophe n'ait produit le moindre mort. L'OMS, dont les données en matière de nucléaire

sont pourtant soumises depuis les années 50 et le programme ATOM FOR PEACE à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, n'a pas osé suivre un tel négationnisme nucléaire, et s'est juste évertuée à en banaliser les conséquences.

Pourtant sur place la catastrophe est loin d'être finie. Le Corium continue de se consumer dans les réacteurs 1, 2 et 3 de la centrale ; les tonnes d'eau radioactive balancées pour le refroidir sont stockées dans l'attente d'être rejetées à la mer ; de l'eau radioactive continue de s'écouler en mer ; plus de 170 000 tonnes de sacs de terre hautement contaminée s'accumulent dans plus de 142 000 sites ; ces déchets dont les autorités ne savent que faire sont stockés dans les zones « au retour difficile » ; des dizaines de milliers de liquidateurs continuent d'intervenir sur place et dans les régions les plus contaminées ; des milliers de travailleurs dont on a perdu la trace ont également opéré sur le site sans dosimètre durant les premiers mois ; etc.

Des études, loin d'être antinucléaires, oscillent entre 20000 et 65000 cancers attendus, dont la moitié seraient mortels. Mais, ce que ces études souvent conciliantes, faites à partir de modèles prédictifs dont la fiabilité reste à prouver oublient, c'est que des victimes de la catastrophe ne sont pas encore nées et que le désastre en cours n'a pas encore dit son dernier mot. C'est le privilège de l'atome, il colonise même l'avenir.

Pour les quelques 20000 réfugiés revenus vivre dans les zones évacuées et dans une moindre mesure pour l'ensemble des japonais et des japonaises, c'est l'acceptation de conditions de vie sous contrainte radiologique « médiées » par le dosimètre et la soumission aux autorités scientifiques officielles ou critiques qui s'impose. Chaque geste doit être passé au crible du radiomètre, du spectromètre ou du scintillomètre, les corps et les esprits soumis aux études contradictoires des experts et des contre-experts. La *dépossession* atteint un niveau de rayonnement que seul le nucléaire pouvait lui conférer.

D'un tel spectacle macabre, nous sommes juste appelés à discuter, entre expertise et contre-expertise, des morts à attribuer aux radio-éléments.

MAIS, TOUT A COMMENCÉ PLUS TÔT, sur les décombres encore chauds des réacteurs de Tchernobyl. C'est là que s'est forgée une nouvelle doctrine morbide, rêve de tout nucléariste et industriel, qui consiste pour l'essentiel à nous faire accepter les désastres et les catastrophes que nos sociétés et leurs bons offices ne cessent de produire.

Autour de Jacques Lochard, un nucléariste français se sont constituées des équipes de chercheurs visant à étudier sur place les conséquences de l'accident, mais surtout à les minimiser pour mieux légitimer la poursuite du programme nucléaire. Les nucléaristes qui dirigent ce programme, nommé ETHOS, entendent alors nous expliquer que dans les territoires contaminés les irradiés souffriraient de syndromes post-traumatiques, la "*radiophobie*". Ce serait la peur de la maladie qui créerait les leucémies, les cancers, les états dépressifs, la dégradation générale de l'état de santé, et non les radionucléides qui se sont accumulés dans l'eau, la terre, la nourriture, la chair et les os.

Mais la découverte essentielle du programme est ailleurs. C'est avec surprise et une joie certaine que les équipes d'ETHOS découvrent qu'une partie des populations irradiées, fuyant la stigmatisation dont ils et elles sont l'objet tout autant que des conditions de vie irrémédiablement dégradées qui leur sont offertes, préfèrent revenir vivre en zone contaminée. Nos propagandistes saisissent immédiatement tout le potentiel nihiliste de telles circonstances : si les irradiés du monde entier acceptent ainsi de se plier à la situation, ce sont les conditions d'existence en temps de catastrophes nucléaires et industrielles qui prennent une nouvelle consistance.

L'heure est venue de parler de *réhabilitation* des territoires contaminés. Une multitude de programmes se succèdent depuis pour promouvoir la possibilité, après des réhabilitations d'ampleur, de vivre dans des territoires ravagés par l'atome. CORE, SAGE, le CODIRPA en France sont autant de jalons de cette gestion post-accidentelle, et de manifestations d'un renversement de doctrine. Ce renversement quelques antinucléaires lucides en avaient décrit les rouages encore primitifs dans une brochure intitulée *Du mensonge radioactif et de ses préposés*. La brochure rappelle alors que ces administrateurs du désastre peuvent être attaqués de manière beaucoup moins débonnaire, notamment en aspergeant de sang des protagonistes des programmes SAGE et COWAM et en distribuant le tract *SAGE comme des images* lors d'une conférence de promotion de ce meilleur des mondes post-catastrophiques.

Le temps du mensonge généralisé devenu trop visible a fait son temps. Si durant des années, les promoteurs de l'atome nous ont assené que l'accident nucléaire était impossible, s'ils ont banalisé ou passé sous silence les accidents majeurs comme à Three Mile Island ou Kychtym, s'ils ont refusé de communiquer leurs plans d'évacuation aux antinucléaires, les accidents de Tchernobyl, puis celui de Fukushima ont fini de précipiter l'avènement d'une ère où les catastrophes

nucléaire ou industrielle sont devenues contingentes.

Plus question de nuages radioactifs qui s'arrêtent aux frontières comme l'assénait le nucléariste Pèlerin en 1986, alors que les portiques de sécurité des installations nucléaires sonnaient. Dorénavant, il nous faudra gérer notre survie en temps de catastrophe. Avec tout le cynisme qui habite de telles crapules, nos chers spécialistes du post-accidentel préparent même les irradiés à *autogérer leur contamination*. Au milieu des décombres et du désastre, on peut bien laisser chacun et chacune autogérer ce qui lui reste : sa survie biologique.

Les équipes d'ETHOS, de CORE se chargent d'accompagner la vie de ceux et celles qui décident de retourner vivre en territoires contaminés, de décrypter leurs attitudes, et de rendre vivable cette vie mutilée où chaque geste doit suivre des prescriptions précises comme choisir et évaluer son alimentation, ses déplacements. La maladie programmée et la mort y deviennent statistiques, renvoyées à chacun et chacune, devenu responsable de sa possible contamination et de celle de son entourage.

Cette vie sous contrainte radiologique autogérée a le fabuleux avantage de reporter la responsabilité de la contamination à l'individu qui se soumet à cet ensemble de protocoles. Plus de nucléaristes, plus d'Etat à l'origine des cancers et des leucémies radio-induites, ni de complices idéologiques, juste quelques individus irresponsables ou insoucieux qui n'ont pas appliqué scrupuleusement les recommandations des autorités scientifiques.

ETHOS et la gestion post-accidentelle nous invitent à devenir les *cogestionnaires* appliqués et impliqués de notre survie et de notre agonie, nous transformant au passage en petites mains à même de «liquider» la catastrophe.

CORE A FINI DE METTRE À L'ÉPREUVE ces acquis dans un Japon meurtri par la catastrophe de Fukushima. Le programme *ETHOS in Fukushima* a appliqué au territoire japonais les leçons apprises en Biélorussie. Les équipes françaises de Jacques Lochard travaillent sur place à prêcher un discours rassurant à même d'inciter ceux et celles qui ont fui les zones les plus contaminées à revenir le plus rapidement possible y vivre. Les autorités, TEPCO, l'opérateur privé des centrales japonaises, et ETHOS ont même trouvé sur place quelques complices inattendus en quelques antinucléaires qui prônent la décontamination et le retour.

Comme l'expérience n'a pas eu le succès escompté, le gouvernement japonais a rendu plus complexe les conditions de survie des exilés pour les inciter au retour. Les aides au logement et les dédommagements

de 800 euros par mois ont été supprimés pour promouvoir la nouvelle politique de « retour au pays natal ».

Les jeux olympiques servent opportunément de vitrine à cette vie post-accidentelle et ouvre une nouvelle phase de la propagande nucléariste. Rien de neuf sous le soleil du spectacle sportif, tant ce genre de compétition n'en est pas à son coup d'essai en terme de soutien aux régimes les plus autoritaires et aux idéologies les plus nauséabondes.

Vivre avec la catastrophe est possible, voilà la leçon essentielle que les nucléaristes, les industriels et les gouvernements du monde entier ont tiré avec encore plus de force depuis Fukushima et qu'ils tentent de promouvoir depuis. La plasticité même du capitalisme et de nos régimes techno-industriels s'est une nouvelle fois manifestée, comme lors des nombreuses crises qui les ont traversés. Ils ont non seulement réussi à absorber le choc d'un accident nucléaire majeur, mais également à faire de ce choc un nouvel outil de domination et de soumission.

La catastrophe se transforme même en opportunité. Des géants du nucléaire ou de la construction comme AREVA ou Bouygues se sont succédés de la Biélorussie au Japon pour travailler à la « réhabilitation » des territoires contaminés : décontamination, construction de sarcophages... Ce qu'il y a de formidable avec le nucléaire, c'est qu'il offre, même confronté au désastre, des débouchés d'une durabilité inégalable.

CES PROGRAMMES POST-ACCIDENTELS n'ont pas manqué de s'exporter depuis Fukushima. Le CODIRPA est l'un d'eux. Autour d'un certain nombre de sites, ce comité, cherche à recruter des acteurs de la vie locale, des écologistes, des syndicalistes, des élus. Il assume les objectifs réels de la nouvelle stratégie : pour convaincre chacun et chacune de devenir gestionnaire du désastre en cours et de se soumettre à l'exercice drastique de protocoles qui ne sont plus gérés d'en haut, et du coup soumis à questionnement, mais qui sont incorporés au quotidien dans chacun de nos gestes, chacune de nos décisions, chaque aspect de nos vies, quoi de plus efficace que la proximité et la prétendue probité d'éléments critiques ?

Les commissions locales d'information et les différentes expériences de démocratie participative ou technique organisées depuis plusieurs décennies servent de modèle et de vivier. Dans le Cotentin, l'une des régions la plus nucléarisée du monde, les membres des commissions locales d'information ont pu ainsi visiter la province de Fukushima. De retour dans l'hexagone, le maire de Flamanville a même promis d'installer des balises de mesures de la radioactivité dans sa commune.

Il n'a pas manqué d'antinucléaires, d'écologistes d'Etat ou de scientifiques indépendants pour répondre à l'invitation et rejoindre ce radeau de la méduse. ; ils et elles ont accepté de se transformer en radioprotectionnistes scrupuleux et catastrophistes éclairés, mesurant en contre-experts la teneur en radioactivité des cours d'eau, discutant la distance des futures zones d'évacuation, participant à l'élaboration des plans post-accidentels. Ils et elles se sont accommodés du nouveau rôle de figurants actifs du spectacle catastrophistes : ils se sont mués en cogestionnaires de notre future agonie.

Certains et certaines comme l'ACRO, le laboratoire indépendant créé à Caen dans l'après Tchernobyl, ont décidé de jouer ce jeu depuis la création de CORE. Ils et elles ont accompagné ces programmes de la Biélorussie au Japon. Guère étonnant du coup d'entendre David Boilley se plaindre récemment sur France 3 que les distances d'évacuation post-Fukushima n'étaient pas incorporées au Plan d'évacuation de La Hague ou de Flamanville. Ce genre de contre-expertise, qui ne se définit pas comme antinucléaire, ne discute plus que les distances de sécurité et les seuils de dangerosité. Plus étonnant est de voir inviter ce même David Boilley dans un squat dit politique comme le Marais pour parler de la catastrophe de Fukushima et de gestion post-accidentelle. Le CRILAN, association antinucléaire historique du Nord-cotentin, a même connu une purge, à grand renfort de huissiers et de plaintes, de certains de ses éléments jugés trop réfractaires à ce meilleur des mondes de la cogestion.

Aujourd'hui, que ce soit au Japon ou en France, l'opposition à l'industrie nucléaire civile ou militaire est exsangue. En France, les tentatives pour la réanimer après Fukushima sont, malgré quelques beaux gestes, quelques belles rencontres et quelques

belles luttes collectives autour des transports de déchets à Valognes, des luttes contre l'implantation de ligne très haute tension, du centre d'enfouissement de Bure, sont restées vaines et minoritaires. D'autant plus qu'au désir de liberté porté par les pionniers du combat antinucléaire s'est substitué un appétit de gérer au mieux l'existant d'une bonne part des plus citoyens, un appétit bien peu porteur d'émancipation et de révolte.

Si l'histoire n'est jamais finie et si les raisons de se révolter contre cette raison catastrophiste sont aujourd'hui encore plus vives, la lutte ne peut véritablement reprendre existence qu'en rupture complète, et non en composant, avec ce mouvement écologiste gestionnaire.

INUTILE DE PRÉCISER CE QUE CETTE EXPÉRIENCE de soumission à une vie si hautement mutilée et anxiogène développée particulièrement depuis Fukushima promet comme soumission durable. Et dans quel monde elle nous prépare à vivre. Elle n'a d'ailleurs pas tardé à trouver de nouveaux terrains d'expérimentation et d'application à d'autres situations critiques.

La crise dans laquelle l'épidémie de Covid-19 a plongé la planète a permis de mettre à profit certains enseignements des gestions post-accidentelles. Comme les japonais ont appris à vivre avec la radioactivité, nous avons été appelés à vivre avec le virus. La contrainte radiologique s'est transformée en contrainte sanitaire, et nous sommes invités, comme les japonais et les japonaises qui autogèrent leurs doses de radioactivité, à autogérer notre protection face au virus. D'autant que l'imagination et la débrouille individuelle ou collective se sont souvent avérées plus efficaces que les tâtonnements gouvernementaux.

Cette autogestion de la protection introduit une nouvelle façon d'aborder la catastrophe ou le danger ; elle nous transforme en managers de notre

Pour prolonger :



Du mensonge radioactif et de ses préposés, Association contre le nucléaire et son monde, 2004 (1993):

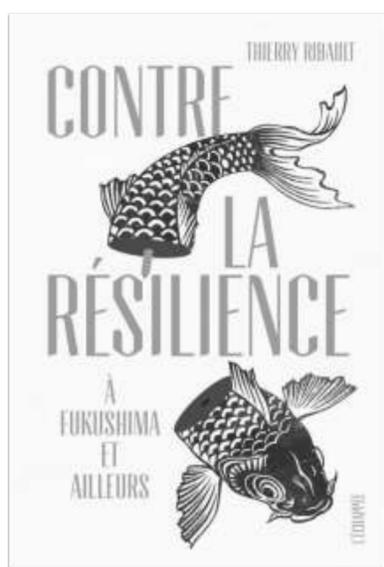
Dans cette brochure, des antinucléaires qui n'ont pas renoncé à détruire le capital et l'Etat nous explique les mécanismes à l'œuvre pour banaliser la catastrophe de Tchernobyl. Ils décrivent également comment une nouvelle génération de nucléaristes, comprenant que l'ère de l'opacité et du mensonge patent a fait son temps, s'engage à grands renforts de risk-management et de risquologie sur la voie d'une gestion plus participative de la catastrophe. Enfin, ils rendent compte de quelques actions directes perpétrées contre les négationnistes du nucléaire.



Oublier Fukushima, textes et documents, Arkadi Filine, les éditions du bout de la ville, 2012 :

L'ouvrage revient sur la gestion de la catastrophe de Fukushima par le catastrophisme, la liquidation, l'évacuation, la réhabilitation et la banalisation. Il dessine les nouvelles normes d'une vie sous contrainte radiologique.

Pour prolonger :



Contre la résilience à Fukushima et ailleurs, Thierry Ribault, L'échappée, 2021 :

Thierry Ribault nous explique dans son essai comment la technique thérapeutique de la résilience s'est lentement érigée en technique d'acceptation de l'existant, en proposant aux victimes de devenir les cogestionnaires des désastres qui les entourent. Pour se faire, il s'appuie sur le drame de Fukushima et la manière qu'ont eu les autorités et les nucléaristes de faire accepter à une large partie de la population japonaise de vivre avec la radioactivité.

Thierry Ribault avait écrit avec Nadine Ribault dès 2012 une étude sur les prémisses de la gestion de la catastrophe sur place. *Les sanctuaires de l'abîme, chroniques du désastre de Fukushima* nous rappelait déjà entre autre comment les rescapés d'Hiroshima et Nagasaki avaient servis de cobayes aux pionniers de l'atome.

propre survie. Nous nous appliquons nous-mêmes les contraintes d'un management invisible, tout aussi destructeur et culpabilisateur que celui qui sévit dans le monde du travail. Nous sommes sommés de faire avec les moyens du bord, et de mener à bien notre projet, bref à mettre en application ce que le management a nommé « la tactique de la mission ». Nous devenons alors de simples prescripteurs de normes incorporées et bien évidemment les coupables de notre propre contamination.

Les dégâts psychiques de telles prescriptions sont considérables. Au Japon, le taux de suicide chez les personnes qui vivent en zone contaminée sont particulièrement élevés. Les burn-out et les culpabilisations dont ne se remet qu'avec une extrême difficulté promettent d'être légion dans de telles situation de contraintes et de sur-responsabilisation des êtres. Ces dégâts liés à la contrainte sanitaire, de l'isolement à l'imposition d'un management culpabilisateur sont déjà perceptibles : les internements se sont multipliés, le taux de suicide des adolescents et des adolescentes est en plein inflation, les violences conjugales et intrafamiliales ont explosé.

Bien évidemment, dans cette manière managériale de répondre à la crise, les causes même de la menace ou des difficultés sociales à y répliquer, du manque de masques à la destruction programmée du système de soin de masse, sont invisibilisées.

Cette logique a même trouvé un nom : *la résilience*. Thierry Ribault y consacre l'essentiel de son ouvrage *Contre la résilience à Fukushima et ailleurs*, récemment paru chez L'échappée. Cette conception issue de la physique des matériaux a trouvé depuis le siècle dernier un prolongement en psychologie. La résilience c'est cette capacité qu'a un matériau, et extensivement une personne, à encaisser un choc. Elle est rapidement mobilisée par des psycho-sociologues américains

pour caractériser des jeunes de milieux pauvres adoptant des comportements non destructeurs, puis dans la foulée pour décrire cette capacité qu'ont des êtres humains à affronter le pire. La psychologie positive anglosaxonne l'a même métamorphosée en force, une sorte d'actualisation du précepte attribué à Nietzsche « *ce qui ne nous tue pas, nous rend plus fort* ».

Les catastrophistes du monde entier, qu'ils et elles soient gouvernants, industriels, gestionnaires de catastrophes, écologistes, sociologues ou philosophes se sont emparés du concept pour l'appliquer à ces situations de crises et de menaces. La philosophe Cynthia Fleury a pu ainsi lancer à propos de la crise sanitaire : « *nous pouvons vraiment apprendre quelque chose de cette crise, refonder nos modèles de résilience collective* ».

Ce que ce modèle de la résilience implique, c'est l'absence de remise en cause de l'existant. Nous vivrons dorénavant avec la radioactivité parce qu'il n'existe pas pour les adeptes de la résilience d'au-delà de la société dans laquelle le nucléaire s'est imposé, qu'il n'y a pas d'au-delà de cette société faite de marchandises, de datas center et d'antennes 5G, qu'il n'y a pas d'au-delà d'une société toujours plus dévoreuse d'énergie, de ressources et de capitaux humains. Reste pour nous à appliquer scrupuleusement ce management du risque fait de normes et de contraintes pour que ce monde puisse continuer de tourner en accumulant toujours plus de désastres.

La catastrophisme et la résilience ne sont que le cache-nom de l'acceptation et de la résignation, la soumission à un capitalisme nihiliste et marchand qui ne peut rien nous promettre d'autres que de vivre au milieu des ruines, mais l'écran plat allumé sur les chaînes info et le dosimètre autour du coup ■

■ Un rétif,
Avril 2021.

LA COVIDATION DU MONDE.

Du Sanitaire comme religion au contrôle médico-social numérisé.



DEPUIS LE DÉBUT DU NOUVEAU MILLÉNAIRE, la politique gestionnaire s'attache à appliquer les techniques de flux tendus, de fractionnement des tâches, et de rationalisation du temps de travail aux différents « services publics » et notamment au monde hospitalier.

Dans ce contexte, entre 2003 et 2018 le nombre de lits dans les hôpitaux publics a été diminué de 69.000 pour passer sous les 400.000 sous prétexte du « virage ambulatoire ». C'est une politique du flux tendu où le temps et l'espace sont rationnés. Les services de réanimation ont pour leur part perdu un tiers de leur capacité.

D'un autre côté, les flux de marchandises ont connu une augmentation exponentielle en doublant encore autour des dix dernières années. L'agriculture et l'élevage ont continué à s'intensifier. Les produits consommés font plusieurs milliers de kilomètres entre leur lieu de production et leurs lieux de destination, parfois plus que le tour du monde entre les diverses étapes de leur transformation. Les élevages intensifs comptent plus de 40.000 poules, plus de 2.000 porcs pour l'alimentaire ou plus de 50.000 visons pour la fourrure, enfermés dans des cages et des hangars géants.

Dans ce contexte, s'étonner de l'émergence d'un virus et de la catastrophe mondiale qui s'en suit est du coup étonnant.

LA « COVIDATION DU MONDE » est un terme que je vais utiliser pour nommer comment le système néolibéral mondialisé crée les crises, et lorsqu'elles surviennent, loin de se remettre en cause, développe de nouvelles formes d'intensification, de rationalisation, de concentration et de contrôle social. Je désigne par « *covidation du monde* » cette façon dont pour éviter de remettre en cause ses modes de fonctionnement intensifs, rationalisants, et globalisants, le système va créer ce qui peut s'apparenter à une « *religion sanitaire* » qui va prendre un peu plus le contrôle de nos vies, nous culpabiliser, rejeter ces fautes sur les individus qu'il opprime.

1. DES CHIFFRES ET DES MAUX.

Tout est tranquille, un lointain virus traîne en Chine, de nombreux avertissements tombent à plat, les avions tracent leur blancs sillons dans les cieux des contrées industrialisées, les exploitations inten-

sives comptent leur profits, les banques les intérêts de leurs prêts. L'hiver est doux.

Coup de tonnerre, le monde civilisé s'arrête, les services publics de santé étrillés par les réformes financières sont à genoux, le monde sauvage nous agresse, nous nous enfermons, chacun doit espionner son entourage, nous sommes en guerre. Le soleil du printemps ne peut nous atteindre.

Nous partons en guerre. Une guerre des chiffres. Une guerre des mots. Soudain de nombreuses causes de décès se fondent dans une seule. Les médias égrainent les chiffres des morts. Nous sommes enfermés. Nous sommes isolés. Nous sommes seuls face au discours de la peur.

Pendant ce temps, l'économie s'adapte. Les capitaux migrent de secteurs devenus ponctuellement ou durablement obsolètes à d'autres plus prometteurs. Les banques s'abreuvent aux rivières de fonds publics. Les hôpitaux mendient quelques deniers jetés avec dédain.

2. MILGRAM OU LA SOUMISSION À L'AUTORITÉ SCIENTIFIQUE.

Sous le poids des morts et le silence d'une société en sommeil, BFM, Canal et Consort martèlent le discours dominant. Quelques médecins et scientifiques soigneusement choisis sèment leur discours de terreur : sortir tue, voir des amis tue, la vie sociale est le vecteur de la mort.

Est-il vraiment nécessaire de parler des liens entre ces grands groupes de presse et quelques grands labos dont notamment GILEAD, ainsi que certains membres de l'élite politique et scientifique ?

Les structures actionnariales de GILÉAD et NUMÉRI-CABLE propriétaire de BFM se ressemblent de façon troublante, mais c'est là le jeu du capitalisme intégré et financier qui s'est constitué au cours de la seconde moitié du vingtième siècle.

Ces médecins et scientifiques sont l'outil de la propagande de la terreur propagée par les élites politiques. Comme dans l'expérience de Milgram qui a montré comment en présence d'une autorité scientifique médicale une fraction considérable de la population placée dans un cadre hiérarchique adapté est poussée à l'obéissance jusqu'à devenir des criminels en puissance, la population prise en otage par les discours alarmants et liberticides, légitimés par la figure médicale se trouve prête pour un grand nombre à suivre les injonctions contradictoires, à abandonner son libre arbitre et à vivre une vie « sous prescription ».

La santé et la science deviennent un alibi qui sous prétexte de crise sanitaire permet de mettre nos vies sous contrôle, de les déléguer encore plus à l'expertise de l'élite, d'abord économique puis sociale et maintenant sanitaire. Des dizaines de recommandations viennent programmer nos vies. Celles-ci ne sont pas que d'ordre sanitaire. L'élite politique, sans compassion aucune pour les morts, a mêlé décrets sanitaires et décrets économiques. En effet, il reviendra aux plus faibles de payer « in fine » le coût économique de la crise par une réorganisation du monde du travail, des aides sociales, des services publics et privés, et cela pour toujours plus d'inégalités et d'oppression. L'essentiel est que si toute vie sociale s'arrête, la vie économique soit affectée le plus marginalement possible.

3. L'ARBITRAIRE, L'ABSURDE ET LE JEU DES CONTRADICTIONS : UN JEU À LA SOVIÉTIQUE ?

Sortir s'aérer en forêt ou en bord de mer est interdit, jugé dangereux, s'entasser dans les magasins dans les quelques rayons ouverts des grandes surfaces aux heures autorisées est sans danger. Voir des amis est interdit, jugé dangereux, s'entasser dans les transports en communs est sans danger. S'éloigner de 1001 m de chez soi est interdit et dangereux, mais nous devons faire nos courses dans les rayons essentiels des grandes surfaces, et ne surtout pas toucher aux livres vecteurs bien connus de maladies contagieuses (heureusement reste la télé ! .. et les fameux discours de 20 h!)

Le port du masque est inutile en plein pic épidémique, puis devient obligatoire en plein été, en plein air et en pleine canicule.

Mais cette suite d'annonces alternatives, annonçant l'espoir de jours meilleurs, pour le lendemain annoncer l'apocalypse, cette succession de discours

portés par le « bon flic » puis par le « méchant flic » ne peut que nous faire penser à la façon de gouverner sous le régime stalinien ou sous toute forme de régime autoritaire. Comment ne pas perdre pieds avec la réalité quand en plus d'être matraqué par un discours terrorisant, s'ajoute l'incertitude du lendemain, les discours balançant de la promesse d'un futur meilleur à une situation apocalyptique.

4. LOGIQUE DE GUERRE. MAIS LA GUERRE CONTRE QUI ?

Dés le début de ce virage dans l'ère de la gestion de la catastrophe nous sommes plongés dans un discours guerrier. Notre maréchal drapé dans son uniforme de banquier vient se positionner en sauveur de la nation face à un « ennemi invisible ».

Peut-on ne pas être perplexe face à un tel discours qui n'est pas sans rappeler le discours d'un certain Joseph Staline juste avant les grandes purges ?

Bien sûr, nous n'assisterons pas à des purges ni à des déportations, mais bien à la purge de nos libertés et de nos acquis sociaux, cela « pour notre bien », sous couvert de « l'alibi sanitaire » puis de la crise économique censée en découler.

Des Drones sont mobilisés pour assister les forces de l'ordre dans leur lutte contre l'ennemi invisible, pardon, dans le contrôle de nos déplacements inconscients. Peut-être faudra t-il en venir aux camps de rééducation ?

Les élites autoproclamées prétendent nous protéger, contre l'ennemi invisible, contre nous-même. Elles savent ce qui est bien pour nous – comme toujours. Le libéralisme nous apporte un niveau de vie confortable. Le fordisme a apporté du temps libre. Le temps libre nous a apporté des loisirs – la TV. Les loisirs ont créé des richesses. Le Keynésianisme a apporté des aides sociales aux plus pauvres. L'écologie nous apporte une bonne conscience – sans effet de serre – nucléarisée. Ensuite le médico-social nous apporte la santé sur mesure, adapté à nos statuts sociaux. Le médico-psychologique nous apporte de quoi surmonter nos déficiences, nos différences. Le psycho-social définit comment nous insérer sereinement à ce monde idéal. Enfin, le sanitaire nous expliquera comment vivre nos vies, comment devenir centenaires, comment alimenter les EHPAD et autres lieux de vie sur mesure.

Mais à quel prix ce bonheur que l'on nous souhaite ?

Gagner du temps libre en créant des boulots répétitifs. S'abreuver des images télévisuelles d'un monde en déliquescence pour s'en faire un modèle. S'adapter aux exigences sociales, s'insérer aux structures spécialisées, perdre son identité, pour être intégré à un monde de normes construites en matériaux pré-

fabriqués !

Vivre vieux sans vivre. Se protéger de la mort tout en étant morts ou zombis.

5. LIBERTÉS SOUS CONTRAINTE ET RÉPRESSION ALÉATOIRE.

Toute sortie doit être utile : Travail, Courses de premières nécessités, Médical, Justice. Le lien social choisi est désormais un délit qui peut aller jusqu'à conduire en prison. Ce qui nous est nécessaire est défini par les élites gouvernementales et médico-scientifiques.

Mais qu'est-ce qui est de première nécessité ? Et pour qui est-ce de première nécessité ?

L'économie doit tourner, elle nourrit nos vies. L'usine doit fournir des matériaux pour la 5G qui nous offre la liberté d'errer virtuellement dans un monde fait « pour nous » mais non « par nous », des matraques et des drones pour assurer notre « sécurité » et cela avec ou contre nous-même, des panneaux publicitaires pour nous inviter à consommer, à « profiter de nos vies ».

Mais qu'est donc cette nécessité ? Celle qui fait de nous des être normés, formatés, disciplinés, des petits consommateurs avides de futilités, des petits travailleurs disciplinés et dociles ? Qu'en est-il de ce que nous ressentons comme une nécessité ?

La volonté de nous construire, d'exister, d'imaginer le monde, est inutile, tels les livres empoussiérés des rayons barricadés des grandes surfaces.

Patrouilles de policiers et de gendarmes tournent demander les attestations. Drones et caméras observent nos faits et gestes. Certes c'était déjà le cas avant. Mais cette toute puissante légitimité scientifique qu'apporte une fraction de l'élite du monde médicale et la propagande des médias acquis au système en font le meilleur des monde. Nous sommes « formatés » pour notre bien.

La chance ou la malchance ? La compréhension du cerbère ou sa haine ? Un bout de terrain, un bois accessible, un quartier fliqué, pas d'espace vert accessible ?

Nous sommes contrôlés en permanence. Les médias nous le martèlent. La terreur crée la délation, les règlements de vieux comptes. Nous en sommes convaincus. Nous sommes nos propres flics.

6. DE L'ENFERMEMENT À LA FOLIE.

Enfermés et réduits à faire nos courses le plus souvent possible pour voir le soleil implacable de ce printemps 2020, nous sommes sous le choc, sidérés, atomisés encore plus. Ballades minutées pour des courses fictives, avec une attestation pour s'éloigner, puis une pour revenir, chemin de traverses, ou quoi d'autre encore ? Vire ? Survivre ? Lutter ?

30, 40, 60, 70 jours ... L'angoisse, l'inconnu, la perte de perspective, la dépression.

Six mois plus tard, on recommence tout. Encore et encore. Ad vitam æternam ?

Mais cette fois les chiffres croisent d'autres chiffres. La psychiatrie est submergée. Les suicides et les tentatives de suicides flambent. Certains délirent, sombrent dans la folie.

7. VIEUX ET HANDICAPÉS : PROTÉGÉS OU SACRIFIÉS ?

Dans les EHPAD, les CHS et autres structures spécialisées, les personnes fragiles sont placées sous haute protection. L'enfermement est de rigueur dans son aspect le plus caricatural. Sorties et visites sont interdites. Sous prétexte de protéger les plus faibles, on les met aux oubliettes.

Mais le pire est à venir. Les havres sanitaires deviennent des mouiroirs. Le concept s'inverse, il a échoué. Il ne sera pas remis en cause. Ce sont des milliers de décès de personnes âgées dans l'oubli. Une fin de vie sans dignité, dénuée de sens, dénuée de vie. C'est l'apogée du délaissement familial, conçu par ce monde sans âme qui a fait de la fin de vie un de ses business les plus lucratifs. L'institutionnalisation de la maltraitance atteint son paroxysme.

Dans ce qui était l'Asile, ce qu'on nomme « le secteur », ceux qui passaient par mégarde se trouvent confinés dans l'institution, au même titre que ceux qui y sont en permanence ou au long terme. A l'inverse, ceux qui sont en perdition, ceux qui ont craqué ne peuvent pas entrer. Les portes sont closes par le confinement. Un confinement qui s'ajoute à un autre.

Crises d'angoisse et dépression se vivent plus que jamais en solo. Plus non plus de visages rassurants si il y en avait. Plus de sourires.

Prisons, établissement pour personnes âgées ou handicapées deviennent des mouiroirs, des lieux où l'arbitraire et la maltraitance gagnent encore un cran.

La rue elle aussi est un lieu d'enfermement. Parfois dans les quartiers périphériques passent les mendiants qui ne croisent personne dans les centre-ville désertés, moroses et morbides.

8. L'ESSOR DU VIRTUEL. APOGÉE D'UN MONDE SANS CONTACT ET CONTRÔLE NUMÉRIQUE.

Pourquoi sortir ? Les centre-ville déjà réduits à la commercialité et aux profits, à l'âme éteinte, deviennent des lieux désertiques, post-apocalyptiques, sans vie aucune, ni sociale, ni marchande.

Faire un tour si on ne peut atteindre un bout de verdure confine à la déprime. Le long des rues on croise principalement ambulances, patrouilles de polices ou de gendarmes dans leurs jolies caisses,

livreurs UBERS pressés d'apporter à manger - ou autres - aux gens qui ne peuvent pas mettre le nez dehors ou apeurés ne veulent sortir qu'après la fin des temps. En marchant, on peut voir certains volets fermés, « on ne sait jamais ». Parfois on croise des personnes traumatisées par le discours ambiant qui changent de trottoir. Quelques fois, moment de pur bonheur, un rire derrière un masque, ou un sourire.

UBER, AMAZON, et Consorts s'éclatent de joie de ce monde nouveau dont ils sont le symbole. Le virage virtuel souhaité par nos élites a reçu un joli coup de pouce !

Les MAC-DRIVE représentent la rare survivance du contact non virtuel !

9. L'UTILE ET L'INUTILE : CLASSIFICATION DE L'HUMAIN.

Sanitaire et Sécuritaire : ce sont les deux mots qui trônent au sommet de l'utilitaire. Caissières ou livreurs sont ensuite les catégories de gens qui sont utiles dans nos sociétés. Transport et Travail sont aussi au rendez-vous. L'économie doit vivre même si la société peine à survivre.

Le monde est marchand avant tout. L'ordre et la discipline sont ses valeurs.

Voir des amis est un délit. Sortir profiter de la nature aussi. Lire en est un autre. Tout cela n'est pas utile à la vie de ce monde de l'argent. Ainsi, après les « assistés » un autre pan de la population se retrouve « inutile ». Quelle violence...

La vie sociale non commerciale est le summum de l'inutile. Quel monde de rêve. La rencontre et le dialogue sont inutiles. La communication est réduite aux discours terrorisant de l'élite. Le monde se trouve réduit à écouter et se discipliner. C'est la discipline des Corps décrite par Foucault.

Dans un tel monde, la contestation ne peut se construire, et finit par ne plus se penser.

10. LE TÉLÉCRAN ET LES PSAUMES SANITAIRES.

Dés le réveil, à la radio, la musique est entrecoupée de spots publicitaires prônant de s'enfermer et de s'isoler des autres. Sur les panneaux d'affichages et les barrières traîne le même discours, faisant regretter cette promenade volée. La télévision n'est qu'un monologue sans fin où les discours apocalyptiques qui décident de nos vies sont suivis de séries intégrant la catastrophe et séparées par des spots publicitaires pour nous redire la même chose qu'au réveil.

La vie se résume à un concept : « *Travaille, Consomme, et ferme ta gueule* »

11. UNE SOCIÉTÉ DE COBAYES.

Des vaccins basés sur des concepts expérimentaux

sortent de terre en quelques mois comme par miracle. Les principes de précaution sont effacés par le concept d'urgence sanitaire. Tout les labos cherchent la manne. On essaye tout, au pif, sans se poser de question. Des neuroleptiques sont testés pour lutter contre un virus ! Le prétexte en est que les malades psychiques meurent moins que les autres du virus. Pourtant peut-être est-ce que l'agressivité des traitements et le fait que leur espérance de vie est inférieure de quinze ans à la normale fait que ceux qui sont encore en vie sont vraiment résistants ?

12. LA PEUR, LA HAINE DE L'AUTRE, OU LA RÉVOLTE.

Les discours dominants poussent à culpabiliser ceux qui ne se conforment pas à l'isolement et aux restrictions en tout genre. Cette culpabilisation et les discours de films catastrophes terrorisent une partie de la population. De la culpabilisation à la haine de l'autre le chemin est court. Sur les réseaux sociaux les avis divergents sont censurés. Les experts savent !

Au delà de cette censure des discours qui sortent du culte de la terreur, se développe cette haine de l'autre. Insultes, menaces de morts et autres pleuvent sur ceux qui divergent de l'expertise érigée en culte. Certains « aventuriers » partis changer d'air dans les lointaines contrées au-delà du règne des 100 km on pu apprendre un peu ce qu'est la vie d'un migrant dans une société apeurée par l'autre au travers de pneus crevés ou autre.

L'alternative à la haine est la révolte. Revendiquer nos existences comme nous appartenant en est le cœur. Dans les quartiers, des révoltes ont parfois éclaté et l'étau s'est parfois desserré. Quelques grandes manifestations spontanées ont eu lieu, mais de façon étonnante oscillant d'une fois sur l'autre entre un nombre important et un groupe clairsemé.

L'isolement et la perte des liens sociaux liés au confinement ont créé des dégâts. Se regrouper et construire ensemble, qui n'étaient pas pour tous une habitude ou allant de soit est devenu une gageure. Revivre le lien social est une nécessité. Une nécessité de vivre contre le système de la nécessité utilitaire.

▪ Pierre Cassandra,
Avril 2021.



A l'aube d'une ère nouvelle

« Un des aspects de cette quatrième révolution industrielle, c'est qu'elle ne modifiera pas ce que nous sommes en train de faire, mais qu'elle nous modifiera. »

Klaus Schwabb, fondateur et président du World Economic Forum (WEF), qui vient de publier l'ouvrage *The Fourth Industrial Revolution*, suivi d'un autre, en pleine pandémie du coronavirus, Covid19.

The Great Reset, où il exhorte à profiter de la crise sanitaire pour accélérer la naissance de « l'économie 4.0 »



SI L'ON ACCEPTE LA QUALIFICATION DE « RÉVOLUTION » pour désigner les transformations de l'économie capitaliste au cours de son histoire, c'est bien sûr dans le sens où certaines transformations ont impliqué un bouleversement important dans les rapports de production, les rapports sociaux, les hiérarchies sociétales, les mœurs et les coutumes. Mais le terme serait trompeur si on entendrait aussi par là un « changement de cap » radical, profond. De fait, depuis la mise en service de la vapeur et de l'eau pour mécaniser la production en remplacement d'une partie du travail manuel par la machine à vapeur et jusqu'à l'extraction de l'uranium et sa mise au service au sein des centrales nucléaires pour nourrir le complexe productif, l'orientation et la logique sous-jacente n'ont subi aucune « révolution ». Il s'agit toujours d'accumuler des profits, et pour accumuler, il faut que l'économie grandisse sans cesse. Sans croissance, les marges pour réinvestir et rentabiliser les profits sont trop faibles. Ce qu'on appelle le progrès moderne répond donc à deux exigences fondamentales : accroître la domination et augmenter l'accumulation. Les deux aspects – qui ont souvent été faussement opposés dans les figures de « l'État régulateur » et du « libre marché » – ont toujours avancé ensemble. L'ouverture de nouveaux marchés, la marchandisation de certains secteurs, l'extraction des ressources, la construction et le maintien d'infrastructures nécessaires à la production, tout cela n'aurait pas été possible sans la croissance de la puissance étatique, et à l'inverse, cette croissance-là n'aurait pas été possible sans l'apport en crédits, produits, armes, technologies, par les complexes industriels capitalistes. Les débats ennuyeux sur les taux d'imposition des entreprises, le coût salarial, la compétitivité qui semblent opposer l'État au marché ne sont en gros que des bavardages : le « libre marché » n'a jamais existé et l'État a joué un rôle prépondérant, sinon indispensable, dans la croissance des grands complexes économiques. Pour ne donner qu'un exemple récent : les marchés financiers mondiaux, base du système monétaire mondial et souvent présentés comme le règne du capitalisme le plus authentique, le moins bridé par des régulations, ne peuvent tout simplement exister sans les États. Le « sauvetage » opéré après le crash financier de 2008 est très parlant à cet égard, et ne peut qu'étonner ceux qui croient à la fable très

intéressée qui oppose État au capital.

APRÈS UNE PREMIÈRE PÉRIODE DE MÉCANISATION de la production, qui s'accéléra avec l'extraction massive du charbon pour nourrir les fours industriels, entre les années 1760 et 1870, vint une deuxième « révolution industrielle » qui généralisa la production de masse et l'expansion du complexe métallurgique et énergétique. C'est l'ère du pétrole et de l'électricité, des aciéries et du moteur à combustion. La « libération » de forces énergétiques jamais vues auparavant, à travers l'extraction du pétrole, rendra possible une augmentation vertigineuse de la production, et la première grande hécatombe mondiale d'une ampleur inouïe. Plus les sources énergétiques sont injectés dans la machine, plus elle s'étend à travers le globe. La construction de centaines de centrales nucléaires, promesses d'une source d'énergie électrique inépuisable (mais tout de même moins maniable et flexible que le pétrole), a scellé l'avènement de la mégamachine : un « complexe de civilisation » dont tous les secteurs et aspects deviennent interdépendants. Lorsque presque tous les territoires de la planète ont fini par être intégrés dans cette mégamachine et que la production de masse a fini par faire baisser les taux de profits avec des surproductions cycliques et des saturations de marchés, une nouvelle ère s'est amorcée. D'un côté, il fallait surmonter le problème des taux de profits qui baissaient, d'un autre il fallait répondre aux défis et menaces posés par des mouvements révolutionnaires des années 60 et 70. Début des années 80, l'électronique et les technologies numériques développées au sein du complexe militaro-industriel ont été intégrées dans toujours plus de processus de production. La disponibilité d'un gigantesque appareil capable de fournir toujours plus d'énergie à bas coût était fondamental pour permettre d'un côté l'automatisation de certains processus productifs et de l'autre la délocalisation

des usines vers les régions plus périphériques. Pour libérer et stimuler l'accumulation nécessaire à ces investissements massifs, des clivages traditionnels ont été surmontés (entre la ville et la campagne, par exemple) et des secteurs jusque-là restés en marge ont été « libéralisés », un processus qui touche actuellement à sa fin dans la plupart des pays. Couplée à l'endettement endémique des pays dits « périphériques » soumis à des programmes massifs de développement d'infrastructures (au service de l'extraction des matières premières), la force financière ainsi libérée a permis une croissance ultérieure des capacités productives.

AUJOURD'HUI, ON PEUT L'OBSERVER DE FAÇON TRÈS CLAIRE avec le grand bond en avant expérimental lié à la pandémie de Covid19, à quel point les processus d'automatisation ont été généralisés, y compris dans la plupart des régions auparavant considérées comme plus secondaires au sein de l'économie mondiale. Grâce aux technologies disponibles, cela permet désormais de se passer toujours plus de « travail manuel ». L'écrasante majorité des processus productifs sont aujourd'hui dirigés et gérés par le numérique. L'expérience actuelle de la mise en « travail à distance » de pans importants des activités économiques permet d'en mesurer le potentiel effrayant. Nous sommes à la veille de ce que le fondateur du WEF appelle, à l'instar d'autres « visionnaires », la « quatrième révolution industrielle ». Il s'agit de l'intégration et de la convergence des technologies numériques, physiques et biologiques dans une nouvelle vision de la planète et de l'humanité. L'industrie 4.0 implique la connectivité de masse (notamment à travers la 5G), l'intelligence artificielle, la robotique, l'automatisation de la logistique et du transport, les nano- et bio-technologies, l'Internet des Objets, les blockchains, l'ingénierie génétique et des matériaux, les réseaux énergétiques intelligents,... Toutes ces technologies sont « disruptives », c'est-à-dire, qu'elles ont le potentiel de bouleverser radicalement les processus productifs précédents et les techniques d'accumulation « traditionnelles ». Si d'un côté leurs impacts climatiques s'annoncent désastreux, d'un autre même les grands capitaines d'industries technologiques ne cessent de mettre en garde depuis plusieurs années que l'automatisation à travers le numérique et la nouvelle étape robotique provoqueront un chômage de masse inouï.

SI UNE BONNE PARTIE DES PROCESSUS PRODUCTIFS au sein des usines sont déjà en large partie automatisés, d'autres secteurs vont aussi subir la même modification. Selon certaines estimations, vers 2035, 86 % de tous les emplois dans le secteur de la restauration, 75 % dans le secteur de la vente et 59 % des emplois dans le divertissement pourraient être automatisés. Au Royaume-Uni, sur la période 2011-2017, 25 % des emplois à la caisse des supermarchés ont été perdus, les caissiers et caissières étant remplacés par des machines de paiement. Le secteur des achats à distance et de la livraison à domicile est un autre secteur en pleine automatisation, où le grand modèle est l'organisation du travail en conséquence dans les entrepôts d'Amazon ou d'Alibaba. D'importantes expérimentations sont en cours dans plusieurs villes à travers le monde pour remplacer les livreurs humains par des robots et des drones. D'autres estimations plus générales parlent d'une perte de 54% des emplois au cours des deux prochaines décennies au sein de l'Union Européenne si l'extension et le développement de l'automatisation se maintient à la vitesse actuelle. Pensons encore à la généralisation prévisible des imprimantes 3D, qui permettrait de remplacer les ouvriers qui fabriquent des objets par des machines qui les impriment. Ou aux possibilités ouvertes par les algorithmes et les Big Data pour remplacer des employés derrière les guichets ou les bureaux, en faisant signer un contrat d'assurance ou même effectuer une consultation médicale par des *décisions automatiques*. Il est clair que la nature du travail va changer dans les années à venir.

LA QUESTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, ne cessera donc de revenir au premier plan. L'endettement des États qui permet notamment d'octroyer une prime de survie sous forme d'aide sociale ou d'allocation aux expulsés du marché du travail peut sembler une solution, mais la volatilité et l'instabilité permanente sur les marchés financiers ne permettent guère de parcourir plus longtemps cette voie



sui vie tout au long du siècle dernier par les grands Etats capitalistes. Les luttes défensives pour l'emploi ne peuvent, plus que jamais, mener nulle part. Elles n'abordent d'ailleurs que très rarement, voire jamais, la vraie question qu'il serait à poser : voulons-nous la pérennité du système industriel qui ravage la planète et ses habitants ? A quoi est-ce que nous prêtons notre « force de travail » ? En ce sens, tout le mic-mac de luttes « contre le capital » souvent défendues par la gauche sont à critiquer, voire à désertir radicalement. Que s'est-il passé ces derniers temps dans l'Hexagone ? La délocalisation annoncée ou la fermeture nette d'usines automobiles, de pneumatiques, de l'aviation (civile et militaire) ? Certes, une fermeture ou la délocalisation d'une nuisance ici n'empêche pas la continuité de la croissance mortifère, notamment à travers l'automatisation, et oui cela implique un appauvrissement potentiel des anciens travailleurs. Mais « la défense de l'emploi », l'acceptation toujours plus massive des nouvelles formes de (télé-) travail de la part des syndicats et des exploités, les annonces grotesques d'un gouvernement qui veut « relancer l'industrie nationale »... tout cela fait désormais inexorablement partie de ce qu'il y a à combattre. Bien sûr qu'une restructuration de la production implique toujours son lot d'instabilité et d'incertitudes (cette instabilité est d'ailleurs devenue le « système » nerveux central de l'économie contemporaine) : c'est là qu'il faut passer à l'offensive et ne plus rester à la traîne dans des conflits « d'arrière-garde ». Sinon, on finit par apporter de l'eau à un moulin non seulement décrépit, mais *éthiquement* inacceptable et *pratiquement* obsolète. Nous ne devrions pas nous prêter à défendre l'emploi chez un constructeur d'avions de chasse (comme *Airbus*, pour ne donner qu'un exemple), dans un port depuis toujours point névralgique du commerce international et en cours d'automatisation totale, chez un constructeur d'automobiles, dans une centrale nucléaire, au sein d'une raffinerie... Ni ne devrions prêter nos (maigres) forces à ce qui participe au renouveau capitaliste du monde, comme ces innombrables projets qualifiés de « durables » à l'image des éoliennes industrielles. Ce qu'il s'agit de faire, c'est d'essayer d'attaquer la production même, avec la perspective de sa destruction (et non pas de son réaménagement ou pour arracher quelques concessions salariales). Que ce soit en ciblant les nouveaux projets en voie de réalisation, en frappant directement les usines et les centres de production ou en sabotant ce qui permet leur fonctionnement (les infrastructures énergétiques et de communication, les réseaux logistiques, les interdépendances diverses et variées). Lorsque des travailleurs, galérant à préserver leur salaire et souffrant en sus d'une panoplie de maladies véhiculées par la production se mettent à détruire les outils de production (plus ou moins mortifères), ils peuvent trouver en nous des complices et des individus solidaires ; lorsqu'ils « luttent » pour préserver ces outils en leur octroyant en plus la mystification d'une certaine « utilité sociale », nous ne cesserons de pointer et d'attaquer leurs responsabilités dans le maintien et la défense d'un appareil productif qui nous détruit, et la planète avec. Moins que jamais, la perspective d'une autogestion des outils de production existant relève d'une perspec-

tive véritablement révolutionnaire : la seule perspective révolutionnaire, oui, la seule, est la destruction de la production, et donc du travail.

LA « QUATRIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE » n'est pas une simple évolution logique et linéaire qui ferait suite à la « troisième ». Elle pointe son nez à un moment où les imprévus et les incertitudes s'accumulent au-dessus de sa tête. Le chômage de masse n'en qu'un de ces aspects, et pas forcément le plus important (la domination ne s'est jamais privée de sacrifier des millions de personnes). Par contre, le problème climatique s'annonce de façon toujours plus pressante à travers l'accélération de phénomènes inouïs (comme les feux de forêts, les tempêtes ravageuses, les pandémies, l'extinction exponentielle des espèces,...) ; les limites de la disponibilité d'une énergie à bon marché (notamment sous forme de pétrole) laissent entrevoir un effondrement économique en quelques décennies (d'où d'ailleurs l'accélération des « énergies renouvelables », cependant bien insuffisantes pour fournir le carburant nécessaire au maintien de la croissance de la mégamachine) ; la « perte de l'âme », de toute boussole, la difficulté croissante à gérer les populations (toujours plus de régions du monde se trouvent en une sorte d'état permanent de guerre civile), la montée de fondamentalismes de toutes sortes, les explosions de rage et de désespoir ne répondant plus aux cadres « traditionnels » de la contestation, tout cela implique à différents niveaux des caps incertains et potentiellement dangereux à franchir pour les États, qui se dopent à coups de surveillance de masse, de militarisation croissante, de stratégies et de forces contre-insurrectionnelles, de prisons « intelligentes »... Le terrible souhait du fondateur du WEF que la « quatrième révolution industrielle » finira par « nous changer » nous fait comprendre aussi où se trouvent les nouveaux terrains de l'accumulation et de la déprédation capitaliste. Car il ne s'agit plus seulement d'induire un consumérisme frénétique, de détruire les restes d'une certaine autonomie, de guider les comportements par une propagande incessante. Les nouvelles technologies et industries viseront de plus en plus à « *nous découpler de nos corps et de notre compréhension de nous-mêmes comme faisant partie d'une biosphère et d'un biorythme, pour que cela soit de plus en plus perçu comme quelque chose que l'on peut acheter, mettre à jour et 'fixer', une série toujours adaptable et interchangeable de pièces mécaniques* » (The Fourth and Fifth Industrial Revolutions, dans la publication 325, n°12, été 2020). En gros, la création d'un être dépendant de la chirurgie, de médicaments, de techno-psychiatries et d'appareils, connecté en permanence à de grandes banques de données tout en étant soumis aux influences, suggestions et impositions calculées par algorithmes.

DIX ANS APRÈS LES BOMBES ATOMIQUES larguées sur Hiroshima et Nagasaki, un érudit laissait libre cours à ses pires craintes quant aux transformations de l'humain en cours : « *En créant la machine pensante, l'homme a fait le dernier pas vers la soumission à la mécanisation, et son abdication finale devant ce produit de sa propre ingéniosité lui fournira (...)*

(...) un nouvel objet d'adoration : un dieu cybernétique. Il est vrai que cette nouvelle religion exigera de ses fidèles une foi plus aveugle encore que le Dieu de l'homme axial : la certitude que ce demiurge mécanique, dont les calculs ne pourront être humainement vérifiés, ne donnera que des réponses correctes... » Que serait ce « dieu cybernétique », sinon l'avènement de l'Intelligence Artificielle ? La course est définitivement engagée, le moloch numérique se nourrit jour après jour des données dont il a besoin pour grandir en puissance, les machines apprennent jour après jour et augmentent leur « capacité d'autonomie » (c'est-à-dire l'exécution de tâches complexes sans intervention humaine), la puissance de calcul nécessaire augmente toujours plus spectaculairement, les tentacules de fibres optiques et d'ondes, connectant humains, machines, plantes, sols et objets s'étendent rapidement. Qui plus est, les scientifiques à l'œuvre dans la création de ce demiurge peuvent s'appuyer solidement, en cas de défaut de légitimation, sur plus d'un siècle de rationalité scientifique comme seule source de vérité (et, en fin de compte, de valeur) en balayant tout ce qui s'y oppose comme de l'obscurantisme, du fondamentalisme ou du pessimisme paralysant. L'heure de l'apparition de ce « dieu cybernétique » est peut-être bien plus proche qu'on ne le pense, ou peut-être est-il déjà là, cherchant, pas à pas, à s'installer dans le monde plutôt que d'annoncer son avènement définitif au son de trompettes. Ce qui est certain, c'est que la vitesse avec laquelle les différents secteurs de recherche, de production et de gestion des populations convergent augmente rapidement. Les techno-fantaisies d'hier sont en passe de devenir rapidement des réalités. Qui aurait ainsi cru que le système productif pouvait réellement se permettre de passer en un rien de temps un vaste nombre d'emplois en télétravail sans mettre en danger les processus productifs ?

IL EST DIFFICILE DE SAISIR L'ENSEMBLE DES ASPECTS qui vont déterminer cette nouvelle ère. Même les visionnaires modernes y vont à tâtons. Mais certains processus se dégagent de plus en plus clairement dans la nébuleuse qui va accoucher d'un nouveau monde. L'installation du réseau 5G en est certainement un, et c'est une bataille qu'il s'agit de livrer maintenant. La 5G fait partie de piliers de la transformation de l'économie et offrira à l'État un outil particulièrement puissant de contrôle des populations. C'est peut-être le « premier » combat d'envergure à la veille de la « quatrième révolution industrielle », un combat qui vaut la peine d'être mené avec toute la créativité et l'audace que nous avons en nous. Un premier pas, en somme, pour entrer pleinement dans la danse et se retrouver au milieu des hostilités, face à face avec un ennemi qui ne cessera d'anesthésier les consciences et la pensée à coups de promesses terriblement fabuleuses.

Anonyme,
Avis de Tempête,
Bulletin anarchiste pour la guerre sociale,
n°35, 15 novembre 2020.

Besançon : sur l'incarcération d'un compagnon anarchiste.

LE 27 MARS 2020, UNE ANTENNE-RELAIS était incendiée au Fort de Brégille à Besançon, dans le Doubs. Le 10 avril, deux autres antennes distantes de plusieurs dizaines de mètres et implantées sur le Mont Poupet au-dessus de Salins-les-Bains, dans le Jura, partaient en fumée.

Ce ne sont pas les premières à connaître une fin chaleureuse, puisque plus d'une centaine de ces structures de la domination ont déjà été sabotées depuis deux ans, dont plus d'une vingtaine rien que pendant le confinement de printemps - soit quasi une tous les deux jours - et une soixantaine au total depuis le début de l'année. Et ce ne sont pas les dernières, puisque la lutte contre les cages technologiques continue de plus belle, sans attendre l'arrivée de la 5G pour s'en prendre aux relais de téléphonie mobile ou à la fibre optique, tant leur nuisance en terme de contrôle, de surveillance, d'aliénation, de dépossession ou de restructuration de l'économie a déjà été identifiée par beaucoup.

Mardi 22 septembre à l'aube, trois personnes ont été arrêtées et perquisitionnées à Besançon pour les attaques au Fort de Brégille et à Salins-les-Bains, par les pandores de la Section de recherches (SR) de la gendarmerie de cette ville et par les flics de la Direction interrégionale de police judiciaire (DIPJ) de Dijon, agissant pour le compte d'une juge d'instruction de Nancy. Si deux d'entre elles ont été relâchées au bout de 24h après avoir donné leur ADN, la troisième personne a par contre été mise en examen pour « destruction par moyen dangereux » puis envoyée à la prison de Nancy-Maxéville.

Cette troisième personne, accusée de destructions d'antennes pendant le confinement, est un compagnon anarchiste de Besançon, B., qui a depuis longtemps l'amour de la liberté et la haine de toute autorité solidement chevillés au corps. Il est désormais incarcéré en préventive sous mandat de dépôt renouvelable de quatre premiers mois. [...]

Que chacun.e, de la manière qu'il estime la plus adéquate, s'oppose au terrorisme d'Etat et au totalitarisme démocratique, dont le meilleur des mondes technologique constitue assurément un des piliers. Et comme il est bien connu que la solidarité c'est l'attaque... à chacun.e son antenne !

Des anarchistes complices et solidaires ,
4 octobre 2020.

óó

«**Le 19 mai prochain**, après une incarcération préventive de huit mois à la prison de Nancy, les larbins de l'État passeront l'anarchiste B. en procès pour l'incendie de deux antennes-relais pendant le grand confinement. Or s'il est bien connu que la solidarité c'est l'attaque, voilà en tout cas une bonne occasion de ne pas laisser ce compagnon seul face aux crapules en toge, tout en poursuivant l'œuvre de démolition urgente du vieux monde... [...] » [extrait du tract « Besançon : signaux de fumée printaniers » : <https://nantes.indymedia.org/articles/55380>]

Glanés sur le net

SABOTAGES

CONTRE LA NORMALITE NUMERIQUE

DE MULTIPLES SABOTAGES DES ANTENNES-RELAIS et des câbles Internet ont eu lieu ces dernières semaines, non seulement en France mais partout dans le monde. Il y a probablement des motivations très différentes, parfois puantes (complotisme par exemple). Il y a aussi une conscience partagée de la réduction de la liberté par le développement des nouvelles technologies et des possibilités de freiner le cours normal de l'ordre existant par des sabotages à la portée de chacun et chacune.

Il n'en fallait pas moins pour que les services de renseignement commencent à diffuser via les médias le spectre de l'ultragauche et de la mouvance anarchiste, citant au passage quelques sites de compas qui publicisent ces sabotages.

La 5G en cours d'installation est la promesse de l'accélération de la restructuration technologique du capitalisme. Une connexion nouvelle génération, en plus puissant, en plus rapide. L'épidémie de coronavirus a accéléré le processus. Comme le web n'est pas matériel, mais s'appuie bien sur une infrastructure très matérielle (des câbles, des antennes, des bateaux câblés, des data centers, des usines de production d'énergie, etc.), la 5G a besoin de construire un nouveau réseau d'antennes-relais plus puissantes et plus génératrices d'ondes.

En outre, la 5G est conçue pour un nouveau saut qualitatif dans la numérisation du monde et de l'intégralité de la vie. Elle est prévue pour l'installation de l'internet des objets (montres, balances, lits, frigos, etc.), des voitures autonomes, des drones livreurs, de la chirurgie à distance, des usines robotisées et connectées, etc. C'est plus qu'une simple accentuation de ce qui existe déjà. En langage d'ingénieur Recherche et Développement, on parle de « *technologie de rupture* ».

Concrètement, les machines connectées permettent aux entreprises de connaître les taux de productivité en temps réel de manière individualisée et donc de déterminer en permanence les gestes à réaliser par les salariés. Au passage, on se révolte plus difficilement contre des algorithmes que contre le patron, le cadre ou le contremaître. L'algorithme supprime l'horloge et le contremaître.

Le lit connecté permet lui de connaître votre courbe du sommeil pour optimiser votre récupération. Derrière, il

s'agit d'être plus efficace, évidemment. Au passage, vous recevrez des suggestions de somnifères, de séjours à la montagne, etc.

Il y a toujours du fric à se faire. Pour donner une idée, gagner quelques nanosecondes pour les flux financiers actuels en améliorant les câbles Internet, c'est gagner quelques milliards d'euros. Le temps, c'est de l'argent.

Le fait que tout soit transparent, de sa consommation alimentaire via les frigos connectés à ses déplacements via les cartes à puce de transport, en passant par sa consommation électrique via les compteurs Linky ou sa production de déchets relevée par des poubelles « intelligentes », va surtout permettre d'anticiper les comportements afin de maximiser l'administration du cheptel humain. Drones, objets connectés, e-commerce, flash codes, caméras intelligentes sont déjà partout.

A Saint-Étienne, le fabricant d'armes Serenicity sous l'égide de la municipalité développe un projet d'implantation de capteurs sonores dans les rues afin de repérer les bruits suspects : klaxons, bris de verre, bombes de peinture aérosols, etc. L'objectif est d'aider à une intervention plus rapide de la police. Les capteurs envoient ainsi un signal aux forces de l'ordre. Les premières phases du projet prévoyaient l'utilisation de drones qui auraient décollé automatiquement suite à la captation du son suspect, mais ce recours a finalement été abandonné. Le projet est en partie financé par l'Agence Nationale de Renovation Urbaine dans le cadre du « Programme d'investissement d'avenir ville et territoires durables ». De quoi faire durer leur monde de merde, en somme. En mai 2019, la réalisation du projet a été repoussée en attendant d'un avis de la CNIL.

Loin de nous paralyser, cette surveillance peut aussi renforcer notre détermination à agir pour peu qu'on fasse preuve d'un peu d'ingéniosité. Pas moins de 20 sabotages coordonnés ont eu lieu en région parisienne le 5 mai sur le réseau à fibre optique, faisant cesser le télétravail pour nombre de salariés, freinant les communications de plusieurs commissariats et faisant cesser l'activité de plusieurs entreprises, comme le site de poker en ligne Winamax.

Leur système est partout, diffus. Cela en fait quelque chose de vulnérable : des armoires internet à chaque coin de rue, des câbles dans chaque égout, des antennes-relais

sur chaque promontoire.

Il y aura toujours quelques citoyens et citoyennes pour promouvoir un alternumérisme et condamner ce genre de sabotages. Mais non, la technique n'est pas neutre et ne dépend pas de l'usage qu'on en fait ! Elle fabrique son monde auquel il faut s'adapter, à l'image des ouvriers et ouvrières captés par le rythme de la machine.

Elle fait aussi système dans lequel progrès et catastrophe sont les deux faces de la même médaille. La technique en elle-même contient des potentialités qui seront inévitablement exploitées. Le couteau peut aussi bien servir à couper le pain qu'à planter son adversaire. Le train va avec les déraillements, l'avion avec les crashes, le nu-

cléaire avec la bombe, le numérique avec la surveillance, etc.

La question, telle que les Luddites l'avaient perçue, devient alors quelle communauté voulons-nous, et à partir de là s'opposer à toute technologie préjudiciable à celle-ci. Il y aura donc toujours des personnes pour tenter de briser la normalité, y compris quand elle prend les allures parfois ludiques de la technologie. La révolte, c'est la vie... y compris contre le gouvernement de la science.

▪ Jack Déjean,
12 mai 2020



SMART CITY : UNE VILLE EN CIRCUIT FERME



QUAND ON COMPARE CAMPAGNE ET VILLE, revient souvent l'image de cette dernière comme un lieu anonyme, où tout le monde s'ignore, à l'opposé de l'attention, parfois pesante, que l'on retrouverait dans des villages. Pourtant pouvoir aisément disparaître dans la masse urbaine semble de plus en plus réservé aux seul-e-s ninjas. En effet, si croiser les yeux vitreux des flics ou de caméras devient difficilement évitable dès qu'on fout un pied dehors, ils ne sont que les organes les plus visibles d'un arsenal oppressif se déployant autour et en nous. Sous couvert de nous rendre la ville plus simple et sereine, « au plus près de nos besoins », s'enracine progressivement ce que beaucoup nomment *smart city* ou « ville intelligente ». Ce qui se concrétise derrière ce nom, ce n'est ni plus ni moins qu'un projet de contrôle et de gestion adaptés à une société de masse.

Flirtant avec un cauchemars parano, il s'agit de rendre tout traçable et (pré)visible par les entreprises et les institutions, ceci grâce à une densification de la traduction en langage informatique et de la connexion de tout ce qui constitue une ville, habitant-e-s compris. La *smart city*, c'est une manière d'envisager l'espace urbain comme une immense machine qui capte, analyse, croise et produit des milliards de données et réponses pour aligner ou raser tout ce qui déborde des logiques imaginées par les dominants.

PISTAGE

DANS UNE SOCIÉTÉ DE LA DOMINATION, l'information est source de pouvoir. Un des éléments clés de ces *smart cities* est la captation et le stockage de données via l'implant de puces électroniques (RFID) et de capteurs dans les objets, les corps ou l'environnement. Il peut s'agir, par exemple de

détection de bruits « suspects » comme à Saint-Étienne, de mouvements identifiées comme hostiles ou d'utilisation non conforme de l'espace public comme privé. Grâce au développement des nanotechnologies, la réduction de la taille des puces peuvent les rendre invisible à l'œil nu. Cette discrétion facilite son acceptation : difficile de lutter contre ce qu'on ne voit ou ne devine pas.

Si notre puçage n'a pas encore pris un rythme industriel comme pour les animaux non humains et les pouelles, certain-e-s en font déjà l'expérience, leur permettant ainsi d'accéder à certains lieux, de payer, d'être tracé-e par crainte d'enlèvement, etc. Quand on sait qu'actuellement une brebis en vadrouille trouvée sans puce est conduite sans sommation à l'abattoir... La récolte massive d'informations sur les individu-e-s, et les manière dont ils entrent en contact, rendue possible par la prolifération de mouchards – smartphones en tête, permet au pouvoir de les suivre à la trace, d'analyser leurs comportements, de contrôler leurs mouvements.

La traçabilité est aujourd'hui constante dans la vie quotidienne : carte bancaire indiquant nos achats et les lieux et moments de ceux-ci ; péage autoroutier et carte de transport enregistrant les données de déplacement ; badges électroniques renseignant sur l'heure d'entrée chez soi, au parking ou sur son lieu de taf ; compteur *Linky* indiquant en temps réel l'utilisation d'appareils branchés au secteur (et donc notre présence dans telle pièce à telle heure) ; GPS (embarqué d'office dans les voiture neuves depuis 2017). Tout un réseau de puces et de prothèses électroniques (smartphone...) relayées entre elles stockent, échangent et transmettent des informations en continu, formant ce qu'est parfois nommé l'« Internet des objets ». Connectés et joignables en quasi permanence, nous devenons nous-même des *objets* communi-

cants et géolocalisables, assurant la fonction de production et de relais de données.

SOURIEZ...

L'ASSOCIATION DE « CAMÉRAS INTELLIGENTES » (combinant captation d'images et analyse de celles-ci) et des « intelligences artificielles » – à croire que la connerie est réservée aux seul-e-s humain-e-s – permet désormais l'identification automatique d'un-e passant-e. Celle-ci est d'autant facilitée quand sa biométrie, c'est-à-dire la description de ce qui est considéré comme spécifique à chaque individu-e-s comme l'empreinte digitale ou de l'iris, est connue – notamment par l'enregistrement de celles-ci dans les cartes d'identité, passeport, visas, etc. Les expressions émotionnelles faciales étant désormais mathématiquement modélisables, même notre humeur peut être détectée par des caméras. Mais bon, comme le dit le président de REDLab, entreprise rouennaise à l'affût, « si le cadre légal le permettait, nous pourrions grâce à la reconnaissance faciale retrouver un enfant qui se perd dans un grand parc de loisirs avec une simple photo sur un smartphone. » clin d'œil bionique au futur-e-s évadé-e-s ?

Le prétexte sécuritaire ou sanitaire est ce qui permet le mieux de rendre acceptable, momentanément puis de manière permanente, tout un arsenal de nouvelles technologies. Ainsi, l'épidémie de Covid 19 est une formidable occasion pour le pouvoir de mettre en œuvre ou d'approfondir ce qui se destine déjà à devenir la norme comme le déploiement de drones de surveillance (dont le Ministère de l'intérieur a lancé en avril 2020 un appel d'offre pour en acquérir 650 supplémentaires) ou le traçage de qui l'on a approché (via l'application *StopCovid*, au succès heureusement encore bien modeste). Déjà en test dans les transports rouennais et produite par REDLab, la captation du (non-)port d'un masque technologie suscite l'intérêt de la SNCF ou du Zénith de Caen. Une ordonnance prise le 25 mars 2020 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire permet aux opérateurs de téléphonie d'implanter des antennes-relais sans information ni autorisation préalable. Télé-travailleuses et télé-travailleurs de tous les pays, unissons-nous... par Facebook.

TIRER LES CARTES, ECARTER L'INTEMPESTIF

CE QUI SE DÉPLOIE TOUJOURS PLUS c'est une surveillance constante de tout ce qui ne rentre ou ne reste pas dans les cadres imposées, de ce qui bouge trop vite, ou pas assez, ou à trop nombreux afin de remettre dans le droit mailage ce qui trop dévie. Au delà de cette identification morphologique, il s'agit aussi d'analyser et d'identifier, en le comparant notamment à des données statistiques moyennes, « normales », des comportements déviant ou suspect par rapport à une situation habituelle. À Rouen toujours, est menée une expérimentation de 3 ans pour « lutter contre le harcèlement », prévoyant la détection automatique de mouvements, la visualisation en temps réel des situations à risque, l'installation dans les wagons de « capteur d'incivilité » qui lancera une alerte si le niveau sonore est trop élevé et la retransmission instantanée de tout cela au poste de commandement centralisé.

La banalisation des arrestations préventives et l'interdiction préventives de se rendre à tel lieu à tel moment

sont des avants-goûts d'une autre face de ce qui se déploie via les *smart cities* : celle de la prédiction. Se basant sur la mise en équation de mouvements-types (rassemblement festif ou émeutier, embouteillage, comportement vif ou apathique...) il s'agit de calculer les chances d'apparition de tel ou tel « évènement », donnant naissance à la « justice prédictive ».



La méfiance vis-à-vis de l'incertain – défaut humain –, de l'improviste, et la nécessité d'optimiser flux et récoltes massives de données, encourage le développement toujours plus rapide et invasif de l'automatisation. Ainsi, au-delà de la simple suggestion ou alerte en cas de dysfonctionnement, de troubles dans l'ordre dominant, est prise de plus en plus l'intervention automatique par les machines, de la commande par le réfrigérateur de canettes quand il n'en reste plus qu'une, au tir meurtrier d'un drone.

SCAPHANDRES

LA RÉDUCTION DE L'INTERVENTION HUMAINE et la délégation de responsabilité, faisant des individus comme simple relais, se doublent d'une privation des sens et de la perception directe des choses. Ce qu'on nomme « réalité augmentée », autre élément des *smart cities*, peut sembler au premier abord une extension de l'expérience ordinaire. Elle est bien plus une privation de la perception directe de chaque sens humain, une bulle numérisée et individualisée.

S'il peut sembler exagérer d'envisager les villes actuelles comme des prisons à ciel ouvert, les taules restent le reflet exagéré de nos sociétés : ici la surveillance amplifiée et la substitution du contact humain par celui de machines. De cette délégation (des choix), médiation (des sens) et dépendance (aux objets, à l'énergie), résulte une réduction toujours plus accrue de l'autonomie des individu-e-s, resserrant davantage les filets de l'exploitation, du contrôle et de la dépossession généralisée de nos vies.

Mais la dématérialisation et la pressurisation ne sont jamais être totale. L'interconnexion réduit de plus en plus la nécessité de la centralisation, et implique donc la démultiplication des relais (drones, caméras, antennes, câbles, transformateurs électriques, etc.), et donc des cibles. Il semble alors toujours temps d'organiser donc quelques ball-traps masqués, et d'échapper aux mascarades analogiques par quelques culbutes au clair de lune.



Anonyme,
Tabula Rasa, journal mural
contre tous les enfermements,
Caen, octobre 2020.

Pour aller plus loin :

Avis de tempête, 6-15 juin 2018

Les chaînes technologiques d'aujourd'hui et de demain,

éd. Entropie, 2016

Site technopolice.fr



Y'a que la vérité qui blesse !

— Communiqué du journal *L'Envolée* suite à la censure du n°52 dans les prisons françaises.

LE 4 JANVIER DERNIER, par une 'note de la direction' placardée dans toutes les prisons, l'administration pénitentiaire (AP) a interdit la diffusion du n° 52 du journal *L'Envolée* aux prisonnier·e·s abonné·e·s ; en même temps, elle a porté plainte pour diffamation et injure.

Depuis vingt ans, *L'Envolée* soutient que les prisonniers, les prisonnières et leurs proches sont les mieux placés pour énoncer quelques vérités sur la prison. À travers cette censure et cette plainte, il s'agit de réduire au silence cet espace de libre expression, d'information et d'élaboration collective d'une critique de la prison.

L'Envolée publie des textes et des lettres qui décrivent le quotidien carcéral, dénoncent les conditions de détention et luttent contre l'enfermement. Notre journal est un porte-voix pour celles et ceux qui ont été mis au ban de l'humanité ; en effet, aucune parole de prisonnier·e·s ne peut être rendue publique hors du contrôle de l'administration pénitentiaire : conversations téléphoniques et parloirs peuvent être écoutés ; les courriers sont lus systématiquement et les passages « dérangeants » censurés. De plus, pour trop de gens à l'extérieur, toute parole sortie des prisons est forcément une parole infâme, toujours suspecte d'exagération ou de mensonge.

Les pages mises en cause par l'AP reviennent sur plusieurs morts en détention.

Le 9 septembre 2020, Idir est mort au quartier disciplinaire de Lyon-Corbas – deux semaines avant sa sortie. L'AP affirme qu'il s'est pendu mais sa famille et ses proches ne croient pas à cette version, qui est aussi mise en doute par des témoignages de prisonniers.

Le 14 avril 2018, Jaouad a trouvé la mort au quartier disciplinaire de la maison d'arrêt de Toulouse-Seysses. Ses voisins de cellule ont immédiatement dénoncé un « meurtre maquillé en suicide » et mis en cause une équipe de matons violents, qu'ils appelaient « l'escadron de la mort ».

Il est aussi question de la mort « suspecte » de Sambaly à Saint-Martin-de-Ré en 2016, et de Jean-Christophe Merlet, un prisonnier handicapé à vie après avoir été roué de coups par une équipe de surveillants de cette prison.

C'est à l'administration pénitentiaire de prouver qu'aucun de ses agents n'humilie ni ne tabasse ceux dont elle a la garde.

Tous les trois jours en moyenne, l'administration pénitentiaire signale une nouvelle mort au sein de la population pénale. Administrativement, les prisonniers et les prisonnières sont « sous l'entière responsabilité de l'AP » ; il s'agit donc – a minima – de non-assistance à personne en danger. Quand une personne enfermée met fin à ses jours, c'est bel et bien la prison qui la tue, car le choc de l'enfermement, les conditions de vie inhumaines et la lon-

gueur des peines plongent certains prévenus et condamnés dans le désespoir.

Mais ceux et celles qui connaissent la réalité carcérale pour l'avoir éprouvée dans leur chair parlent parfois de « morts suspectes » à propos de certains suicides en prison. Des surveillants pénitentiaires humilient et tabassent à l'abri des hauts murs des prisons, particulièrement dans les quartiers disciplinaires (QD) et dans les quartiers d'isolement (QI) ; et trop souvent, des prisonniers meurent. Les prisonniers et les prisonnières savent ce qui les attend quand ils et elles dénoncent ces violences : intimidations et punitions implacables. Ils sont souvent mis au cachot, ou font l'objet d'un transfert disciplinaire, ou les deux.

Lorsque des proches ne croient pas à la version officielle après un décès en détention, l'AP et la jus-

*”Le 4 janvier dernier, par une 'note de la direction' placardée dans toutes les prisons, l'administration pénitentiaire (AP) a interdit la diffusion du n° 52 du journal *L'Envolée* aux prisonnier·e·s abonné·e·s ; en même temps, elle a porté plainte pour diffamation et injure. „*

tice invoquent tantôt des « problèmes de santé », tantôt une « consommation de stupéfiants », bien souvent des « troubles psychiatriques »... et presque toujours des « violences à l'encontre des surveillants ». Comme celle des prisonniers et prisonnières, la parole des familles est presque invariablement reçue avec méfiance ; quand ce n'est pas avec mépris.

Là où la parole est censurée ; là où les prisonniers sont punis s'ils dénoncent ce qui se passe ; là où les seules images disponibles sont celles de l'AP ; là où les proches ne sont pas entendus... ce serait à L'Envolée de prouver la réalité des violences pénitentiaires dont elle se fait l'écho ?

Eh bien non ! C'est à l'administration pénitentiaire de prouver qu'aucun de ses agents n'humilie ni ne tabasse ceux dont elle a la garde. Que ceux qui administrent la prison et ceux qui la défendent se chargent de démontrer qu'elle ne tue pas, que l'enfermement n'est pas indigne, que ce n'est pas une torture !

Le journal a déjà été poursui-

vi, notamment lorsque nous avons publié des lettres dénonçant les pratiques des Équipes régionales d'intervention et de sécurité (Eris, ces surveillants cagoulés mobilisés pour réprimer les mouvements de protestation à l'intérieur des prisons), et quand des prisonniers ont dénoncé la torture blanche des quartiers d'isolement (QI, qui ont remplacé les QHS – quartiers de haute sécurité de sinistre mémoire).

Comme chaque fois, nous ferons de la plainte à laquelle nous allons faire face une occasion de plus de faire entendre des récits et opinions sortis de ces lieux où une violence d'État s'exerce loin des regards. Puisque la prison reste un gigantesque angle mort de notre société, puisse la censure qui frappe aujourd'hui L'Envolée permettre à un plus grand nombre d'entendre enfin la voix des premier·e·s concerné·e·s !

▪ L'Envolée,
le 29 janvier 2021.
contact@lenvolee.net



COMPTE-RENDU DU PROCÈS DES MUTINS D'UZERCHE

Au tribunal de Nantes le 22 février 2021

LE 22 MARS 2020, quelques jours après le début du premier confinement, une mutinerie a éclaté au centre de détention d'Uzerche. Les détenus des bâtiments C et D se sont révoltés, ils sont sortis de leurs cellules et ont éclaté les portes et les grilles. Certains sont montés sur les toits, d'autres ont envahi des zones habituellement interdites aux prisonniers, incendié les bureaux administratifs et des postes de contrôle. Les matons se sont enfuis et les prisonniers ont tenu la taule pendant une dizaine d'heures avant que les Eris ne la reprennent violemment, appuyés par des forces de police des alentours, dont le PSIG. Les prisonniers ont clairement donné les raisons de cette mutinerie dans un communiqué de revendication : face à la gestion calamiteuse de la pandémie en détention, ils réclamaient les mêmes moyens de protection contre le virus qu'à l'extérieur, d'autant que leurs conditions de détention les exposent à un risque accru. Ils exigeaient aussi d'être claire-

ment informés de l'impact des mesures sanitaires sur le fonctionnement de la détention : parloirs, activités, promenades, cantines, etc. Cette révolte et les suivantes ont finalement obligé le gouvernement à réagir – très timidement, et principalement par des déclarations aux médias.

En répression de cette révolte, et aussi du fait que des bâtiments sont inutilisables, 336 prisonniers ont été transférés aux quatre coins de la France, et depuis juin 2020, les procès s'enchaînent : il y a 53 inculpés pour 14 procès différents. Certains ont déjà eu lieu, à Limoges, Evreux, Chartes, Mont-de-Marsan, Tulle ou Agen. Même s'il y a quelques relaxes, les peines sont lourdes : la plupart du temps, d'un à trois ans de prison. C'est la stratégie du ministère public : pas question de faire un grand procès de la mutinerie où l'administration pénitentiaire et son ministère de tutelle risqueraient de se retrouver sur la sellette. Vu les conditions de détention imposées aux prisonniers

pendant le premier confinement, on préfère juger individuellement et distribuer des condamnations pour dégradations, destructions ou violences dans le plus grand silence médiatique.

Le 22 février 2021, trois prisonniers inculpés pour la mutinerie passaient en procès au tribunal de Nantes – presque un an après les faits. Un quatrième, également transféré à Nantes, a été relâché depuis ; il sera jugé plus tard à Bordeaux. Des jugements individuels ...pour des actes que les procureurs s'acharnent pourtant à désigner comme collectif aux procès.

Nous étions quelques-un.e.s aux procès, pour tenter de soutenir par nos regards et nos rires les accusés qui comparaissaient comme détenus, et donc encagés dans un box de Plexiglass.

Deux des inculpés ont comparu sans avocat malgré leur demande. La juge a savamment feinté en disant : « *on va statuer là-dessus* » – sans préciser qu'il s'agissait de statuer sur un renvoi, ce qui ne se fait pas à la demande des inculpés, et débouche sur une décision sans appel. Les juges n'avaient plus qu'à rejeter ce renvoi au prétexte que le droit de demander un avocat est inscrit sur la convocation et qu'ils n'avaient qu'à prendre leurs dispositions... alors qu'ils avaient bel et bien demandé à être défendus. Le procureur a pour sa part insisté sur la nécessité d'« *aller vite* ».

Les trois étaient sensiblement accusés des mêmes faits : des dégradations, des destructions et des violences sur des dépositaires de l'autorité publique avec plus de huit jours d'ITT. Le tout assorti de circonstances aggravantes : la cour s'est servie de comptes rendus d'incidents pour présenter les faits comme des récidives. Il ressort pourtant des débats que contrairement à un détenu atteint à la gorge par une balle en caoutchouc, aucun maton n'a été blessé, puisqu'ils se sont enfuis dès le début. En fait, les ITT sont consécutives à un « *choc psychologique et émotionnel très important* ». Bien sûr ! C'est de grands sensibles... surtout quand il faut charger les accusés.

On a vite appris que les accusations sont basées sur des vidéos, celles des caméras de surveillance et d'autres trouvées sur les réseaux sociaux, et sur des témoignages de matons. Ils étaient une vingtaine à se porter partie civile, en plus du centre de détention, du trésor public et de ...la SODEXO, sinistre entreprise d'hôtellerie et de restauration qui fait son beurre dans le business de l'enfermement.

Après le rappel des faits, la juge a enchaîné sur le visionnage de l'extrait d'une vidéo trouvée sur Facebook, histoire de se mettre dans l'ambiance. On n'y voit guère qu'un peu de bordel en cursives et des prisonniers en

train de goûter un peu de liberté : quelques dizaines marchent sur des pelouses qui leur sont interdites, d'autres se servent des lances à incendie... On est loin des ravages décrits ici et là, Mais apparemment, c'était déjà trop pour les juges. Sur le contexte, sur le Covid-19 en prison... pas un mot.

A la juge qui demandait si la lecture des dépositions de leurs dépositions les ennuyait, un des accusés répond qu'ils sont enfermés dans les geôles du tribunal depuis 10 h 30. Faut dire qu'il est alors pas loin de 19 heures...

Le premier accusé, A, reconnaît les faits de dégradation. Avant la destruction des caméras de surveillance, il a été filmé en train de défoncer une porte avec un chariot. Il reconnaît s'être introduit dans le bureau du chef de détention mais maintient qu'il n'est pas monté sur les toits et n'a croisé aucun maton. Il nie donc les violences et les destructions, n'ayant également pas participé aux incendies. Il reconnaît avoir cassé une grille, puis érigé une barricade. Ayant déjà participé à un mouvement, il savait comment ralentir les ERIS qui n'ont pas tardé à débouler.

Il explique que les prisonniers ont décidé de tout casser lorsqu'ils se sont aperçus qu'ils se faisaient tirer comme des lapins par les ERIS à coups de balles en caoutchouc. A la question de la juge : « Mais ils auraient dû faire quoi, les ERIS, attendre que ça se calme ? », visant à justifier les tirs, il répond : « Oui, ça aurait été mieux : on était désarmés, nous. » Il était à ce moment-là auprès du prisonnier touché à la gorge dont il n'a cessé de s'occuper. Il a l'air d'en avoir gros sur la patate de la détention et de ce procès. Loin de démentir la juge et les matons qui le désignent comme un meneur, il assume sans se laisser démonter.

B, le deuxième accusé, n'a que 21 ans, et il est libérable fin Mars. Il est inculpé sur la foi d'une vidéo Snapchat qui ne figure d'ailleurs au dossier que par quelques copies d'écran et de témoignages de matons qui l'identifient. Le soir même de la mutinerie, ceux-ci se sont en effet escrimés à éplucher les vidéos en ligne pour identifier des prisonniers – de façon plus ou moins approximative vu leur qualité. Sur celle-ci, on voit B. dans un couloir, en train de faire un signe. Il explique qu'il n'a rien fait de plus. Il est resté dans sa cellule et il n'est sorti que dans son couloir au moment où une personne filmait. Il a alors fait un signe « *pour faire sont intéressant* ». Les matons prétendent le reconnaître à un autre moment, en train de donner des coups de pied dans une porte, ce qu'il nie. Décidément, il n'y a rien dans le dossier. B. profite de son passage au micro pour dénoncer quelques faits. Alors que le procureur a dit qu'il n'y a eu aucune sanction disciplinaire suite au mouvement (comme si le transfert n'en était pas déjà une), il rétorque qu'il a passé deux mois au



quartier des arrivants lors du transfert à Nantes, une façon de l'isoler, et que les matons de Nantes « lui font la misère ». Sa cellule est fouillée tous les deux jours et il se prend des réductions de crédit de remise de peine pour des motifs aussi fumeux que la possession de feuilles de papier à cigarettes...

Le dossier de C., le troisième prévenu, est encore plus mince. Sur la vidéo Facebook, on le voit juste rigoler avec quelques autres détenus dans un couloir. C'est tout. Lui explique que quand il a vu le bordel, il a surtout pensé à protéger ses affaires pour éviter les vols. Il se dit très déçu que les matons se soient enfuis dès le début : « *S'il se passe quelque chose, il n'y a personne pour nous protéger !* » Et surtout, « *ceux qui sont censés faire respecter la loi ne la respectent pas eux-même : lors du transfert à Nantes, j'ai perdu la moitié de mes affaires. Ils m'ont volé la moitié de mon paquetage !* »

D'autant moins bavards qu'ils ont déjà fait une déposition en garde à vue et que leur journée a déjà été longue, tous trois refusent de parler d'autre chose que de ce qu'ils ont eux-mêmes fait ou pas : « *On va pas tout vous raconter non plus, on est pas des journalistes !* »

Le procureur tire de sa manche un arrêt de la cour de cassation pour tenter de persuader les juges que la seule présence des prévenus sur les lieux de la mutinerie en fait des coupables. Il épiluche ensuite tout leur casier judiciaire et jusqu'au moindre compte-rendu d'incident en détention possible pour les dépeindre comme de dangereux criminels sans foi ni loi... mais à part ça, il n'a pas grand-chose. Il tente de prévenir la plaidoirie de l'avocat en prédisant qu'il dénoncera sûrement les conditions de détention d'une institution pourtant « *sacralisée* », dont le personnel « *fournit un travail exemplaire* ». Qu'est-ce qu'il faut pas entendre ! Il requiert trois ans ferme et cinq ans de privation de droits civiques et de famille pour A : « *C'est un meneur, il l'assume, alors il n'aura pas de problème à assumer ça aussi !* » Pour B, il demande deux ans ferme et cinq ans d'interdiction de port d'arme et neuf mois ferme et cinq ans d'interdiction de port d'arme pour C.

L'avocat de A rappelle enfin le contexte de l'épidémie en prison. Il lit le communiqué des mutins pour rappeler le sens de cette révolte et dénonce l'éparpillement de petits procès visant à éviter de mettre en lumière le problème de fond du Covid-19 en prison et les manquements des

autorités. « *S'il fallait aller vite, faire un procès collectif aurait été bien plus efficace, plutôt que des procès éclatés un peu partout !* » Il souligne que les conditions de détention déjà dures ont encore été dégradées par les mesures sanitaires en prison. Puisqu'on ne juge pas une mutinerie, les accusés ne peuvent être poursuivis sur cette base, et doivent donc encourir les mêmes peines que pour des faits similaires accomplis individuellement à l'extérieur. Le déroulé des faits juxtapose des scènes distinctes sans lien entre elles ; contrairement au procureur, l'avocat y voit une preuve qu'il n'y a pas de « *coaction* » de son client dans les faits de destruction et de violence. Il relève l'absence des parties civiles. Même l'avocat des matons – qui s'est déplacé aux quatre coins de la France pour les autres procès – n'est pas là. Et puis les dommages sont extrêmement flous : on lâche le chiffre exorbitant de 2,4 millions d'euros, sans aucun détail. L'avocat demande donc la relaxe de son client pour les faits de destruction et de violences et une peine d'un an au plus pour les quelques dégradations assumées.

Lors de leur dernière prise de parole, B et C disent leur dégoût : ils n'ont rien fait, ils n'ont pas d'avocats pour les défendre et ils risquent de lourdes peines. « *Si j'avais fait quelque chose, neuf mois, je serais content ! Je suis en train de me dire que même quelqu'un qui a rien fait, il prend une peine !* »

Après délibération, les juges prononcent la relaxe pour B et C. A prend un an ferme et cinq ans d'interdiction de port d'arme pour les dégradations. Pour une fois, comme il n'y avait vraiment rien dans le dossier, les juges n'ont pas suivi le procureur. Mais une chose est sûre : d'autres procès viendront, même s'il n'y a pas beaucoup d'informations là-dessus. Sans doute encore sans avocats ni soutiens extérieurs, comme cette fois-ci. Une justice d'abattage soucieuse de couvrir les actes de ceux à qui elle envoie tous les jours de la chair à prison. La juge a d'ailleurs éprouvé le besoin de se fendre d'une petite déclaration à la fin : « *Nous n'avons pas jugé de la légitimité d'une révolte ; nous n'avons jugé que les faits.* »

Circulez, y a rien à voir.

- L'Envolée et Casses-Murailles (émission de radio anticarcérale, à écouter à Nantes, sur Jet FM-91.2 tous les dimanche à midi et minuit)



Excursions dans le monde d'après

[Tract diffusé à Caen lors de la marche pour le climat et la justice sociale du 21 mars 2021.]



TRAVAILLE, CONSOMME ET FERME TA GUEULE !

C'EST LE PROPRE DES TECHNOCRATES ET AUTRES EXPERTS de considérer qu'un désastre est une opportunité. C'est le cas du président fondateur du Forum économique mondial de Davos, Klaus Schwab, qui profite de la pandémie mondiale du coronavirus de 2020 pour promouvoir sa restructuration de l'économie et proclamer la quatrième révolution industrielle. Il le fait aux côtés de Thierry Malleret, conseiller des PDG et des politiques, dans un ouvrage au titre explicite : Covid-19, la grande réinitialisation, publiée en juin 2020 par le Forum économique mondial.

Il s'agit d'accélérer le développement du numérique et des nouvelles technologies, pour restructurer l'économie mondiale. Si la réalité de la vie ne s'épuise pas dans la programmation du devenir par ces visionnaires, le développement de la cybernétique est bel et bien enclenché. Certains processus sont en cours et se sont accélérés avec la crise sanitaire, laissant craindre un nouveau pas vers la soumission à la méga-machine. Jamais n'aura été aussi pertinent cet énoncé de Lewis Mumford dans un chapitre sur le devenir des mégapoles : « *La civilisation moderne n'est plus qu'un véhicule gigantesque, lancé sur une voie à sens unique, à une vitesse sans cesse accélérée. Ce véhicule ne possède malheureusement ni volant, ni*

frein, et le conducteur n'a d'autres ressources que d'appuyer sans cesse sur la pédale d'accélération, tandis que, grisé par la vitesse et fasciné par la machine, il a totalement oublié quel peut être le but du voyage. Assez curieusement on appelle progrès, liberté, victoire de l'homme sur la nature, cette soumission totale et sans espoir de l'humanité aux rouages économiques et techniques dont elle s'est dotée. L'homme, qui s'est assuré une domination incontestable sur toutes les espèces animales d'une taille supérieure à celle des virus et des bactéries, s'est avéré incapable de se dominer lui-même ».

Les virus et les bactéries, justement, viennent rappeler la fragilité de la civilisation moderne. La crise sanitaire et ses mesures de contrôle ont mis nos sociétés à nu : la priorité est de produire et de consommer « essentiel », le reste étant relégué à des agréments inutiles. Se rencontrer, participer à des collectifs, se balader, profiter d'un spectacle ou d'une exposition sont quelques exemples d'activités support de la vie sociale pourtant considérés comme des ajouts supprimables selon les circonstances. Les prothèses technologiques sont venues se substituer aux pratiques concrètes, mettant en jeu les corps et la rencontre physique. Jamais le slogan « Travaillez, consommez et fermez ta gueule » n'avait été si pertinent.



LES PORCS MODIFIÉS GÉNÉTIQUEMENT POUR NOUS DÉLIVRER DU MAL

L'HEURE DES VÉHICULES AUTONOMES, de l'impression 3D, de la robotique de pointe et des nouveaux matériaux a son-

né. Une armée de drones est appelée à livrer tout et n'importe quoi à domicile pendant que d'autres drones répandront des pesticides avec précision – sans oublier ceux qui lâcheront des bombes et ceux qui surveilleront nos moindres faits et gestes. Des implants conçus pour s'adapter au corps humain vont coloniser l'intérieur de nous-mêmes. La multiplication des plateformes de type Uber marchandise n'importe quelle activité et coup de main. L'eugénisme 4.0 est aussi en préparation, avec la biologie de synthèse et l'arrivée de bébés « sur-mesure ». Les auteurs évoquent même les porcs modifiés génétiquement pour fabriquer des organes destinés à la transplantation.

L'économie s'en trouvera bouleversée – et ça a déjà commencé. Les prévisions annoncent une immense accumulation de chômeurs et chômeuses. Plus besoin de serveurs et serveuses, de secrétaires, de coursiers et coursières ou d'agents immobiliers. Demain, le pharmacien pourrait être un robot. Dans les prochaines décennies, la moitié des emplois pourrait être menacée par l'automatisation. La destruction des emplois va encore faire croître les inégalités, les ségrégations et la misère de certains et certaines, pendant que d'autres vont davantage accumuler les richesses. Mais ce n'est pas seulement l'accentuation d'une situation des plus classiques : il s'agit du franchissement d'un seuil, celui où l'inutilité d'une partie croissante de l'humanité va devenir explicite. Les visionnaires de l'industrie eux-mêmes appellent donc à anticiper les divisions sociales et ses soubresauts à venir.

Il y a fort à parier que ces enjeux ramèneront les luttes du Travail contre le Capital au cœur de la mêlée. Ces luttes défensives pour préserver l'emploi se perdront comme souvent dans les méandres des contradictions de la recherche de croissance et rateront l'essentiel : à quoi sert notre « force de travail » et faut-il assurer la pérennité de la société industrielle ? Résister aux conditions réelles et immédiates de l'exploitation ne doit surtout pas, comme le fait en général la gauche et les syndicats, mettre des œillères sur les fondements de la domination et de l'exploitation. La cogestion de l'ordre existant empêche de trouver les voies d'émancipation des dépendances aux systèmes techniques et bureaucratiques ; systèmes qui nous promettent de nous délivrer du mal, de nous donner l'illusion d'une vie sans risques, sans souffrances et sans la fragilité constitutive de notre humanité. Une vie traversée par un être dépouillé de sa capacité à prendre la moindre décision. Un être rendu insignifiant. « Se délivrer du mal » pourrait tout aussi bien s'entendre à la manière de cette vieille proposition anarchiste : détruire la domination et l'exploitation, incluant cette vieille fonc-

tion économique qu'est le travail – ce qui demandera quelques bons efforts.



DES ANTENNES, DES CÂBLES ET DES MINES.

CETTE RESTRUCTURATION DE L'ÉCONOMIE passe par une restructuration des infrastructures stratégiques. La part du numérique dans la consommation mondiale d'électricité est estimée à 50% pour 2030, soit la quantité équivalente à ce que l'humanité consommait en 2008. L'ambition écolo a bon dos. C'est au contraire toujours plus de centrales atomiques (dont la durée de vie a encore été prolongée récemment), d'extraction de gaz, de barrages coupant les rivières, de champs d'éoliennes industrielles, de prothèses technologiques consommant de l'électricité, de Data center, de câbles, de transformateurs, etc.

La restructuration de l'économie en cours est une intensification de l'électrification de la société – la France a déjà connu un tel projet au moment de la construction des centrales nucléaires. Les idées de suppression des voitures à diesel, puis à essence, et des chaudières à gaz à plus ou moins brève échéance font partie de cette organisation de la dépendance à l'électricité. La multiplication des gadgets technologiques aussi. Il en va de même de la construction des 20.000 antennes et 12.000 pylônes supplémentaires nécessaires au déploiement de la 4G et de la 5G en France (en attendant les satellites). Ce n'est pas pour rien qu'ils sont devenus des cibles de choix pour qui se révolte contre l'ordre existant. Le chef de l'antiterrorisme français relève ainsi une centaine de dégradations en 2020 concernant des pylônes de téléphonie. Un bon début !

La nouvelle révolution industrielle s'annonce comme une immense accumulation de ravages. Elle se caractérise déjà comme une accélération des activités à la base du capitalisme et de l'industrie : non seulement le développement de la puissance énergétique, mais aussi l'extraction de matières premières, c'est-à-dire ni plus ni moins l'intensification de l'exploitation de la nature. Les nouvelles technologies et la dépendance à l'électricité reposent sur des minerais et des terres rares qu'il faut puiser dans les sous-sols. Les panneaux photovoltaïques dépendent du silicium et d'un traitement chimique avec divers acides et solvants rejetés dans les rivières, comme en Chine. Les terres rares sont extraites non seulement en Chine, mais aussi au Brésil, en Inde ou en Mongolie, et sont utilisées tant pour les gad-

gets technologiques que les éoliennes. Le coltan et le cobalt nécessaires à la fabrication des composants électroniques sont à l'origine des guerres civiles en République Démocratique du Congo. Mais l'extraction minière n'est pas seulement exotique. Des mines ouvrent partout, y compris en Europe. Des mines de lithium, nécessaires pour les batteries électriques qu'on retrouve par exemple dans les vélos ou les trottinettes électriques, sont ouvertes au Portugal, entraînant des oppositions. Des projets sortent aussi de terre en Alsace. La pollution et les bagnes industriels que sont les mines ont de beaux jours devant eux.



VERS UNE HYPERTROPHIE DE L'ÉTAT : ADMINISTRATION DU DÉSASTRE ET GESTION SÉCURITAIRE.

Les temps à venir vont être difficiles. Les défenseurs et défenseuses de l'ordre existant et leurs complices en ont bien conscience. L'hypothèse la plus défendue chez elles et eux, c'est une hypertrophie de l'Etat, notamment de ses flics, juges et mâtons. La loi sécurité globale est un pas supplémentaire dans ce sens. Il est aussi question de développer des subsides pour maintenir une armée de réserve et limiter l'explosion de la misère. Evidemment, ces quelques miettes seront conditionnées au respect de l'autorité. Au moindre délit, la menace de se faire couper les vivres sortira du chapeau.

De plus en plus de municipalités et autres administrations entérinent par exemple la suppression d'aides sociales en cas de comportements rebelles. C'est le cas à Valence, où la municipalité a décidé à la suite de journées émeutières d'expulser des logements sociaux, de supprimer les aides à la cantine, à l'achat de tickets de transport ou des chèques Sport et Culture pour les familles dont l'un des membres est impliqué dans des faits de délinquance. Ce genre de pratiques est amené à se généraliser. Le fait que les allocations chômage soient coupées d'un système assurantiel pour être directement versées par l'Etat va légitimer ce genre de contrôles. Pôle emploi nous dictera quel emploi nous devons occuper.

Il sera bien sûr toujours possible de manifester gentiment derrière une bagnole de flics, à partir du mo-

ment où ça ne troublera pas l'ordre gestionnaire et marchand. Le moindre débordement sera quant à lui réprimé brutalement, comme ça se passe déjà. C'est pourquoi les bavardages simplistes de gauche appelant à plus d'Etat face à la concurrence du Marché sont une balle dans le pied. Il n'y a pas les services publics d'un côté et la flicaille de l'autre. L'Etat est une entité cohérente, qui sait jouer sur les deux tableaux : « *la main qui assassine est aussi celle qui soigne* ».

Sans compter que l'hypertrophie de l'Etat s'accompagne de poussées nationalistes et de chasses aux personnes considérées comme des indésirables, au premier rang desquels les exilés. Le monde de demain s'annonce toujours plus répressif pour les pauvres, les rebelles, les étrangers et étrangères, les incarcérés, les marginaux et marginales et tous les inadaptés et réfractaires à un ordre social basé sur la hiérarchie et l'exploitation. D'ailleurs, les gens de pouvoir semblent toujours hésiter entre une sorte de néokeynésianisme 2.0, avec un contrôle social serré permis par la technologie, et une forme de néofascisme, reprenant des formes plus traditionnelles d'autorité, incarné par les habitués des plateaux télé et éditorialistes réactionnaires du type d'Eric Zemmour, Pascal Praud ou Marion Maréchal-Le Pen. Ce sera probablement un mix entre les deux, avec des nuances selon les pays.

Face à tout cela, la perspective révolutionnaire est encore la réponse la plus lucide. Développer l'autonomie et sa créativité, s'auto-organiser entre égales et égaux, favoriser les liens d'entraide et assumer la conflictualité nécessaire contre le principe d'autorité, peu importe où il émerge. Au passage, l'autonomie et la décentralisation sont des manières de vivre limitant la propagation des virus... Attaquer l'énergie, les infrastructures et les entreprises des matières premières, c'est justement s'attaquer aux racines de ce modèle de société. Ce n'est pas pour cela qu'il faille faire l'économie de la lutte contre d'autres aspects de la domination, comme les frontières, les prêtres, l'école administrée ou les banques, mais ce sont évidemment des cibles privilégiées pour rompre la normalité et commencer l'œuvre créatrice de destruction. L'ordre existant n'a pas grand-chose à nous offrir et beaucoup est purement et simplement à détruire. Avec ou sans virus.

▪ Des anarchistes.
localapache@riseup.net

De la nécessité de s'organiser pour lutter

L'époque est sombre ; le capitalisme et ses sbires étatiques accroissent sans cesse leur domination sur nos vies. Alors que les conditions de survie d'une grande partie de la population mondiale sont de plus en plus dures, les Etats durcissent le ton pour contrer la colère qui gronde chez les classes populaires. La Loi sécurité globale vient ainsi ajouter de nouvelles armes aux forces répressives, dans un contexte où la crise sanitaire donne l'opportunité au pouvoir de briser les liens et restreindre la liberté au nom de la sécurité.

Face à cela, il n'apparaît aucune réponse à la hauteur des enjeux. La résistance peine à s'étendre, les quelques manifs de ces dernières semaines restent faibles numériquement, sans objectifs, semblent à chaque fois un témoignage d'impuissance face au rouleau compresseur étatique. Mais surtout, et c'est peut-être là le cœur du problème, il n'apparaît aucun moment d'organisation et d'élaboration collective de la lutte.

La lutte ne peut prendre un caractère libérateur que si elle est appropriée par toutes celles et ceux qui y prennent part. Pour se faire, des espaces d'auto-organisation de type assemblées semblent un minimum ; des prises de décisions collectives en manifs pour définir des objectifs peuvent avoir leur pertinence, ... En bref, renouer avec la construction collective d'actions directes qui ciblent clairement nos ennemis : le capitalisme et l'Etat. Pour sortir de la morosité des manifs inoffensives, et retrouver l'espoir de luttes victorieuses !

Des partisans et partisanes de l'auto-organisation.

*[tract diffusé lors de la manifestation du 27 mars
« le 27 on continue, on reprend la rue ! »]*



[Depuis juin dernier plusieurs manifestations ont eu lieu à Caen, notamment autour des violences policières et de la loi sécurité globale. Certaines à l'appel de collectifs informels, d'autres à l'appel d'inter-organisations. Certaines déclarées, d'autres sauvages.

Elles ont eu le mérite de briser l'isolement dans lequel le confinement nous enferme et de montrer qu'une part des révoltées et des rebelles n'avaient pas renoncé à prendre la rue. Certaines d'entre elles ont même donné lieu à quelques beaux gestes, comme ce jet de cocktail Molotov sur les forces de l'ordre, ces bombages sur la préfecture ou ce parloir sauvage devant la maison d'arrêt. Début novembre, ce sont quelques 100 personnes qui protestent également contre le couvre-feu...

Mais mis à part quelques manifestations qui retombent comme un soufflet, la plupart de ces rendez-vous sont restés minoritaires.

Certains « radicaux » et certaines « radicales » se sont même évertués à les faire rentrer dans les cadres pourtant usés jusqu'à la corde de la gauche politique et syndicale ; les manifestations se sont alors souvent limitées à des parcours balisés et quelques débordements convenus.

La plupart de ces événements ont été appelé sans qu'aucune place ne soit laissée à l'auto-organisation. A Caen comme ailleurs, le temps de l'autonomie et l'auto-organisation des luttes semble pour le moment révolu au profit des inter-orgas, des collectifs opaques et cooptés, des bandes, de l'organisation numérique, bref de formes d'organisation autoritaires et fermées.

Mais le goût de l'insoumission et de la liberté est tel qu'on peut s'attendre à ce que ces formes de lutte finissent par se retrouver confrontée à leur limites et leur dépassement.

Un partisan des groupes affinitaires et des assemblées de lutte]



Adresse à celles et ceux qui veulent filmer en paix

LE 22 FÉVRIER 2014, UNE MANIF TRAVERSE les rues nantaises en opposition à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Des affrontements ont lieu avec les flics, des sabotages et dégradations ont lieu, notamment d'engins de chantier, d'un magasin Vinci et d'un commissariat. Juste après, Ouest-France livre spontanément ses images à la police afin de faciliter l'arrestation des personnes les plus déterminées à empêcher le bétonnage et la réalisation d'un projet capitaliste. Ce n'est qu'un exemple particulièrement explicite du rôle des journalistes et des images.

Le 18 mai 2016, une voiture de flics brûle quai de Valmy à Paris, alors que des flics réacs défilent sur l'une des places devenue un symbole de la contestation sociale. Des tas de gens s'empressent de filmer la scène sous tous les angles. Quelques heures après et les jours suivants, 9 personnes sont interpellées, notamment sur la base de ces images. L'avocat d'un des accusés verse même au dossier une vidéo incriminante pour d'autres co-accusés dans le but de dédouaner son client. Une fois encore, les images servent à de lourdes condamnations.

Pendant toute la lutte dite des gilets jaunes, **un grand nombre de personnes sont tombées à cause d'images, parfois issues de vidéosurveillance ou de flics, d'autres fois provenant de journalistes, très souvent de manifestants et manifestantes eux-mêmes.** Beaucoup ont fini en prison. D'autres gens viennent en manif en se faisant officiellement porter pâle auprès de leur employeur, ou tout simplement risquent des répercussions de la part de leur employeur si celui-ci les voit dans des luttes sociales. Que les choses soient claires : **défendre le fait de filmer en manif, ce n'est ni plus ni moins défendre le fait d'être une balance !**

Pourtant, ils et elles sont nombreux et nombreuses à descendre dans la rue depuis plusieurs semaines pour s'opposer principalement, voire exclusivement, à cet article contenu dans la loi Sécurité globale visant à interdire le fait de filmer les flics. Les banderoles, les slogans et les mots d'ordre pour défendre le fait de filmer en manif pululent. A chaque fois, j'ai l'impression que ces personnes gueulent leur envie de me passer les menottes elles-mêmes. Non seulement à moi, mais à toutes les personnes qui partagent cette idée qu'une manif n'est pas un espace pacifié, mais un moment propice pour agir. Et après, ce

sont les mêmes personnes qui vont crier « Tous ensemble ! ». Pourtant, **la dissociation et l'hostilité vis-à-vis de beaucoup de gens présents dans les luttes et les manifs est explicite dans cette défense de produire des images, qui inmanquablement viendront alimenter les dossiers des flics et des juges, et qui ont déjà envoyé tant de compas et de camarades en taule.**

Parmi les preneurs et preneuses d'images, il y a donc des gens qui sont clairement nos ennemis, parce qu'ils se déclarent comme tels (flics, journalistes officiels, caméras de vidéosurveillance...). D'autres se prétendent neutres, participant à la propagande « pro » et « anti », comme les agences de presse plus ou moins indépendantes (Taranis, RT, Linepress, Street Politics, Rémy Buisine..). Enfin d'autres se prétendent camarades, militants ou militantes, participants ou participantes à la mémoire des luttes, ou encore sont elles et eux-mêmes les auteurs et autrices d'actes illégaux et se filment pour quelques instants de gloire virtuelle et de nombreuses heures de galère, elles bien réelles. **A partir du moment où toutes ces personnes brandissent des caméras dans des moments de lutte, elles agissent en ennemies.**

La défense des images s'appuie parfois sur quelques rares exemples où elles ont rendu explicites des violences policières. Pourtant, est-ce le fait de connaître une oppression ou de se reconnaître dans l'inconnu-e qui la subit parce qu'on en a soi-même aussi fait l'expérience d'une manière ou d'une autre, qui provoque rage et colère, ou le fait de l'avoir vue derrière un écran ? Et puis à quoi bon, le mal est déjà fait. À moins bien sûr de croire en la réparation qu'offrirait une hypothétique condamnation grâce à l'utilisation d'images, ce qui signifie y perdre son argent, son énergie, et s'en remettre à un outil du pouvoir par excellence, la justice. **En filmant, plutôt que de tenter, par l'action, d'empêcher que ces violences policières soient commises, non seulement on les laisse faire au nom d'un hypothétique futur procès, mais on réprime surtout celles et ceux qui pourraient vouloir agir directement contre ces exactions policières afin de leur renvoyer un peu de la monnaie de leur pièce.** Qui voudrait se débattre en donnant des coups lors de son interpellation si des photographes ou vidéastes le filment ? Qui voudrait aller chercher un copain ou une copine dans les mains des keufs en étant photographié-e sous tous les angles ?

Si quelques-uns et unes, jouant de la justice contre la po-

lice, arrivent à se faire innocenter, on sait tous et toutes que la plupart seront condamnés-es. C'est une illusion de penser qu'une simple vidéo peut changer le rapport de force structurellement défavorable constitué par un des appareils du pouvoir, l'institution judiciaire. Et ces quelques-uns et unes, n'auraient-ils et elles pas pu se défendre sans la vidéo ? Quel crédit avons nous envie d'accorder aux images, y compris devant la justice, et à quel prix pour tous et toutes les autres qui se retrouvent bien malgré elles et eux sur ces mêmes images ? Le calcul est-il moins de prison pour l'un ou l'une, plus pour l'autre ? On reste dans le chacun et chacune pour soi ? La solidarité doit-elle rester juste un slogan plutôt qu'une réalité ?

Les prises d'images n'ont rien à faire dans les manifs, les actions et les moments de lutte. Attaquer les caméras, de

celles de la ville-prison à celle de Doc du réel, ou de n'importe quel smartphone intrusif, bref, s'en prendre au pouvoir de nuisance de tous ceux et toutes celles qui plutôt qu'appuyer le bordel participent à sa mise en scène narcissique ou autoritaire (filmer d'autres à leur insu et à des fins de propagande), même indirectement et avec de bonnes intentions, reste une contribution à la portée de chacun et chacune. Une contribution parmi d'autres qui élargit l'espace de la révolte plutôt que de la restreindre et de la réprimer.

Cesse de filmer, ou ne te plains pas si ton ustensile finit fracassé !

▪ *Anonyme.*

Quelques conseils en manif.

NOUS CONSIDÉRONS qu'une manif est un lieu où agir, aussi bien pour se défendre face à la répression qu'attaquer des pans de l'ordre existant. La question de la légalité, nous la laissons à nos ennemi-es. Nous savons bien par expérience que se révolter expose à la répression – même en menant des activités pacifistes et de basse intensité. Le simple fait de descendre dans la rue peut désormais être un motif de brutalité policière. La répression n'est pas une exception. Elle fait partie de la réalité, particulièrement quand on lutte, et ce n'est pas une nouveauté. Il faut s'y préparer du mieux que nous pouvons, parce que si « la répression ne nous fera pas plier », elle intimide, désorganise et épuise.

AVANT LA MANIF :

- laisser son téléphone portable chez soi comme ses carnets d'adresse. Sinon, on peut faciliter le travail de la police qui repère ainsi qui vient aux manifs, qui connaît qui, et monte des organigrammes et des mouvances. Les téléphones portables

sont géolocalisables en permanence et les flics peuvent récupérer les données. En plus, ça évite d'être tenté de prendre des images : une bonne partie des personnes incarcérées pendant des mouvements le sont à cause d'images de vidéosurveillance, de journalistes, mais aussi de manifestant-es. Ne pas filmer, c'est éviter d'être une balance.

- c'est un plus de se munir d'un numéro d'avocat-e ou d'une commission de solidarité face à la répression en cas d'arrestation de soi ou de camarades.

- c'est possible de préparer un dossier de garanties de représentation (factures d'électricité, bulletins de salaire, factures Internet... tout ce qui peut être considéré par un-e juge comme un signe d'une certaine intégration à la société lui faisant considérer qu'il ou elle peut privilégier de vous laisser dehors plutôt que de vous enfermer en détention provisoire en cas d'arrestation), accessible à des copains et copines qui pourraient l'apporter au tribunal.

- avoir de quoi se protéger un minimum des gaz (masque P3 par

[Tract en circulation lors de récentes manifestations à Caen]

Sources complémentaires :

Manuel de survie en garde-à-vue : <https://infokiosques.net/spip.php?article1582>

Face à la police, face à la Justice : <https://infokiosques.net/spip.php?article538>

Du sang, du chique et du moulard ! Sur l'ADN : <https://infokiosques.net/spip.php?article720>

Guide à l'usage des proches de personnes incarcérées : <https://infokiosques.net/spip.php?article61>

A l'air libre. S'opposer à la répression : <https://infokiosques.net/spip.php?article589>

Dialogue imaginaire à propos de la prise d'images en action et pas que : <https://cettesemaine.info/breves/spip.php?article2202>

exemple, sérum physiologique) et de quoi se couvrir le visage (même si on compte ne rien faire de répréhensible, plus il y a de gens masqués, plus ça protège les gens qui agissent, et on ne sait jamais comment peut tourner une manif). Des vêtements souples et passe-partout, de quoi se changer après la manif, des bonnes chaussures permettant de courir sont conseillées. Une petite trousse de secours est une bonne idée. Avoir de l'eau est essentiel. On peut compléter avec des lunettes de protection contre les tirs de flashball, des gants pour éviter de laisser ses empreintes partout et relancer les palets de lacrymo (ne surtout pas ramasser les grenades explosives), et tout matériel qu'on jugera utile pour se défendre et/ou attaquer. Attention, les flics peuvent confisquer le matos, voire interpellé pour possession de certains objets. Le matos le plus « chaud » doit avoir été chopé en amont sans laisser de traces (paiement en liquide, effacer les empreintes...).

EN MANIF :

- faire attention pour entrer le matos en manif : quelqu'un-e peut jouer le rôle d'éclaireur ou éclaireuse, le matos peut être planqué sur le parcours, etc.
- la solidarité est une arme et le collectif peut être une force. Rester groupé et solidaire rend plus difficile les arrestations, et c'est même possible de les empêcher. Il ne faut pas hésiter à se parler, échanger des infos (par exemple sur le positionnement des flics).
- former des binômes ou trinômes avec des gens de confiance.
- observer son environnement, repérer les possibilités de fuite, le matériel et les cibles à disposition, les caméras de vidéosurveillance (qui peuvent être aussi des cibles), anticiper les nasses.
- ne pas paniquer en cas de charge ou de jet de gaz lacrymo. C'est ce sur quoi comptent les flics, et ce sont des moments propices pour des interpellations. Il faut au contraire rester solidaire, observer ce qui se passe autour de soi. Par exemple, il suffit souvent de se déplacer de quelques mètres pour ne plus être dans les gaz.
- quand on agit, il faut être masqué et rester masqué après : les caméras sont partout, malheureusement (de vidéosurveillance, des flics, y compris par drones désormais, mais aussi les journalistes et même de manifestant-es). Les flics recourent aux images et font tomber beaucoup de gens sur la base des caméras. Il faut considérer être filmé du début à la fin de la manif. Et il ne faut pas hésiter à rappeler aux journalistes et aux manifestant-es tout le mal que l'on pense de leurs frénésies de filmer, qui a d'ores et déjà envoyé nombre de camarades en prison.
- si on se fait nasser et/ou interpellé en grands groupes, il faut affirmer une solidarité et c'est plus facile de tenir des positions communes, comme refuser de filer son identité. Embarquer 40 personnes, ça fait beaucoup de pape-rasses, il n'y a pas forcément la place au comico...

- le moment de la dispersion, en fin de manif, est souvent le moment le plus dangereux et celui où il y a le plus d'interpellations. Il ne faut pas traîner, se changer, s'éclaircir rapidement et éviter de repartir de manière isolée.
- prendre un temps pour débriefé peut être utile, surtout quand ça a été un peu stressant...

EN CAS DE GARDE-À-VUE :

- à partir du moment d'interpellation, un contrôle d'identité dure au maximum 4 heures, et une garde-à-vue au maximum 24 heures, pouvant être prolongée à 48 heures et jusqu'à 96, voire 144 heures pour antiterrorisme (un outil parfois utilisé contre des réfractaires à l'ordre existant).
- on peut demander un-e avocat-e, qui peut aider à ce que la garde-à-vue se passe le mieux possible. Attention toutefois, un-e avocat-e n'est pas un camarade, et il n'a pas besoin de tout savoir. En outre, il ou elle peut parfois être de très mauvais conseil.
- on peut demander de voir un médecin. Ça permet de sortir de la cellule, éventuellement de faire constater des blessures. Attention, là aussi le médecin n'est pas un camarade et peut très bien confier aux flics les confidences que vous lui aurez faites.
- c'est possible de demander de contacter quelqu'un-e pour prévenir de votre situation.
- en audition, c'est plus facile de tenir « je n'ai rien à déclarer » ou « je préfère garder le silence », permettant d'éviter de s'enfoncer ou de charger d'autres personnes, et ce même si on n'a rien fait. Les flics cherchent juste à faire du chiffre et à faire tomber des gens, pas la vérité.
- les flics sont malins (parfois), tendent des pièges. Quand on n'est pas en audition, l'interrogatoire continue. Les petites questions anodines du flic qui nous emmène pisser, qui nous propose une clope, qui essaie de sympathiser sont des tentatives de choper des infos. De la même manière, les menaces, les intimidations ont pour but de faire craquer. Il faut au maximum essayer de rester lucide, de se reposer.
- c'est possible de refuser de donner son véritable nom et son adresse, particulièrement quand on n'est pas connu des flics. Il faut toutefois avoir en tête que ça peut conduire à être condamné-e et être placé-e en détention provisoire, donc il faut être prêt-e à l'assumer. De la même manière, il est possible de refuser la signalétique (photos, prise d'empreintes digitales et prise d'empreintes ADN). Il faut avoir en tête que c'est répréhensible et que ça peut conduire à un procès, mais ça évite d'alimenter les fichiers de la police. Les peines pour refus de signalétique sont aléatoires (jusqu'à 1 an de prison et 15.000 euros d'amende pour refus de prélèvement ADN), mais c'est souvent des amendes, et il y a régulièrement des relaxes. Attention, les flics ont le droit de prendre l'ADN par la ruse (sur la clope que le flic vous a gentiment filé, par

exemple).

- en fin de garde-à-vue, les flics demandent à signer les PV, des papiers sur votre affaire. Il vaut mieux refuser de signer les PV. Signer, c'est reconnaître ce qui y est écrit. Difficile de revenir en arrière après... En outre, les flics n'hésitent pas à mentir et ajouter des choses dessus pour charger la personne, y compris une fois que vous êtes sorti-es. Vous ne risquez rien à ne pas signer.

- si vous êtes conduit-e au tribunal, il faut refuser la comparution immédiate. C'est une Justice d'abattage où vous n'avez pas eu le temps de préparer votre défense. Les peines prononcées y sont presque toujours plus lourdes.

- quand vous êtes à l'extérieur, il y a toute une solidarité à auto-organiser pour ne pas lâcher les gens en garde-à-vue : aller faire le vide de tout ce qui craint au domicile du ou de la camarade, en cas de perquisition ; apporter les garanties de représentation au tribunal, et aussi un peu de thune et des clopes à la personne, au cas où il ou elle part en détention provisoire ; etc.

- il ne faut surtout pas lâcher les gens engeôlés et rompre l'isolement de cette situation : lettres, parloirs, pognon,

feux d'artifice... Il y a plein de manières d'exprimer sa solidarité avec les personnes incarcérées.

- nous ne saurions que trop conseiller de réfléchir un peu à la question de quoi faire au cas où vous passez en procès. C'est bien de s'être mis un tant soit peu d'accord entre individu-es d'un même groupe affinitaire si vous comptez mener des activités répréhensibles ensemble, afin d'éviter les défenses contradictoires si vous vous retrouvez conjointement en procès. Les juges, et même nombre d'avocat-es, poussent à condamner les actes les plus déterminés pour renforcer la reconnaissance d'une séparation entre bon-nes et mauvais-es manifestant-es (les « casseurs » et autres figures construites par le pouvoir). C'est ce qu'on appelle la dissociation. Tout cela est à bannir de nos luttes. La solidarité est une arme et refuser de jouer ce jeu de la condamnation de certaines pratiques de lutte la renforce.

▪ Anonyme, mars 2021.

Casse-Murailles

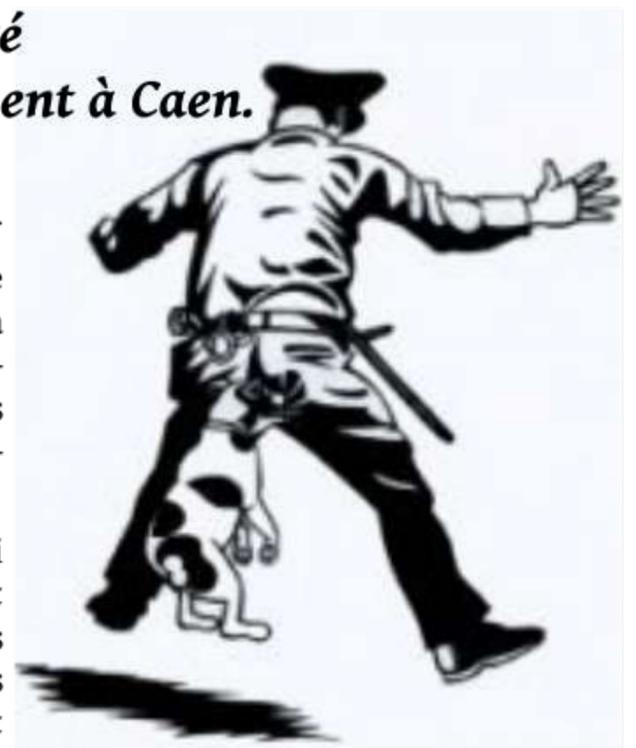
*Un espace de solidarité
face à la répression, l'enfermement à Caen.*

Dans les mouvements sociaux, mais également au quotidien des nombreux compagnons et nombreuses compagnonnes de lutte et tout un tas d'inconnu-e-s tombent entre les griffes des cognes, de la justice et de l'institution psychiatrique. Les un-e-s pour des blocages, des déambulations sauvages, des occupations illégales, les autres des sabotages, des émeutes, d'autres enfin pour un vol, une rébellion ou pour un moment d'abattement, de déprime.

Ce monde vit sur l'oppression permanente, une guerre sociale diffuse qui s'exerce au quotidien. Il y a bien plus de violence dans la manière dont l'Etat administre nos vies ou dans celle dont est fabriquée une marchandise, dans celle dont le patriarcat ou la religion soumet les corps et les désirs, que dans une vitrine brisée, une bagnole de police cramée ou un DRH bousculé. Il s'agit surtout dans un cas d'une violence légale qui vise à maintenir l'oppression, et dans l'autres d'une violence légitime cherchant à s'en libérer. Actions directes, réappropriations, sabotages justifient pleinement notre solidarité. Si l'innocent mérite notre soutien, le coupable encore davantage.

Comme le soulignent les compagnons et compagnonnes du collectif kaliméro, « la répression n'est pas uniquement le moment où la flashball et la matraque viennent frapper les corps des récalcitrant.e.s, c'est chaque moment du quotidien sous la domination de l'Etat et du Capital à travers des milliers de dispositifs psychologiques et matériels omniprésents obligeant les pauvres à accepter une vie de merde sous la contrainte. C'est aussi bien sûr la prison qui enferme toujours plus de monde et pour des durées toujours plus longues, afin de les punir, les isoler, les briser et les entasser loin des yeux des braves citoyens à la conscience tranquille. Et c'est aussi la prison dehors avec des mesures comme les bracelets électroniques, les assignations à résidence, les interdictions de zones, les contrôles judiciaires, etc. »

Quant à l'enfermement psychiatrique et sa camisole chimique, ils méritent tout autant qu'on les combattent. En effet, la psychiatrie telle qu'elle se pratique aujourd'hui cherche davantage à normaliser des comportements jugés déviants qu'à prendre soin d'individu-e-s en souffrance. La psychiatrie exerce une violence quotidienne et administrative dont l'enfermement n'est qu'un des symptômes les plus manifestes. La contrainte, la chimie et la



thérapeutique s'applique en dépossédant les dits « malades » de leurs libre-arbitre et de leurs corps. Dans l'univers carcéral prison et psychiatrie se retrouvent d'ailleurs le plus souvent mêlés.

TOUT CET ARSENAL QUI S'ÉTEND AU QUOTIDIEN VISE À NOUS FAIRE PEUR, nous écraser, nous isoler et à éteindre ou plutôt garder sous contrôle toute velléité de révolte. Nous visons donc à opposer au rôle de victimes isolées, impuissantes et résignées dans lequel cet arsenal cherche à nous maintenir, notre solidarité collective.

Nous avons donc décidé de mettre en place une caisse et un espace pour organiser une solidarité permanente pour faire face à la répression. Cet espace s'est donné pour objectifs principaux :

- 1) De collecter des fonds afin de soutenir celles et ceux qui sont touché-e-s par la répression policière et judiciaire du fait de leur participation à des luttes sociales ou à des activités subversives que ce soit en France ou ailleurs. D'élargir ce soutien aux compagnons et compagnones confronté pour des activités plus quotidiennes à la justice ou l'institution psychiatrique.
- 2) D'organiser un soutien moral et logistique autour de ces mêmes personnes et de leur entourage.
- 3) D'informer et d'agir contre la répression d'État, les lois sécuritaires et liberticides, les logiques de contrôle et d'enfermement.
- 4) D'étendre la solidarité hors les murs du prétoire, du commissariat, de la prison ou de l'hôpital psychiatrique.

NOUS PENSONS QUE CES ACTIVITÉS PEUVENT SE MENER à partir d'une position et à travers des perspectives révolutionnaires et anti-autoritaires.

C'est pourquoi, contrairement à de nombreux collectifs anti-répression nous ne pensons pas que la solidarité suspende notre manière d'investir la lutte. Nous refusons de nous associer à des organisations ou des individus qui soutiennent les politiques sécuritaires, condamnent l'action directe ou organisent eux même pacification et répression à travers des Service d'ordre ou d'autres types d'intervention.

Cette solidarité ne vise pas à s'exercer à nos seuls compagnons et compagnones de lutte, aux seuls anarchistes ou aux seuls militants et militantes, mais à se propager bien au-delà, notamment auprès des personnes d'autant plus frappées qu'elles sont isolées, et que la répression contribue en retour à encore davantage isoler. Pour autant, nous refusons d'apporter notre solidarité à ceux et celles, qui dans le souci légitime de sauver leur peau, se dissocient des actes dont la justice les accuse, ou plus grave encore des actes de co-prévenu-e-s. Ce n'est pas par quelconque regard moral ou idéologique sur le façon de se défendre face à la justice et la police, mais bel et bien parce que cette façon de se défendre légitime l'appareil et l'idéologie sécuritaire d'une part, et enfonce les autres inculpé-e-s d'autre part. Bref, va à l'encontre de ce contre quoi nous nous bâtons.

NOUS FONCTIONNONS SUR LA BASE D'ASSEMBLÉES SOUVERAINES, autofinançons nos activités. Nous sommes indépendant de tout parti/organisation/syndicat. La destination des fonds collectés est décidée de manière collective. Les assemblées ont lieu dans le cadre des réunions d'une mutuelle d'entraide que nous avons mis en place en parallèle, la Mutuelle autonome caennaise (MAC : mac-caen@riseup.net).

LES DONNÉS ÉVENTUELS PEUVENT ÊTRE ENVOYÉS par chèques à l'ordre de l'association *Apache, gestion mutuelle entraide scolaire*, avec mention « antirépression » au dos ou dans un mot d'accompagnement à *Association Apache, 35 Boulevard Poincaré, 14000 Caen*

Contact : mac-caen@riseup.net

Le CROC

(Contre la répression : organisation collective)

Face à la répression systématique, le CROC se veut être un relais des luttes d'ici et d'ailleurs. Il est l'outil d'une solidarité pérenne avec toute personne et collectif subissant la répression dans leurs luttes. Notre action étant politique, notre solidarité n'est pas inconditionnelle et peut être débattue en réunion, ouverte à toutes et tous. Nous refusons de céder aux distinctions bon-ne-s/ mauvais-e-s manifestant-e-s, citoyen-ne-s/casseurs-euses, que les différents relais du Pouvoir (Etat, médias, etc.) tentent de nous imposer pour nous diviser. La véritable violence est celle que nous assène au quotidien ce système délétère (patriarcat, xénophobie d'Etat, homophobie, et toute autre forme d'oppression).

L'activité de ce collectif se traduit par un soutien matériel, juridique et financier. Nous assurons la mise en relation avec des avocat-e-s, l'organisation de rassemblements et de concerts de soutien, des formations et des discussions post-manifs, la prise en charge partielle des frais des inculpé-e-s, la production de matériels d'information. Nous souhaitons lier à cette action concrète une lutte politique autour de la répression qui tente de museler toute forme de résistance. Nous ne prétendons pas être des expert-e-s mais nous pensons que seule une défense collective est à même de s'opposer au système répressif. Nos réunions sont ouvertes à celles et ceux qui font le constat d'une politique toujours plus liberticide et qui souhaitent participer à cette dynamique de défense collective.

Mail : caenantirep@riseup.net
Legal Team : 06.17.09.49.35 /
06.23.71.39.50



Ligne 12, arrêt Port-Ouistreham : Combien pour une vie ?

LIGNE 12, ARRÊT PORT OUISTREHAM : son phare, son ferry, ses manèges, ses barbelés, sa nouvelle piscine avec toboggan couvert, sa plage, son marché aux poissons, ses camions, ses exilés, son bitume, son casino, ses gendarmes, ses douaniers, sa police municipale...et son très chic rond-point où, honteusement, se dressent de gros cailloux tristes et esseulés; pile poil là où s'étaient posés les jeunes exilés, migrants, Soudanais avec leurs tentes, leurs duvets, leurs sacs, leurs espoirs, leurs courages...

Ce sont ces jeunes exilés que vous croiserez près du parking du port, la plupart du temps en petit groupe, guettant l'arrivée des camions, ou courant pour y monter; et qu'au moins quelques-uns d'entre-eux puissent passer malgré les dents qui se pêtent, les blessures du corps et celles, plus profondes, que les regards taisent en fixant chaque jour les quelques ferry en partance pour l'Angleterre...

Pourtant, ils voudraient simplement VIVRE; mais, ils demeurent sans papiers sans tunes...mais pas sans rage ni sans dignité. Celles-là même que certain.e.s voudraient brisées, bafouées, contraindre, soumettre, au nom de...Au nom de quoi d'abord!?! Au nom d'la loi, au nom du plus fort, au nom d'la tune, au nom d'la morale bourgeoise qui s'empiffre et veille à la bonne préservation de son confort lyophilisé?

Alors dites-moi: Combien pour une vie?

Car au goût de certains, l'image d'une ville et son rayonnement ont plus de valeur qu'une vie, qu'un sourire, qu'une rencontre...Alors le jeu cynique de la répression à visage démocratique se déploie à partir

d'une présence policière quasi-permanente, de gaz lacrimo, de coups de pressions réguliers envers les jeunes exilés ; par l'installation massive de caméras de vidéosurveillance ; par toutes ces techniques d'humiliations que l'on nomme «*sécurité et aménagement de l'espace*», par la volonté affichée par certains de maintenir ces jeunes exilés dans des conditions de vie indignes et précaires... et ces mêmes personnes qui s'émeuvent ensuite de la colère de ces jeunes à leurs rencontre, qui s'affolent de quelques pierres lancées, qui suffoquent de les voir ainsi autonomes, organisés et déterminés.

Bien sûr, tout cela, vous ne le verrez pas d'un coup, Hop!, en vous arrêtant à l'arrêt Port-Ouistreham de la ligne 12. Ces quelques lignes expriment une petite année passée entre confinement, couvre-feu et déambulement dans cette ville...Cette oppression dont je fais part avec des mots ne peut rendre compte de celle vécue par chacun de ces jeunes exilés Soudanais à Ouistreham. Je ne connais pas leurs histoires et j'estime qu'ils n'ont pas à me la livrer sous prétexte qu'ils sont exilés; je ne connais pas leurs langues, leurs cultures, et j'échange peu avec eux lors des cantines... d'autres personnes, copain.e.s, camarades, simples connaissances ou voisins, ont pour certain.e.s construit des liens plus forts...

A l'heure où j'écris ces quelques lignes, ils sont toujours au niveau du canal avec leurs tentes, leurs duvets, leurs sacs, leurs espoirs, leurs courages...Certains ont pu passer et l'on ne peut que souhaiter qu'ils puissent se poser, aimer, rire, rêver...ici, là-bas ou ailleurs...D'autres, beaucoup,



Mai-juin 2020 : le maire de Ouistreham installe d'énormes blocs de pierre sur un des lieux de regroupement des migrants.

Été 2020 : une vague d'expulsions a lieu dans les squats caennais. La préfecture tente de profiter de l'atonie estivale et post-Covid. Plusieurs manifs ont lieu ; un campement de fortune, puis des squats sont ouverts, notamment par l'AG contre toutes les expulsions.

6 octobre 2020 : un rassemblement est appelé en réponse à une intervention policière musclée au camp de fortune installé par les migrants dans un bois. Des gamelles avaient été vidées par les flics : des soudanais avaient répliqué et les avaient fait déguerpir. Le rassemblement regroupe une quarantaine de personnes.

6 novembre 2020 : le camp installé dans un petit bois est évacué. Le préfet tente de convaincre les candidats à l'exil de rejoindre le centre d'hébergement de Tailleville.

Novembre 2020 : La majeure partie des salarié-e-s de Tailleville semblent refuser de jouer aux maton-ne-s.

Novembre 2020 : Une caméra de vidéo-surveillance est installée, quai Charcot, sur la parking où ont lieu les distributions de repas, non loin du camp de fortune.

18 décembre 2020 : Une marche au flambeau est organisée par les réseaux militants et de solidarité aux exilés. En fin de manif quelques lucioles dans la nuit s'attaquent à l'arrivée électrique du dispositif de vidéo-surveillance récemment installé.

16 février 2021 : Le député Modem Christophe Blanchet demande l'installation de la police aux frontières à l'intérieur de la gare maritime de Ouistreham.

Hiver 2020-2021 : Le ministère de l'intérieur budgète la construction de 4 nouveaux centres de rétention à Lyon, Bordeaux, au Mesnil-Amelot et à Orléans. Les murs du premier ont déjà émergé de terre à Lyon et permettront d'enfermer jusqu'à 140 personnes à partir de 2022. La construction du second, de 90 places, est programmée à Olivet, commune jouxtant Orléans, et son ouverture est prévue en 2023. Deux autres CRA sont en projet pour 2025 au Mesnil-Amelot (64 places) et à Bordeaux (140 places).

15 mars : Alors que des migrants tentent opportunément de profiter de la mise en place d'un feu temporaire rue de l'Isère, les gendarmes interviennent, ce qui donne lieu à quelques heurts avec les jeunes soudanais.

19 mars : Des affrontements éclatent entre migrants et militaires autour du marché aux poissons alors qu'une quarantaine d'exilés tentent de s'embarquer dans des camions. Les flics sont pris pour cible à coup de pierres.



sont toujours là à Ouistreham, à Caen, à Paris, à Cherbourg, à Calais...Ils s'organisent entre-eux pour bouffer, dormir, se vêtir, se protéger et rendre supportable ceux à quoi nous ne devrions pas nous habituer ...

Alors dites-moi: Combien pour une vie ?

Ligne 12, arrêt Port-Ouistreham: Des jeunes exilés Soudanais s'organisent et

continuent de tenter de passer vers l'Angleterre ou ailleurs...des soutiens se tissent, ici et là, sous diverses modalités...des rages et des vies se rencontrent, se croisent, se reconnaissent le temps d'un bref regard, d'un ticket de bus filé, d'un peu de bouffe, d'un covoiturage, de quelques vêtements, de la chaleur d'un feu ou d'un simple sourire...

▪ Lha, Avril 2021

Solidarité avec les exilés

Depuis plusieurs années, nombre d'exilés cherchent à passer la frontière franco-britannique en transitant par Caen et le port d'Ouistreham. Mairie locale, préfecture et gendarmerie s'entendent pour les harceler et leur mener la vie dure. La frontière est toujours plus militarisée et sécurisée. **Aux uns et aux unes les voyages touristiques ou d'affaires, aux autres la répression et l'enfermement dans des prisons pour étrangers et étrangères.**

Les sans-papiers subissent sans cesse des contrôles de gendarmes, souvent accompagnés de violences, parfois de destruction de téléphones portables. Leur campement de fortune est sans arrêt détruit, les duvets et couvertures confisqués ou brûlés. Le pouvoir profite de la crise sanitaire pour les éloigner, les enfermer, grillager le rond-point où ils avaient leurs habitudes. La dernière forme de répression : renverser les gamelles lors d'une distribution de bouffe solidaire. Le pouvoir et leurs complices espèrent les décourager en les privant de quoi se réchauffer et bouffer, comme si ça allait empêcher des gens qui ont traversé des mers et des déserts de continuer leur chemin juste avant leur but. Les passages en garde-à-vue sont fréquents et certains sont envoyés en centre de rétention à Oissel, près de Rouen. Les témoignages des

passages en CRA sont édifiants : problèmes d'hygiène et de bouffe, mauvais traitements, actes de torture, etc.

Cela n'empêche pas les sans-papiers soudanais de s'auto-organiser à leur manière et de résister de façon déterminée aux gendarmes, s'il le faut physiquement. **Notre solidarité ne va pas seulement à leurs conditions de sans-papiers harcelés, mais aussi à cette détermination.** Cette révolte est aussi la nôtre.

De manière générale, l'ordre existant renforce toujours plus la séparation entre inclus et exclus. Il n'existe plus grand-chose de commun entre un cadre et sa grande maison avec piscine, combinant travail et fitness, cinéma et supermarché bio, créativité et connectivité mondiale, avec un squatteur ou une squatteuse sans-papiers, sans arrêt expulsé et obligé de dormir à la rue. Deux mondes radicalement séparés. A l'image des déchets qui s'accumulent avec la consommation, de plus en plus de personnes sont tout simplement considérées comme superflus. Les modes de gestion de l'économie sont ainsi de plus en plus brutaux, depuis les expulsions de logement, les pollutions dues à l'extraction minière ou à l'industrie nucléaire obligeant à l'exil, en passant

par l'appropriation par des pays riches, comme la Chine, de terres agricoles en Afrique ou ailleurs, expulsant des paysans et paysannes, ou tout simplement le pillage des ressources par les pays les plus riches. Les bombes qui pleuvent et les mitraillettes qui font mouche aux quatre coins du monde ont quant à elles pour fonction d'éliminer une partie du surnuméraire. En 2018, l'industrie de guerre française vendait à l'étranger pour 9 milliards d'euros, un peu moins que l'année record de 2015 avec près de 17 milliards d'euros. Globalement, les ventes d'armes dans le monde des principaux fournisseurs que sont les Etats-Unis, la Russie et la France ne cessent d'augmenter. On les retrouve dans les guerres au Yemen, en Lybie, en Syrie,

au Mali, etc. Toujours plus de bombes qui atterrissent sur des gens contraints à l'exil. En 2018, le Haut Commissariat aux Réfugiés estimait à plus de 70 millions le nombre de personne fuyant des combats...

Nous souhaitons exprimer notre solidarité avec les sans-papiers à travers de la solidarité de base (bouffe, fringues...). Ce sera aussi notre modeste contribution à la lutte pour un monde sans frontières.

Liberté pour tous et toutes !

▪ Des révoltés,
Décembre 2020,
Tract bilingue distribué
en manif et à Ousitréham

La tête sur les épaules.

"Nous revoilà retombés dans l'Eglise et dans l'Etat [...]. L'Eglise ne s'appellera plus Eglise, elle s'appellera Ecole. Mais sur les bancs de cette école ne seront pas assis seulement les enfants : il y aura le mineur éternel, l'écolier reconnu à jamais incapable [...] de se passer de la discipline de ses maîtres, le peuple.

L'Etat ne s'appellera plus Monarchie, il s'appellera République, mais il n'en sera pas moins l'Etat".
Bakounine, Dieu et l'Etat

[Texte écrit dans la foulée de l'assassinat de Samuel Paty]

OUTRE LE CONFINEMENT, LE COUVRE-FEU ET LES MESURES SANITAIRES, le pouvoir actuel s'illustre de plus en plus par sa dimension réactionnaire à peine voilée. Non pas qu'il était différent auparavant, mais les hommes et les femmes qui le tenaient n'osaient sans doute pas affirmer ouvertement des propos du genre appeler les flics à tirer sur la foule, ou affirmer qu'il faut continuer à faire tourner la machine économique en acceptant les morts chez les exploités qui vont avec.

Il y a aussi évidemment des classiques : développer le sentiment d'insécurité, attiser les élans nationalistes, gonfler l'extrême-droite et jouer la division et les logiques de bouc-émissaire. Sur fond « d'attentats » - si tant est qu'on puisse présenter ces assassinats comme tels - le gouvernement y va à fond : quand le ministre de l'éducation Blanquer parle des complices islamo-gauchistes et que d'autres proposent enquêtes et lois pour encadrer les enseignements universitaires, le premier ministre Castex présente carrément la critique de la colonisation comme une compromission vis-à-vis du terrorisme... Il faut dire qu'à l'été 2020, Macron avait repris son habit de colon pour aller imposer au Liban les réformes économiques du FMI et des contrats avec des entreprises fran-



”

« Foi, incroyance, rumeurs colportées,
Coran, Torah, Évangile
Prescrivant leurs lois ...
A toute génération ses mensonges
Que l'on s'empresse de croire et
consigner.
Une génération se distinguera-t-elle,
un jour,
En suivant la vérité ?
Deux sortes de gens sur la terre :
Ceux qui ont la raison sans religion,
Et ceux qui ont la religion et man-
quent de raison.
Tous les hommes se hâtent vers la
décomposition,
Toutes les religions se valent dans
l'égarement. »

Abu-I-Alla Al Mari

« J'ai quitté les filles pour les garçons
et, pour le vin vieux, j'ai laissé l'eau
claire.
Loin du droit chemin, j'ai pris sans
façon
celui du péché, car je le préfère.
J'ai coupé les rênes et sans remords
j'ai enlevé la bride avec le mors. »

Abu Nuwas

« O mufti ! je suis plus ingénieux
que toi
Et plus sobre, tout ivre que je suis.
Tu bois le sang des hommes et moi
celui de la vigne.
Sois juste : qui de nous deux est le
plus sanguinaire ? »

Omar Khayyâm

”

çaises, profitant du désastre de l'explosion au port de Beyrouth. Le désastre a toujours été une opportunité pour les technocrates et les marchands.

Il est bon, au passage, de se remémorer qu'il existe un autre courant identitaire - les islamistes n'en ont pas le monopole - qui se propage. Il se constitue en France de groupuscules comme Génération identitaire, dissous et bientôt reformé sous d'autres noms, ou le GUD, et se concentre dans le Rassemblement National. De manière plus générale, la tendance réactionnaire et nationaliste a le vent en poupe.

D'ailleurs, les agressions et les menaces sur des personnes considérées comme musulmanes ont encore augmenté suite à l'assassinat de ce prof, Samuel Paty. Certes mal-inspiré - c'est avec bien des difficultés que je peux trouver de la pertinence pour un cours d'instruction civique de montrer une caricature évoquant la sodomisation de Mahomet ; mais en fait c'est avec bien des difficultés que je peux trouver une quelconque pertinence à un cours d'instruction civique - il n'en reste pas moins que la réalité brute, c'est qu'un type s'est fait décapiter pour quelques malheureux dessins. Chouette ambiance.

Il y aurait beaucoup à gagner à se taire. Sauf qu'évidemment cette ambiance présente des opportunités pour le pouvoir. A titre d'exemple, un procès devait s'ouvrir contre la révolte qui a suivi l'assassinat d'Adama Traoré par des flics. Là où les juges d'instruction avaient décidé de requali-

fier les faits en violences, renvoyant l'affaire au tribunal correctionnel, la Cour d'appel a finalement décidé à la demande du proc de porter l'affaire aux Assises pour ni plus ni moins tentatives d'homicide. 5 jeunes de quartier vont ainsi être jetés en pâtures aux juges et aux journalistes, pour le bonheur des flics, et surtout pour rappeler qu'on ne se révolte pas impunément contre la police, même quand elle tue l'un des nôtres. Finalement, le procès a été reporté pour cause de crise sanitaire. Une vengeance d'Etat programmée, seulement remise à plus tard, avec tous ses relents racistes. Elle n'est qu'un exemple. Mais un exemple révélateur. Pour le reste, il n'y a qu'à voir aussi le traitement infligé aux sans-papiers. Par tous les bouts et plus que jamais, monde de merde.

En même temps, nous aurions tort de ne pas nous intéresser aux gens qui décapitent. Si la religion tient probablement son origine dans des réponses aux peurs et angoisses de la condition humaine, il est criant que, à l'instar de ce que disait Marx au sujet de l'"opium du peuple", la religion croît avec les maux du monde terrestre. Elle est une sorte de réconfort. Elle ouvre à fusionner avec une collectivité, et ça fonctionne d'autant mieux que celle-ci est portée par le fanatisme et que l'individu disparaît derrière la communauté sacrée. L'abandon de soi au profit d'une abstraction. C'est d'ailleurs bien pour ça que religions et Etats sont liés, comme le rappelait Bakounine : la religion appuie le pouvoir étatique, et ce dernier se constitue d'éléments reli-

gieux. Le nationalisme est une forme religieuse comme une autre. Etat et religion s'entendent pour effacer l'individu derrière des masses. Des masses qui au besoin peuvent fournir la chair à canon – ou à ceinture d'explosifs.

Il est vrai que la critique de la religion a été mise de côté par nombre de soi-disant radicaux et radicales, alors qu'elle a toujours été le point de départ des poussées d'émancipation – cet abandon n'en fait évidemment pas des alliés du terrorisme pour autant. Il est vrai aussi que l'identité est devenue une lecture du monde bien trop répandue, jusque chez des anarchistes. Pourtant, la liberté ne se pose jamais "en tant que". Elle est bien trop grande pour ça. D'autant que

l'espérance révolutionnaire s'embourbe dans le marécage du ressentiment en restant dans des catégories abstraites dans lesquelles il faudrait réduire les individus.

Au passage, un pied de nez aux racistes et identitaires de tout poil - islamistes du couteau ou de la kalach, terroristes d'Etat en costard, ou nervis d'extrême-droite - ce serait de propager quelques vers et pensées antireligieuses ayant fleuri en plein cœur de la culture musulmane - si tant est qu'on puisse réduire des paroles d'émancipation à une quelconque culture.

▪ JD, Décembre 2020

”

« Si le Prophète vient pour confirmer ce que la raison connaît comme bon ou mauvais, licite ou illicite, alors nous considérons sa mission comme nulle et ses preuves inutiles, car la raison nous suffit pour le savoir. Si sa mission contredit les conclusions de la raison, nous rejetons alors le Prophète (...). Ce qui est inadmissible dans la prophétie, c'est qu'elle te force à suivre un être humain en tout point semblable à toi, ayant comme toi une âme et une raison, qui mange ce que tu manges et boit ce que tu bois (...). Elle fait de toi un objet dont il use à son gré, un animal à son ordre ou un esclave à son service. Qu'a-t-il de plus que toi, quel mérite a-t-il sur toi et quelle est, enfin, la preuve de la véracité de son message ? »

Al Rawandi

”

SOUS ETAT D'URGENCE PERMANENT.



Crises économiques, crises écologiques, plans vigipirates, crises sanitaires sont en quelques décennies devenus le décor permanent de nos vies. Toutes ont en commun de nous soumettre toujours davantage à des dispositifs qui nous échappent ; des dispositifs dans lesquels l'Etat d'une part, mais également le capital d'autres part étendent leur emprise. De la CAF au turbin en passant par notre rapport au soin, c'est le même sentiment diffus que tout nous échappe qui s'impose.

Retrouvons le goût de la liberté, Refusons de nous soumettre à l'état d'urgence permanent !
Des anarchistes.

Sous contrainte sanitaire.

17 septembre 2020, Paris : Le ministre de l'intérieur Gérard Darmanin, annonce lors de la commission d'enquête sénatoriale sur la gestion de la crise sanitaire que plus de 44000 personnes se sont faites verbalisées pour non port du masque. Il est rappelé à l'ordre par la rapporteuse de la commissions : il n'en porte pas lui-même.

18 septembre, Toulouse : 7 compagnon-ne-s prennent 2 mois ferme pour avoir collés des affiches, bombé des pochoirs et refuser de donner leur identité et signalétique. On pouvait lire sur les murs par exemple « *Le feu tue les virus... brûle ton comico* » « *Balance ton smartphone, pas ton voisin* » « *Ne relevons pas l'économie, détruisons là* » « *Avec ou sans masque, ce monde est irrespirable. Détruisons ce qui nous étouffe* » « *Crève les poukaves* » « *Squat ton préfet* » « *Plutôt mourir libre que vivre confiné* » « *la police tue, confignons la* » « *ACAB le pire des virus c'est l'autorité* »... Ils et elles sont ressorti-e-s dans les mois qui suivent.

21 septembre, Madrid : 850 000 habitant-e-s des quartiers périphériques les plus pauvres de la ville sont confinés dans le quartier. Des check points sont installés. Ils et elles ne sont autorisés à sortir du périmètre que pour travailler, aller conduire et rechercher leurs enfants à l'école ou se rendre à des rendez-vous médicaux. Quelques jours plus tard, 160000 personnes supplémentaires sont confinées. Ces quartiers, sur lesquels des promoteurs lorgnent depuis plusieurs années d'un œil particulièrement avide, pourraient ainsi se vider d'une partie de leurs habitant-e-s les plus pauvres et les plus encombrants. Pour les plus riches, la crise est une opportunité comme une autre.

19 octobre, Caen : La quasi-totalité de l'équipe de surveillants pénitentiaires chargés de l'extraction des détenus est infectée par la Covid-19. Les extractions sont interrompus et les détenus testés.

Comme lors du premier confinement, en ces temps épidémiques, ce sont pourtant les prisonniers et les prisonnières et leurs proches qui subissent les mesures d'isolement et les réductions d'activité, et jamais leur gardes-chiourmes.

24 octobre, Paris : A Ménilmontant, des manifestant-e-s contestant le couvre-feu sont raccompagnés, ironie du maintien de l'ordre, jusqu'à la bouche du métro. Les quelques supposés manifestants attroupés aux terrasses de bar sont évacués des terrasses par les voltigeurs de la BRAV-M, parce qu'ils et elles ne respecteraient pas les distances de sécurité sanitaires.

27 octobre, Bapaume : 11 détenus ont refusé de remonter de promenade et gagné les toits. Ils protestaient contre les brimades et brutalités dont ils étaient l'objet au mitard, le quartier disciplinaire. Déjà dégueulasses, les conditions de détention se sont sérieusement détériorées depuis le début de l'épidémie. De nombreuses révoltes ont eu lieu en mars-avril, donnant lieu à de nombreuses mesures disciplinaires.

Novembre 2020, Ouistreham : Le confinement adopté, le manoir de Tailleville est ouvert pour « accueillir » les exilé-e-s qui arpentent le port dans l'espoir de rejoindre l'Angleterre. L'association Coallia, missionnée pour gérer le centre, est censée chercher à les convaincre, même si des salariés semblent refuser des jouer les supplétifs de la police. Les exilé-e-s préfèrent rester dans leur camp de fortune, ou passer quelques jours sur place avant de reprendre la route. Lors du précédent confinement, les migrant-e-s y avaient subis un contrôle constant et de fortes contraintes...

01 novembre, Madrid : Des drones sont utilisés pour survoler les cimetières de la ville. Des mesures de restriction du nombre de personnes autorisées à visiter les morts en cette période de la Toussaint avaient été prises par la municipa-

lité.

02 novembre, France : Après le re-confinement, en un seul week-end, quelques 100000 contrôles ont été effectués, et plus de 5000 amendes distribuées.

02 novembre, France : Les chasseurs et chasseuses pourront continuer de chasser pour cause d'intérêt général. Il faut dire qu'un certain nombre de gardes-chasse avait contribué au confinement de mars 2020, en épaulant les flics dans leur chasse aux réfractaires.

03 novembre, Caen : Des lycéens et des lycéennes tentent de bloquer l'entrée du lycée Rostand. Ils sont rapidement évacués par la police, après un contrôle d'identité. Dans les jours qui suivent le proviseur, Sébastien Duval Rocher, envoie une missive aux parents des élèves concernés. Un avertissement solennel est versé aux dossiers des affreux irresponsables, qui en cas de récidive se verront notifier une interdiction d'accès à l'établissement. Bref, Duval-Rocher dispense à sa manière un cours d'instruction civique en accéléré.

05 novembre, Marseille : un incendie se déclare à l'intérieur du centre de rétention. 3 cellules sont en feu, les autres bâtiments manifestent en criant « liberté ! ». Comme lors du confinement de Mars-Avril, les conditions dans lesquels les étrangers sont enfermés sont indignes. La menace de contagion à la Covid-19 est plus importante du fait de la sur-promiscuité, et permet que règne encore plus qu'à l'ordinaire l'arbitraire. L'ouverture des frontières européennes n'est paradoxalement pas forcément une bonne nouvelle pour les étrangers soumis aux accords de Dublin, puisque les expulsions peuvent se poursuivre vers ces pays européens.

06 novembre, Paris : Des soignants et soignantes de l'hôtel-Dieu qui s'étaient rassemblés pour protester contre la fermeture des urgences de l'hôpital sont

verbalisés pour non respect du confinement et organisation de manifestation non autorisée.

06 novembre, Biarritz : Des baigneurs et des baigneuses qui se baignent sur avis médical sont contraints de sortir de l'eau par les flics, sous peines de sanctions. Puisqu'on vous dit que c'est pour votre santé et pour protéger les personnes vulnérables !

07 novembre, France : Le journal Le Monde nos apprend au détour d'un article autour de la modification de nos habitudes de déplacement lors de ce second confinement, que les fabricants d'applications routières comme Apple plan ou Waze, fournissent leurs données statistiques sur les déplacements aux statisticiens qui entendent gérer la crise sanitaire. La société des autoroutes du nord et de l'est ou la régie des transports parisiens ne sont pas en reste, et annoncent une baisse de trafic de 30% contre 80% lors du premier confinement. Bref, nombre de sociétés liées au transport ou à la fabrication d'outils censés faciliter nos déplacements organisent leur traçabilité, sinon individuelle, au moins statistique et nourrissent les modèles de prévisions et de gestion des risques. Cette traçabilité s'organise déjà depuis des années dans les régies de transports. A Caen, Twisto trace ainsi depuis bien longtemps nos déplacements pour « rationaliser » son réseau et ses moyens logistiques et humains, le tout souvent sous couvert d'écologie. Les montres connectées en mesurant et enregistrant les déplacements et les données de santé de leurs utilisateurs comme bien d'autres gadgets censés à l'identique nous simplifier la vie, nous promettent également pour les prochaines années de bien belles avancées dans la traçabilité du cheptel humain.

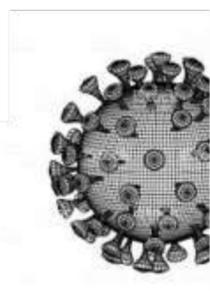
09 novembre, France : Les contours de la nouvelle loi sur la programmation de la recherche se dessinent un peu plus. Cette loi poursuit les « réformes » libérales déjà en cours au sein des universités depuis quelques décennies ; mais cette fois en y ajoutant un volet répressif : « "le fait de pénétrer ou de se maintenir

dans l'enceinte d'un établissement d'enseignement supérieur sans y être habilité [...] ou y avoir été autorisé [...], dans le but de troubler la tranquillité ou le bon ordre de l'établissement" pourra être puni de 45000 euros d'amende et 3 ans de prison ferme. Bref, la fin de toute possibilité d'occupation ou de perturbation des universités dans le cadre d'un mouvement de contestation. On ne parle même pas des sabotages des nécrotechnologies que la recherche universitaire ne manque pas de produire, qui étaient déjà pénalement répréhensibles... Tout ceci confirme que le régime se prépare à assumer face à la crise un tournant libéral-autoritaire, libéral sur la plan économique et sécuritaire pour réprimer toute révolte sociale ou individuelle. Le plan prison prévoyant la construction de plusieurs dizaines de prisons, dont une à Ifs, amorcé ces dernières années en est un autre volet.

01 janvier, Lieuron (Ile-et-Vilaine) : Une rave party réunissant quelques 2500 personnes est prise pour cible par les flics. Des affrontements ont lieu et des amendes sont distribuées. Des organisateurs présumés sont arrêtés et écoperent de préventive. Tous sont aujourd'hui libres dans l'attente de leur procès.

10, 17 et 24 janvier, Cayenne (Guyane) : Des carnivals sont organisés contre les mesures de couvre-feu et de reconfinement. Des Affrontements ont lieu en fin de journée.

03 avril, La Talaudière (Loire) : Après la promenade des détenus refusent de retourner en cellule. Ils protestent entre autre contre les mesures mises en place pour les parloirs et exigent la suppression des parois en plexiglass installées dans le cadre des mesures sanitaires. 43 personnes restent dans la cour pendant près de quatre heures jusqu'à l'intervention des ERIS. Dans la foulée, deux personnes sont transférées car considérées comme des « meneurs » par l'administration.



LE MARBRÉ (MONTREUIL), EXPULSION PUIS RÉOCCUPATION.

LE MARBRÉ est le nom d'un lieu squatté depuis septembre dernier à Montreuil. C'est un lieu d'habitation et d'organisation politique où se déroulent des activités publiques. Le lieu est sous le coup d'une procédure d'expulsion avec un procès prévu en avril. Le 27 février une cantine en soutien avec les personnes incarcérées suite aux révoltes au CRA du Mesnil Amelot est organisée.

Les flics débarquent en début d'après-midi, prétendant intervenir pour mettre fin à une fête illégale et verbaliser les présent-e-s pour mise en danger de la vie d'autrui...

Ils sont rapidement rejoints par des renforts en nombre. C'est à une centaine qu'ils encerclent le squat puis finissent par défoncer la porte alors qu'une quarantaine de personnes est à l'intérieur. Les soutiens arrivés sur place sont repoussés, une personne est interpellée pour « outrage et rébellion ». A l'intérieur, les flics veulent qu'un organisateur soit désigné et relever les identités des gens présents. Fouilles, palpations, comparaison de photos et reconnaissance faciale sont de mise. Deux personnes partent en garde à vue. Petit à petit tout le monde ressort et l'entrée de la partie habitation est murée, le lieu est surveillé par un vigile.

Un appel à rassemblement en soutien au Marbré et aux gardés à vue, contre toutes les expulsions est diffusé pour le lendemain, le dimanche 28 février. Une centaine de personnes se retrouve et part en direction du commissariat où sont toujours les gardés à vue. Banderoles et slogans sont de la partie. Le cortège continue en ville et se dirige vers le Marbré, là quelques flics sont présents mais surtout...il y a du monde aux fenêtres, le lieu est réoccupé et des pancartes telles que « Marbré 2 – proprio o » ont fleuri !

Plus d'infos sur :
<https://lemarbre.noblogs.org>

A l'assaut du ciel !

Fragments de révoltes.

« *La volupté de la destruction est une volupté créatrice.* »

Mikhail Bakounine.



30 Juillet 2020, Barneville-Carteret (Manche) : Des tags sont inscrits au sol et sur un mur contre Fernand Le Rachinel – figure locale historique de l'extrême droite et membre du Parti de la France –, Frédéric Châtillon et Sighild Blanc—proches de Marine Lepen, de l'extrême-droite radicale et du régime syrien - qui résideraient sur la côte de temps en temps. On peut notamment lire : « *Carteret repaire de nazis, Le Rachinel Châtillon, Blanc, dégagez* »

24 novembre, Caen : Lors d'une manifestation contre la loi sécurité globale qui regroupe autour de 700 personnes, une banque Société générale est attaquée à la masse. Enfin une action digne d'un mouvement de « masse » !

01 décembre, Massif de l'étoile : Le second plus important relais TDF de France situé au nord de Marseille est incendié ; les antennes relais prennent feu et ce sont les réseaux de la TNT, de la radio, mais également certains réseaux de téléphonie, 3 et 4G qui sont impactés durant plusieurs jours.

31 décembre, Hérouville-Saint-Clair (Calvados) : Les fics qui cherchent à mettre fin aux feux d'artifice artisanaux sont obligés de faire demi-tour sous des volées de tirs au mortier.

16 janvier 2021, Nantes : Lors d'une manifestation, une personne réussit à monter sur un mât de vidéo-surveillance et dézingue la caméra à coup de poings. Malgré l'intervention de la bac, il ou elle arrive à s'extirper de leur griffes grâce à l'intervention de manifestant-e-s solidaires. Un « présumé-coupable » est interpellé dans les semaines qui suivent sur la base de la vidéo-surveillance et des images diffusées sur les réseaux sociaux. Il passera en procès en novembre prochain.

20 janvier 2021, Mesnil-Amelot : Une émeute et un incendie se déclarent au centre de rétention. Deux bâtiments sont brûlés et inutilisables. 7 mutins sont placés en garde à vue. Les révoltés se sont opposés à l'imposition d'un test PCR, préalable à leur possible expulsion. Les 7 retenus poursuivis sur quelques 70 émeutiers ont pris entre 1 an avec sursis et 16 mois de prison ferme en mars dernier.

Fin janvier, Liban : Des affrontements continuent de secouer le pays en proie à une grave crise économique, sociale et politique depuis plusieurs mois. Les manifestant-e-s protestent également contre la gestion de la pandémie. Ces révoltes ont fait officiellement plus de 300 blessé-e-s dans les deux camps, et un manifestant est décédé. Dans la soirée du

27 mars, des assaillants incendient le siège de la municipalité de Tripoli, et le tribunal religieux. Les habitations de responsables politiques et de milliardaires sont également prises pour cible.

12 février, Béziers : Un fourgon de la pénitencier est bloqué à la sortie du tribunal. Des coups sont portés sur le véhicule qui finit par se dégager et prendre la fuite.

14 février, Limeil-Brévannes (val de Marne) : Un laboratoire du constructeur de puces électroniques équipant notamment les antennes relais ou des robots comme « Perseverance » qui a atterri sur Mars il y a quelques mois est incendié.

27 février, Pierrelatte (Drôme) : Des regards sont soulevés aux abords de la chaussée, et de la fibre optique des opérateurs Free et Orange sont incendiés.

Début mars, Hérouville-Saint-Clair (Calvados) : Régulièrement quelques dizaines de jeunes se rassemblent aux Belles-portes, quartier populaire, allument un barbecue, mettent de la musique en fin de journée. La semaine dernière, une quarantaine de flics sont arrivés pour perturber les perturbateurs. Sauf que de quelques dizaines de jeunes, c'est rapidement 150 jeunes qui leur font face... Donc les flics sont remontés dans leur camion et ont laissé les petites festivités se dérouler.

Mars, Lausanne : Des sucettes publicitaires de la ville volent en éclat depuis plusieurs semaines. Si le phéno-

mène n'est pas nouveau, c'est son ampleur qui alarme les autorités et les sociétés d'affichage.

08 mars, Rome : L'institut de la santé est attaqué à l'engin incendiaire : « *Parce que c'est moi qui décide de mon corps. Parce que les responsabilités des assassinats d'État dans les prisons en mars 2020 sont aussi à rechercher là-dedans* [les insurgés de la prison de Modène assassinés sur place ou durant leurs transferts -NdSN]]. *Parce que la médecine est une institution oppressive, un des multiples piliers sur lesquels s'appuie le système capitaliste patriarcal techno-industriel. Parce que c'était la dernière journée avant le retour en zone rouge* [et donc en confinement] *et qu'il s'agissait de la passer dans la joie. Et surtout, pourquoi pas ?* »

18 mars, La Roche-sur-Yon (Vendée) : Des tags vengeurs pourlèchent la façade de l'église Saint-Louis et du presbytère voisin : « *Vive la commune 1871* » ; « *Ni dieu, ni maître* » ; « *Mars 1871, mars 2021* » ; « *Mort au fanatisme* » . D'autres tags assortis à l'identique de symboles anarchistes ont complété judicieusement le tableau au monastère de la visitation.

20 mars, Bernay (Eure) : Lors d'une intervention, une équipe de police poursuit trois jeunes incendiaires de poubelle à pied. A leur retour au véhicule, il le retrouve en feu.

23 mars, Luynes (Bouche du Rhône) : Un détenu profite d'un rendez-vous médical pour s'évader. Malgré ses béquilles et son attelle, il arrive à fausser compagnie à la pénitencière.

25 mars, Berlin (Allemagne) : Une vague d'incendies est venue répondre à l'expulsion programmée d'un bar de quartier - Meuterei. Plusieurs voitures de luxe sont cramées, ainsi que des véhicules d'entreprises. Des pneus sont également enflammés devant la façade des lo-

caux de la police municipale.

25 mars, Fort-de France : Le procès de deux participants au saccage de la distillerie de la boutique JM se transforment en émeute. Le 12 février, la boutique de cette distillerie qui a participé à l'importation du pesticide Chlordécone qui est à l'origine de l'empoisonnement d'une grande partie de la population depuis 1972, est prise pour cible. Il est également reproché à l'entreprise son utilisation d'un pavillon colonial et esclavagiste - les quatre serpents - sur ses bouteilles. Les manifestant-e-s prennent rapidement le tribunal d'assaut à coup de cocktail Molotov. Des palettes sont incendiées, ainsi que des voitures de journaflics. Les flics reprennent progressivement la contrôle de la situation.

27 mars, Caen : une cinquantaine de personnes se retrouve place st sauveur suite à un appel à manif sauvage. Choix est fait de discuter ensemble des suites à donner à cette journée, avec une proposition tout de même : se diriger vers la Maison d'arrêt en solidarité avec les prisonniers et prisonnières et en opposition à la construction de la nouvelle taule à Ifs et contre l'enfermement en général. Des gens préfèrent rejoindre le rassemblement des intermittents et intermittentes place du théâtre où une autre cinquantaine de personnes écoutent de la musique pour défendre la culture et contre la réforme du chômage. Après quelques appels à partir vers la taule, sans surprise, la culture ne se joint pas à la fête. 30 individus sont tout de même partis en cortège, générant une longue file de bagnole derrière elles et eux, vers la Maison d'arrêt pour un parloir sauvage. Slogans et quelques échanges avec les taulards ont joyeusement lieu pendant une trentaine de minutes.

29 mars, Chatillon-sur-Chalaronne (Ain) : Une sexagénaire chipe un camion de pompier pour s'évader de sa maison de retraite et retourner

chez elle. Elle est arrêtée après une « course poursuite » d'une demi-heure.

01 avril, Montreuil : « *Ce 1er avril un banc de poissons s'est attaqué à un camion benne d'Eiffage à Montreuil. Un poisson marteau a défoncé le pare-brise, un poisson scie s'en ai prit aux pneus et une pieuvre a laissé un message clair : Eiffage, constructeur de tôle, A bas les prisons, Crève la taule. (...)* »

01 avril, France : France Inter dénombre 174 attaques en un an contre des infrastructures de la téléphonie mobile ou du numérique. Le média aux ordre évoque les appels « à renouer avec l'action directe ».

Entre le 03 et le 05 avril, Limoges : 8 caméras de vidéo-surveillance sont prises pour cible dans le quartier de Beaubreuil.

08 avril, Bourgoin-Jallieu (Isère) : la caserne de gendarmerie est cambriolée. Les voleurs repartent avec des gilets pare-balles, des brassards et des gyrophares.

11 avril, Le Pouzin (Ardèche) : Trois voitures prennent feu dans l'enceinte de la caserne de la gendarmerie. Une voiture de fonction et deux véhicules personnels périssent dans les flammes.

12 avril, Montréal (Canada) : des affrontements éclatent lors d'une manifestation contre un nouveau couvre-feu. Des barricades sont érigées et incendiées, tandis que des petits groupes s'attaquent au centre-ville touristique. Quelques vitrines d'enseignes sont brisées, et les flics pris pour cible.



*« Une aube affaiblie
Verse par les champs
La mélancolie
Des soleils couchants.
La mélancolie
Berce de doux chants
Mon cœur qui s'oublie
Aux soleils couchants.
Et d'étranges rêves,
Comme des soleils
Couchants sur les grèves,
Fantômes vermeils,
Défilent sans trêves,
Défilent, pareils
À des grands soleils
Couchants sur les grèves »*

Paul Verlaine,
Soleils couchants.
dans « Poèmes saturniens »